

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 12 - mars 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

Editorial

**La signification
des élections allemandes** (lire page 2)

Mexique

du «miracle» au désastre
(lire pages 8 et 9)

Canada

**Trudeau et Levesque
contre les travailleurs** (lire pages 6 et 7)

Amérique centrale

**« Les Caraïbes
et l'Amérique centrale
sont notre quatrième frontière »
(Reagan)** (lire pages 10 et 11)

Pologne : Contre les procès

**Amplifier la campagne
internationale**

(lire pages 4 et 5)



France

**Après les élections
municipales**

Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu en France les 6 et 13 mars, ce près de deux ans après l'instauration du gouvernement de front populaire, constituent un événement politique d'importance et non un simple épisode électoral dont les conséquences s'effaceraient rapidement. Malgré son objet précis (la réélection des conseils municipaux et des maires), il ne s'agit pas non plus d'une élection dont les résultats seraient déterminés par des considérations locales. Il s'agissait bien d'un enjeu national.

C'EST d'ailleurs le caractère que les dirigeants des partis de la bourgeoisie avaient d'emblée donné à ces élections. Les partis battus en mai et juin 1981 ont mené de bout en bout une campagne offensive : la bourgeoisie dans son ensemble, l'Eglise, ont fait bloc derrière eux.

L'importance de ces élections tenait d'abord au fait qu'il s'agissait de la première consultation nationale depuis mai-juin 1981. Elle découlait aussi de la place que les élections municipales ont toujours tenue dans la vie politique française.

C'est en 1977, à l'occasion des précédentes élections municipales (celles-ci ayant lieu tous les six ans) que, sur le terrain électoral, le mouvement des masses travailleuses se rassemblant pour chasser les partis

de la V^e République du gouvernement s'était d'abord affirmé.

L'éclatante victoire électorale du PS et du PCF avait abouti à ce que 156 des villes de plus de 30 000 habitants (sur 221) aient des maires du PS et du PCF. On sait que ce mouvement avait ensuite été entravé par la campagne forcée de division du parti stalinien, et la majorité en voix au premier tour des élections législatives pour le PS et le PCF n'avait pu se traduire en une majorité en sièges à l'Assemblée nationale. Puis, ce furent les élections présidentielles de mai 1981, la victoire de François Mitterrand et les élections législatives de juin portant à l'Assemblée nationale une majorité d'élus du PS et du PCF sans précédent en France.

(lire page 3)

**Karl Marx
et le Manifeste
du Parti communiste**

(lire page 18)

ALLEMAGNE

Le succès politique de la bourgeoisie allemande : un moment dans la lutte des classes

A peine les résultats des élections au Bundestag (Chambre des députés de la République fédérale allemande) du 6 mars étaient-ils connus que le département d'Etat publiait une déclaration qui affirmait : « Ces élections démontrent une fois de plus la force et la stabilité de la démocratie ouest-allemande ». Il poursuivait « notre collaboration avec le chancelier Kohl a été bonne par le passé et nous nous réjouissons des perspectives d'une plus grande collaboration ». De son côté, Ronald Reagan a appelé au téléphone Helmut Kohl pour le féliciter de sa victoire électorale. On sait qu'en voix, la coalition des partis bourgeois obtient la majorité absolue, comme elle l'obtient en élus. Il ne s'agit pas de contester le succès politique remporté par cette coalition à son compte et au compte de l'impérialisme dans son ensemble et de toutes les forces de la réaction sociale et politique. Mais il est indispensable d'apprécier en quoi il consiste.

De quel succès s'agit-il ?

UNE dépêche de l'AFP portant sur les résultats comparés des élections au Bundestag du 6 mars 1983 et ceux des élections du 9 octobre 1980 est intéressante à cet égard.

Participation	1983		1980		Différence
	%	Sièges	%	Sièges	
CDU-CSU	48,8	244	44,5	226	+ 18
SPD	38,2	193	42,9	218	- 25
FDP (libéraux)	6,9	34	10,6	53	- 19
Verts	5,6	27	1,5	0	+ 27
Divers	0,4	0	0,5	0	

Un simple calcul permet de se rendre compte que la somme des pourcentages des voix des partis bourgeois CDU/CSU-FDP était en 1980 de 55,1 % et qu'elle est en 1983 de 55,7 %. Tandis que celle du SPD et des « verts » était de 44,4 % en 1980 et est de 43,1 % en 1983. En ce qui concerne la somme des députés des partis bourgeois élus, elle était de 279 en 1980 et elle est de 278 en 1983. Le SPD obtenait 218 élus en 1980 la somme des députés SPD et « verts » élus en 1983 est de 220.

La dépêche AFP ajoute : « (en 1983) c'est le deuxième meilleur résultat de la CDU/CSU, le premier ayant été enregistré en 1957, avec 50,2 %. Le SPD a pour sa part enregistré son plus bas résultat depuis 1961 où il n'avait recueilli que 36,2 % des voix ».

Il n'y a pas eu un important mouvement en voix vers les partis bourgeois. Mais la bourgeoisie a réussi à modifier le dispositif politique. Elle a fait rompre le FDP d'avec le SPD pour expulser ce dernier du gouvernement, et constituer un gouvernement des seuls partis bourgeois. Elle a réussi à donner une légitimité « démocratique » et parlementaire au gouvernement CDU/CSU-FDP en évitant l'effondrement électoral du FDP, alors qu'il était vraisemblable. Ainsi, elle sauvegarde un instrument politique qui depuis 30 ans lui a été précieux. En même temps le mouvement composite et petit-bourgeois des « verts » se situant formellement à « gauche » du SPD a profondément entamé l'électorat social-démocrate.

Son importance

Ces modifications politiques ont par contre une grande importance. Elles laissent entre les mains de la bourgeoisie allemande l'initiative politique contre le prolétariat de la RFA et la renforce. Confrontée à la crise économique, elle va développer contre la classe ouvrière et la

— baisse de certains impôts pour les entreprises.

Les syndicats seront conviés à « coopérer » avec le gouvernement et le patronat. Le SPD et les « verts » seront invités à se conduire en « opposition parlementaire loyale et constructive ».

Les conséquences politiques ne s'arrêtent pas là. La victoire électorale sera durement ressentie par la classe ouvrière de l'Est de l'Allemagne comme elle ressentira durement aussi les coups qui seront portés contre la classe ouvrière de l'Ouest de l'Allemagne. Artificiellement coupé en deux, le prolétariat allemand est un. La domination de la bourgeoisie à l'Ouest, de la bureaucratie, agent de celle du Kremlin, à l'Est, a comme point de départ la coupure de l'Allemagne, du prolétariat allemand. Toute victoire politique de la bourgeoisie renforce cette division, renforce les obstacles au combat unifié du prolétariat allemand contre la bourgeoisie et la bureaucratie.

Comme à l'inverse toute victoire politique remportée à l'Ouest ou à l'Est de l'Allemagne par le prolétariat ouvre la voie à la classe ouvrière allemande dans son ensemble. Mais de plus, le succès que la bourgeoisie allemande vient de remporter facilite la politique d'accélération de la course aux armements de l'impérialisme US que mène Reagan et qui va se concrétiser par le déploiement des fusées Pershing II en Allemagne fédérale. Les cadres militaires de l'OTAN et le pacte de Varsovie qui sont une armature de la division de l'Europe et de l'Allemagne vont être renforcés.

Pourquoi et comment ce succès

L'enjeu des élections en Allemagne fédérale était considérable pour l'Allemagne et pour l'Europe. Bien normalement, par conséquence, les bourgeoisies européennes, l'impérialisme US se sentent plus ou moins ouvertement engagés dans la bataille pour la victoire de la CDU-CSU et secondairement du FDP. Particulièrement significatif a été à cet égard l'intervention de François Mitterrand soutenant ouvertement le gouvernement Kohl-Genscher. Qu'il suffise de rappeler le commentaire de Draegger, président du groupe parlementaire CDU-CSU à la suite du discours de Mitterrand au jour du XX^e anniversaire du pacte franco-allemand prononcé devant le Bundestag et qui portait sur le déploiement des fusées Pershing II : « Je me félicite au nom de

tous les chrétiens-démocrates du fait que le gouvernement Kohl ait trouvé un allié de confiance en la personne de M. Mitterrand. »

Pourtant la nécessité de telles interventions prouve que la coalition des partis bourgeois pouvait être battue, que le SPD pouvait vaincre. Mais le plus grand obstacle à la victoire du SPD a été la politique passée et présente de la direction du SPD. Elle a toujours été terrorisée à l'idée d'une victoire possible de son propre parti et d'avoir à constituer un gouvernement du seul SPD sans participation de ministres membres de partis bourgeois. La victoire du SPD exigeait d'en appeler à la mobilisation des masses : les résultats des élections régionales de la Hesse, puis de Hambourg, les manifestations de masse les 22 et 23 octobre 1982 à l'appel de la DGB dans de nombreuses villes d'Allemagne, les puissantes manifestations des étudiants à Bonn en décembre contre les mesures réactionnaires de Kohl, comme les manifestations de l'année précédente contre le déploiement des fusées Pershing II, prouvent que cette mobilisation était possible. Mais les dirigeants du SPD la redoutaient comme ils redoutaient la fantastique impulsion au mouvement du prolétariat allemand de l'Ouest comme de l'Est que la victoire électorale du SPD, un simple échec de la CDU-CSU et du FDP, auraient donné.

Pendant les 16 années où ils ont gouverné, les dirigeants du SPD, soit en participant au gouvernement, soit en le dirigeant, ont toujours voulu gouverner en collaboration avec les partis bourgeois. Depuis 1980, Schmidt, dirigeant SPD du dernier gouvernement de coalition SPD-FDP, a, jusqu'à la limite du possible, toléré par l'appareil du SPD lui-même et celui de la DGB, fait la politique contre les masses que le FDP dictait, provoquant une série de défaites électorales successives du SPD, au cours des six premiers mois de 1982. Avant que soit formellement prononcée la dissolution du Bundestag, dans un « petit congrès » tenu à Kiel, la direction du SPD s'était prononcée pour un « pacte de solidarité » entre les capitalistes et les travailleurs, entre les partis bourgeois et le SPD, entre les syndicats et les patrons pour faire face à la crise. Il est vrai qu'au congrès de Dortmund, qui s'est tenu les 21 et 22 janvier, la direction du SPD a dû tenir compte, et c'est très important, des aspirations des travailleurs et des militants social-démocrates en leur donnant un certain écho dans le programme électoral du SPD. C'est ainsi que ce programme promettait qu'en cas de victoire du SPD les « mesures anti-sociales » prises par le gouvernement Kohl seraient annulées. Mais en même temps la direction du SPD restait dans le cadre de la position avancée au « petit congrès » de Kiel : « conclusion d'un pacte international pour l'emploi ».

« Proposition à tous les partenaires sociaux de RFA d'un pacte de solidarité prévoyant notamment l'élaboration d'un programme pour l'emploi de 1983 à 1985, d'un programme d'urgence pour l'industrie de l'acier et un projet pour la réduction des heures de travail et la limitation des heures supplémentaires et demande faite aux dirigeants des syndicats d'avoir à modérer leurs revendications. »

Quant à l'importante question du déploiement des fusées Pershing II, l'orientation proposée était une tentative de compromis entre l'impérialisme US et l'URSS.

En Allemagne fédérale en 1982-1983, la situation politique divergeait profondément de celle existant en France en mai-juin 1981. En France à ce moment, les partis bourgeois étaient au pouvoir depuis la fondation de la V^e République en 1958 et le PS dans l'« opposition » depuis vingt ans. Les masses voulaient d'abord et avant tout chasser les partis du capital. En Allemagne fédérale, depuis plus de 13 ans, le SPD avait, jusqu'au 1^{er} octobre 1982, dirigé le gouvernement en pratiquant la politique de la bourgeoisie. Seul un vibrant appel aux masses pouvait les mobiliser. Au lieu de quoi la direction du SPD a désigné comme candidat le spécialiste des combats perdus : Hans Jochen Vogel. Qui plus est, le premier acte de ce prétendu candidat à la Chancellerie a été de se rendre à Washington et à Moscou pour obtenir le blanc-seing de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. C'est-à-dire de ceux qui divisent l'Allemagne, le prolétariat allemand. Là est le « secret » du succès de la coalition CDU-CSU et de la défaite électorale du SPD.

Vers de grands combats de classe

C'est un succès politique de la bourgeoisie, c'est une défaite du SPD, mais la classe ouvrière n'est pas défaite et encore moins battue. La puissance du prolétariat allemand est intacte. Pourtant, il va subir de dures attaques contre ses acquis économiques et sociaux et certainement connaître un certain — mais momentané — désarroi politique. Mais les rapports entre les classes, les rapports politiques ne sont pas ce qu'ils étaient au début des années 1930. La bourgeoisie allemande est indélébilement marquée par sa défaite historique. Son succès politique ne lui a pas redonné jeunesse et santé. Tandis que dans le cadre des rapports entre les classes européens et mondiaux, de l'« imminence de la révolution », de la poursuite du mouvement de la classe ouvrière et du peuple polonais contre la bureaucratie, des crises conjointes de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, la classe ouvrière allemande reste le prolétariat déterminant d'Europe. L'offensive même de la bourgeoisie provoquera inéluctablement en riposte l'engagement de grands combats par le prolétariat et la jeunesse de l'Ouest de l'Allemagne. En relation inéluctablement se développeront, à l'intérieur de la social-démocratie, des syndicats, comme de la classe ouvrière et de la jeunesse en général, des processus qui produiront des conflits, des différenciations, y compris dans les appareils de la social-démocratie et du DGB. La nécessité d'inclure dans le programme électoral l'annulation des mesures « anti-sociales » du gouvernement Kohl annonçait cela. De l'ensemble de ces processus, en corrélation avec le cours de la lutte des classes dans les autres pays, une nouvelle perspective politique s'ouvrira pour le prolétariat allemand. Il s'agit d'être des facteurs actifs de ces processus.



H. Kohl.

LA PORTEE DES ELECTIONS MUNICIPALES

La France à un tournant

(suite de la page 1)

Que s'est-il passé le 6 mars 1983 ?

Les élections municipales en France se déroulent en deux tours de scrutin et selon une combinaison du système proportionnel et du système majoritaire.

Au premier tour, tant en suffrages globaux qu'en résultats du point de vue du contrôle des mairies (en particulier dans les grandes villes), le PS et le PCF connaissent un échec que limitent en partie les résultats du second tour, ce qui impose d'analyser plus précisément le contenu de cet échec.

La moyenne nationale des abstentions (21,63 %) ne dépasse guère celle de 1977 (21,1 %). Il était facile de voir dans ces résultats une victoire électorale de la réaction, c'est-à-dire un glissement à droite de l'électorat populaire. C'est d'abord ce qu'ont expliqué nombre de commentateurs, notamment dans la presse étrangère.

En fait, il n'en est rien, et la clé de l'échec électoral du PS et du PCF au premier tour est ailleurs. La moyenne nationale escamote une donnée essentielle de la compréhension de ce scrutin : la nature des abstentions. Si la moyenne nationale est de 21 %, elle dépasse les 30 % dans les villes de plus de 30 000 habitants.

Et il faut ajouter qu'une analyse plus détaillée est encore plus révélatrice : partout, les abstentions sont encore beaucoup plus fortes dans les quartiers ouvriers, dans les concentrations industrielles.

Dans la banlieue industrielle de Lyon, à Vénissieux, large concentration ouvrière, au premier tour l'abstention est d'environ 45 % et atteint 70 % dans certains bureaux de vote. Rappelons que c'est aussi à Vénissieux que la liste ouvrière d'unité soutenue par le PCI obtient, entre autres, un résultat particulièrement significatif (6,03 % des voix, un élu au conseil municipal).

Aussi n'est-il pas étonnant que dans nombre de cas, les partis de la bourgeoisie l'emportent au premier tour tout en totalisant moins de voix qu'en 1977. Ainsi, à Grenoble, le maire sortant perd 20 000 voix, alors que la liste RPR-UDF obtient 300 voix de moins que lors des élections présidentielles.

Résumons : l'échec du PS et du PCF au premier tour est avant tout dû non à un passage à droite de son électorat traditionnel, mais à une abstention ouvrière déterminée, abstentions qui, au second tour, là où il y avait ballottage, c'est-à-dire dans un tiers du pays, s'est largement transformée en votes pour les listes PS-PCF.

Le second tour

L'ampleur de l'échec avait en effet non seulement entraîné pour le PS et le PCF la perte de villes où le PS et le PCF étaient solidement établis (Avignon, Nantes, Grenoble, Roubaix et Tourcoing pour n'en citer que quelques-unes), mais les menaçait dans des villes essentielles où leurs listes étaient conduites par des personnalités de premier plan du gouvernement (Marseille avec Defferre, ministre de l'Intérieur ; Lille avec Mauroy, Premier ministre).

Au second tour, ces villes ont conservé leurs municipalités contrôlées par le PS et le PCF. C'est-à-dire qu'il

ya eu un réel mouvement des abstentionnistes (ce qui confirme leur caractère politique) pour limiter les gains du RPR et de l'UDF.

En définitive, c'est néanmoins 30 villes de plus de 30 000 habitants que perd l'Union de la gauche. Le PCF est particulièrement frappé, qui perd des bastions comme Rosny-sous-Bois, Chelles dans la région parisienne, des villes comme Saint-Etienne, Béziers, Sète... A nouveau, s'il en était besoin, le mythe de l'« eurocommunisme » reçoit un démenti des faits. Ce ne sont pas les besoins nationaux qui déterminent le cours de l'appareil stalinien du PCF, mais avant tout ceux de la bureaucratie du Kremlin. Pour préserver, face aux menaces de dislocation, le précaire équilibre existant, il lui faut s'engager à fond dans les attaques contre les droits et les acquis des travailleurs, quel que soit le prix qu'il paye.

Dans quel contexte se sont déroulées ces élections municipales ?

Deux mouvements — qui ne sont d'ailleurs pas les seuls — ont marqué la période précédant immédiatement les élections municipales.

D'une part, les étudiants en médecine se sont engagés dans un mouvement de grève nationale contre une réforme instituant, en cours d'études, un barrage sélectif supplémentaire dont l'auteur n'est autre que le ministre stalinien Ralite, en coopération avec le ministre social-démocrate Savary.

D'autre part, les mineurs de Carmaux (la municipalité qui fut conquise par Jean Jaurès) ont mené une grève totale de quatre semaines pour la défense de leur emploi, pour arracher de nouvelles embauches compensant les départs à la retraite. Cette grève, qui a finalement été victorieuse, était en fait dirigée contre une illustration particulière de la politique du gouvernement de front populaire qui, au nom de la « rentabilité », poursuit la réalisation des plans de licenciements programmés par ses prédécesseurs. La grève s'est d'ailleurs directement heurtée au représentant de l'Etat bourgeois, le président des Houillères Valbon, par ailleurs membre responsable du PCF.

Dans les mois et les semaines qui ont précédé les élections municipales, le contenu de l'action gouvernementale et les projets de ceux qui sont au sein du gouvernement les plus nets représentants des injonctions de la bourgeoisie se sont affirmés.

Jacques Delors, le ministre de l'Economie, Michel Rocard, le ministre du Plan, et Edmond Maire, cet étrange « syndicaliste » secrétaire général de la CFDT, se sont relayés pour assurer qu'il faudrait aller plus avant dans la « rigueur », c'est-à-dire dans les attaques contre le pouvoir d'achat et les acquis des travailleurs, Rocard allant jusqu'à justifier des baisses de salaires.

Le 1^{er} février, sont entrés en vigueur des décrets concernant les indemnités des chômeurs qui diminuent ou suppriment celles-ci pour des catégories importantes de

chômeurs. Des mesures ont aussi été prises qui remettent en cause le droit à la santé, comme le non-remboursement de certains médicaments.

L'école publique, déjà asphyxiée par le maintien en vigueur des lois réactionnaires qui détournent vers les écoles confessionnelles des milliards de fonds publics, est l'objet de nouvelles attaques. Les projets du ministère de l'Education nationale visent en fait à remettre en cause la séparation de l'Eglise et de l'école, conquête démocratique de longue date.

Et maintenant ?

La France, après près de deux ans de gouvernement de front populaire, est à un tournant. Le Parti communiste internationaliste, section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », a combattu contre la politique de front populaire, pour la rupture avec la bourgeoisie, concrétisant cette rupture dans l'exigence adressée aux groupes parlementaires du PS et PCF qu'ils respectent le mandat que le peuple leur avait confié en mai et juin 1981.

En d'autres termes, qu'ils gouvernent dans la voie de la satisfaction des besoins des masses travailleuses, donc contre la bourgeoisie. Mais cela n'est possible que si les groupes parlementaires PS et PCF se donnent les moyens de la souveraineté que leur dénie les institutions bonapartistes de la V^e République.

A l'issue du second tour, Pierre Mauroy s'est encore réclamé de la continuité institutionnelle : comme le PCI l'a toujours expliqué, le respect des institutions réactionnaires et antidémocratiques de la V^e République concentre la soumission à la bourgeoisie qui est le contenu même de la politique du front populaire.

L'exigence démocratique, simple et nette, du respect de la souveraineté populaire, pose toutes les questions qu'inexorablement la lutte des classes sera amenée à dénouer.

Comme l'explique l'éditorial de *Informations ouvrières* du 14 mars : « Le pays est à un tournant majeur. En poursuivant sur la voie choisie depuis 1981, en se soumettant au dogme du respect des institutions contradictoire au respect du mandat, contradictoire à la démocratie, en acceptant, à la session de l'Assemblée nationale qui va s'ouvrir le 2 avril, que soit imposé un deuxième plan d'austérité renforcée, les groupes parlementaires du PCF et du PS ne feraient que préparer leur effondrement à terme. Pas immédiatement, parce que la bourgeoisie et ses partis UDF et RPR entendent, avant de poser ouvertement dans le pays cette question, compromettre définitivement le PS et le PCF, en exigeant d'eux qu'ils imposent des plans anti-ouvriers. »

Il faut l'admettre : le pays, depuis 1981, a vécu sur une équivoque que les élections de 1983 dissipent. Nous entrons dans une situation où cette équivoque sera tranchée sous une forme ou sous une autre par et dans la lutte des classes. Mais si réellement on veut restaurer la démocratie, il faut dès lors décréter les institutions antidémocratiques comme telles, et reconnaître la nécessité qui s'impose depuis 1981 d'instaurer une réelle démocratie. Reconnaître la démocratie, cela ne peut l'être que par la satis-

faction des aspirations et des revendications. Ce qui signifie décréter que, conformément aux principes de la démocratie, dorénavant, le gouvernement sera entièrement responsable devant l'Assemblée nationale ou les groupes parlementaires du PS

et du PCF sont majoritaires. Autrement dit, un gouvernement chassant de ses rangs les Delors, Rocard et tous les représentants directs et indirects de la bourgeoisie. »

F. Forgue

La bataille du PCI

Le Parti communiste internationaliste (section française de « IV^e Internationale-Centre international de reconstruction ») est intervenu dans les élections municipales sur la base de l'agitation politique pour le « respect du mandat du peuple », c'est-à-dire pour que les groupes parlementaires du PS et du PCF respectent le mandat qui leur avait été donné en mai-juin 1981 par les millions de travailleuses et de travailleurs qui leur avaient donné une majorité sans précédent. Cette campagne s'est en particulier exprimée par le soutien du PCI à la constitution de listes ouvrières d'unité. Cette intervention politique du PCI correspond à l'analyse générale de la situation dont les lignes générales avaient été dégagées dès juillet 1982, à la Conférence internationale de « IV^e Internationale-CIR » lors de la discussion sur la lutte des classes en France et la politique du PCI.

Le 4 décembre à Paris, le PCI organisait une manifestation nationale qui regroupait 20 000 travailleurs et jeunes. Comme l'expliquait l'appel convoquant cette manifestation : « Le mandat c'est un accord avec le peuple. Le mandat c'est un accord librement consenti entre les "élus" et ceux qui les ont élus. Nous n'avons pas voté pour la politique d'austérité contre les travailleurs et les jeunes. Nous n'avons pas voté pour que les capitalistes, qui ne poursuivent que leur propre intérêt, réussissent à imposer au gouvernement qu'il ruine l'intérêt de la majorité. »

Et, s'adressant aux élus du PS et du PCF, l'appel du PCI ajoutait : « Sur cette base, engagez-vous à respecter le mandat des 10 mai, 14 et 21 juin 1981. Cessez de prendre des mesures en faveur des capitalistes. Vous êtes la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Décidez de gouverner pour la satisfaction des revendications populaires. »

Le 27^e Congrès du PCI décidait à la fin de l'année de s'engager dans la voie de la constitution d'environ 200 listes ouvrières d'unité — exactement 191.

La formule « liste ouvrière d'unité soutenue par le PCI » n'était en rien une clause de style. La loi électorale imposait la constitution dans toutes les communes de plus de 2 500 habitants de listes complètes correspondant au nombre de sièges existant dans les conseils municipaux et variant, selon la taille de la commune, de 19 à 49.

La première phase du combat politique était celle de la constitution de ces listes elle-mêmes. C'était un combat qui se développait sur la ligne du front unique ouvrier, qui prenait comme point de départ, par de multiples délégations aux candidats du PS et du PCF, l'exigence du respect du mandat.

Le 20 février se tenait à Paris une réunion nationale des candidats des listes ouvrières d'unité pour le respect du mandat soutenues par le PCI. Cette assemblée, avant toute chose, matérialisait un pas en avant dans la voie de la construction à l'échelle nationale du parti ouvrier révolutionnaire. Les listes d'ores et déjà formées à ce moment regroupaient près de 6 000 candidats dont environ 3 000, au moment de la formation des listes, n'étaient pas membres du PCI mais en majorité affiliés à aucun parti, certains étant membres du PCF ou du PS.

La composition de ces listes était très significative : 17 % d'ouvriers (dont 10 % pour les seuls métallos), 31 % d'employés (dont 5 % de travailleurs de la santé, 5 % de postiers, 4 % de cheminots), 14 % de chômeurs, 27 % d'enseignants, 6 % de mères de famille, 3 % de retraités, 3 % d'étudiants.

Sous des formes diverses, adaptées dans leur forme concrète et dans les exemples donnés, ces listes défendaient des plates-formes dont les axes communs étaient :

- pour battre la droite, respect du mandat confié par le peuple aux élus du PS et du PCF,
- maintien du pouvoir d'achat et des avantages acquis,
- blocage des licenciements par le vote d'une loi interdisant les licenciements et confiscation des milliards distribués aux capitalistes pour permettre une véritable défense de l'emploi,
- abrogation des lois anti-laïques et rejet de toute remise en cause de la séparation de l'Eglise et de l'école, de l'Eglise et de l'Etat.

Sur ces points, y compris au cours de la campagne électorale proprement dite, ces listes s'adressaient publiquement aux candidats du PS et du PCF : « Prononcez-vous pour le respect du mandat et nous retirerons nos listes. »

C'est ainsi que d'emblée le PCI ne prenait pas l'initiative de constituer une liste à Behren-les-Forbach, commune minière de l'Est de la France où le maire PCF se prononçait pour le respect du mandat.

Malgré la présence d'une liste de division conduite par un responsable du PS, la liste présentée par le maire PCF recueillit 63 % des voix. Dix-neuf autres localités étaient dans le même cas.

Ensuite, dans trente autres communes (notamment des communes ouvrières de la banlieue lyonnaise), un accord mutuel entre le PCI et le PCF ou le PS ayant été conclu précisant en termes de revendications le respect du mandat, les listes ouvrières d'unité se sont retirées.

Le 6 mars c'est finalement dans 142 communes — dont 48 dans des villes de plus de trente mille habitants — que des listes ouvrières d'unité ont été présentées. Il s'agissait fréquemment de villes ouvrières d'importance moyenne (entre 10 000 et 50 000 habitants).

Parmi les résultats les plus significatifs, on peut retenir ceux de Vénissieux dans la banlieue lyonnaise (6,1 % des voix), de Bouguenais, dans la banlieue de Nantes (6,04 % des voix), de Montreuil dans la banlieue parisienne (1 000 voix, 3,4 %), de Chauffailles (10,4 %)...

Mais le plus important est que le combat à l'échelle nationale pour la constitution des listes ouvrières d'unité, pour leur soutien, pour appeler à voter pour elles, témoigne de l'impact d'une campagne militante dont le PCI sort renforcé.

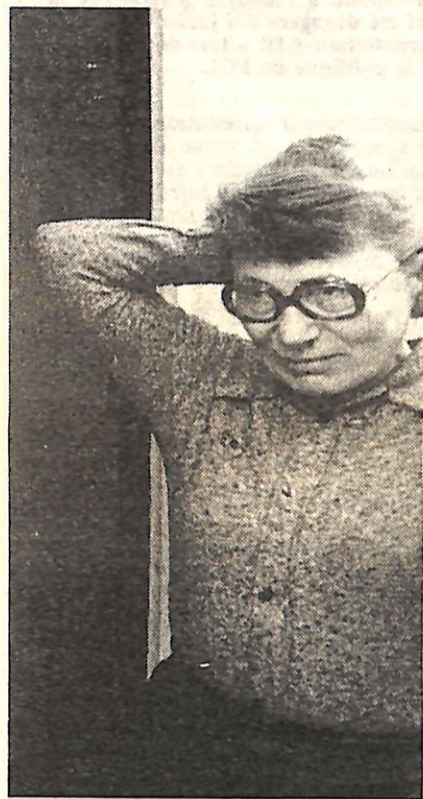
Anna Walentynowicz face à ses juges ! Le procès d'Edmund Baluka imminent !

« Il n'est pas possible de discuter quand des gens se font arrêter. Nous n'avons pas d'armes pour tirer, mais nous avons des actions de protestation, les grèves de la faim, les grèves tout court. Je ne parle pas de grèves qui ruineraient l'économie, bien sûr, mais de protestations bien visibles.

Les pourparlers, les gestes, les lettres restent sans réponse. Nous avons besoin d'interventions plus fortes et pas seulement de ma part. Les gens se font arrêter et il ne se passe rien. Ou bien nous réussissons à les sortir de prison, ou bien un plus grand nombre d'entre nous seront arrêtés. »

LECH Walesa a fait ces déclarations après avoir assisté à la première journée du procès d'Anna Walentynowicz, procès qui se déroule actuellement.

La signification de ce procès est claire : Anna Walentynowicz est



Anna Walentynowicz.

l'une des pionnières du combat pour des syndicats indépendants de l'Etat et du parti. C'est contre son licenciement que commençait la grève des ouvriers des chantiers Lénine à Gdansk en août 1980, ouvrant la voie à la grève générale et à la constitution de *Solidarność*.

C'est toute la classe ouvrière qui est ainsi « l'accusée » au travers d'Anna Walentynowicz, et la bureaucratie réaffirme ainsi l'incompatibilité de son pouvoir contre-révolutionnaire et des revendications les plus élémentaires des travailleurs et de leurs droits.

Mais c'est la défense qui accuse : Anna Walentynowicz a refusé de donner des détails sur ce qui s'était passé dans les chantiers au lendemain du coup de force de Jaruzelski et elle a dénoncé dans les agissements du parti dirigeant une série de « déceptions et de déboires ».

Lech Walesa était parmi les assistants qui avaient pu pénétrer dans la salle du tribunal. C'est à l'issue de l'audience qu'il a fait les déclarations reproduites plus haut.

« A bas la junte !
Les nouveaux syndicats
au cimetière ! »

Le procès d'Anna Walentynowicz est le premier d'une série annoncée par la bureaucratie contre les dirigeants de *Solidarność* inculpés, contre

Jacek Kuron et contre d'autres dirigeants du KOR, contre Edmund Baluka.

La manière même dont se déroule ce procès, de manière honteuse, en cachette en quelque sorte, à plus de cent kilomètres de Gdansk, illustre dans quelles conditions le pouvoir de Jaruzelski, dont la force ne repose que sur la bureaucratie du Kremlin, est amené à aggraver la répression contre les militants qui

incarnent le combat du peuple travailleur de Pologne. Ce ne sont certes pas des conditions marquées par le moindre ralliement, la moindre réussite d'une tentative de « normalisation ».

Et pourtant, dans un communiqué commun en date du 9 mars, le général Jaruzelski et le primat de Pologne Mgr Glemp déclarent, au sujet d'une éventuelle visite du pape :

« Les autorités de l'Etat et celles de l'Eglise œuvreront selon les moyens qui leur sont propres en faveur d'une préparation de la visite en Pologne du pape Jean Paul II telle qu'elle contribue au développement favorable des questions qui sont actuellement les plus importantes pour l'Etat et pour la nation : la coopération entre les citoyens et la normalisation de la vie dans le pays. »

Le jour précédent, le mardi 8 mars, 43 personnes avaient été arrêtées à Wroclaw à l'issue d'une manifestation coïncidant avec le 15^e anniversaire des manifestations étudiantes de mars 1968.

Cette manifestation survient après celle qui a eu lieu le 13 février à Varsovie où 5 000 à 6 000 manifestants défiaient la milice aux cris de « A bas la junte », « Les nouveaux syndicats au cimetière ». Et le 18 février, à l'issue d'une messe commémorant le deuxième anniversaire de l'enregistrement officiel du NZS (le syndicat indépendant des étudiants), c'était une puissante manifestation étudiante.

Dans cette situation, le régime précipite la marche à des procès dans lesquels les droits de la défense sont d'emblée bafoués.

Le procès d'Edmund Baluka est imminent. La lettre de Françoise Baluka dont nous publions par ailleurs des extraits souligne à quel point le sort de l'ouvrier révolutionnaire Edmund Baluka est préoccupant et les conditions iniques dans lesquelles se prépare son procès. Aucune commission médicale indépendante n'a été autorisée à vérifier son état de santé. Son avocat français, M^e Yves Dechezelles, s'est vu refuser son visa d'entrée en Pologne.

La puissante campagne internationale dont nous nous faisons l'écho doit non seulement se poursuivre, mais elle doit s'amplifier.

Lettre de Françoise Baluka aux médecins du comité

« Je voudrais vous communiquer — ainsi qu'à tous ceux qui ont si nombreux manifesté leur soutien à notre famille, et je les remercie chaleureusement à cette occasion — les quelques éléments concrets et sûrs à propos de la santé d'Edmund Baluka :

Je vous rappelle qu'Edmund est né le 4 juin 1933 et va donc avoir 50 ans, qu'il mesure 1,80 m et n'a jamais souffert d'aucune maladie particulière, si ce n'est une intoxication professionnelle aiguë par le plomb ayant nécessité son hospitalisation mais, semble-t-il, sans séquelles.

C'est le 13 janvier 1983 qu'il a volontairement cessé de s'alimenter, continuant cependant à boire normalement. Il pesait à cette date, après un an et un mois jour pour jour d'emprisonnement 79,5 kg.

Le 24 janvier, douze jours plus tard, il pesait 65 kg. On a alors commencé à le nourrir par contrainte. On lui fait absorber régulièrement, tous les jours à heures fixes (à la mi-journée) environ 1 litre d'un breuvage composé essentiellement de lait, farine de sarrasin et de sucre, cela en présence d'un médecin de la prison et avec le concours d'un militaire et d'un infirmier.

Le 20 février, il pesait 68 kg, en un mois il a donc repris 3 kg sur les 14,5 kg perdus. Au même moment, la presse régionale, la TV annonçaient qu'il était en parfaite santé et pesait 73 kg, tandis

qu'un communiqué de l'ambassade de Pologne à Paris reprenait les mêmes termes et précisait « qu'il avait grossi de 5 kg au cours du dernier mois ».

Le 26 février, son poids restait stabilisé autour de 68 kg.

Il souffre de troubles divers décrits ainsi : forts maux de tête qui se répandent dans tout le crâne. Perte de cheveux. Grande faiblesse générale. Difficultés à se tenir debout et marcher. Cependant, il a pu marcher chaque jour un petit peu. Mal au yeux en présence de lumière soutenue. Surtout au niveau des vertèbres cervicales, une forte douleur qui irradie jusque dans les mains.

A ce niveau, il éprouve des difficultés pour écrire, ses doigts semblent engourdis comme si le sang n'arrivait plus. Il urine normalement, mais n'est allé que deux fois à la selle depuis le 13 janvier (très peu et de couleur rouge). On ne lui administre aucun médicament en rapport avec les troubles décrits, connus pourtant du médecin de la prison. Il est psychologiquement en très bonne condition.

A tout cela, il faut ajouter le fait que son procès doit s'ouvrir incessamment, qu'il est en possession de tout son dossier d'accusation qui compte plus de six volumes et que l'effort qu'il doit faire pour en prendre connaissance afin d'organiser sa défense épuise ses forces. Néanmoins, il semble moralement en bonne condition »

EDMUND BALUKA EN GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 13 JANVIER

Puissante campagne internationale

Le 13 janvier 1983 Edmund Baluka a commencé la grève de la faim. Il a eu recours à cette arme ultime du combat militant pour protester contre ses conditions de détention, contre son maintien au secret, l'isolement, la privation de toutes nouvelles, la négation de tous ses droits de prisonnier politique.

Edmund Baluka qui fut le président du comité central de grève en 1970-1971, est détenu depuis le 13 décembre 1981. Interné, il a été ensuite transféré dans une prison de Szczecin et inculpé.

La nouvelle de sa grève de la faim parvenait en France le 8 février. Aussitôt, le Comité pour la libération de Walesa, de Kuron, de Baluka et de tous les emprisonnés de Pologne prenait l'initiative d'une campagne internationale pour sauver Baluka.

L'ampleur et la rapidité avec laquelle cette campagne s'est développée manifeste avec éclat la force toujours vivante du sentiment de solidarité avec la lutte des masses travailleuses de Pologne et de leurs militants qui existe dans la classe ouvrière de tous les pays. Le complot du silence a été brisé !

Il est matériellement impossible de rapporter ici les centaines et les centaines de prises de position de responsables du mouvement ouvrier, de personnalités démocratiques, les milliers et les milliers de télégrammes envoyés aux autorités polonaises de tous les pays.

Nous devons nous limiter — en récapitulant quelques unes des prises de position les plus significatives — à donner une simple idée de ce qu'est cette campagne mondiale.

L'ampleur prise par cette campagne sera un tremplin pour aller encore plus loin aujourd'hui, alors que la junte de Jaruzelski précipite les procès contre les dirigeants de *Solidarność*, alors qu'a commencé le procès d'Anna Walentynowicz et que celui d'Edmund Baluka est imminent.

(voir page 5)



Edmund Baluka (à gauche sur la photo) au camp de Wierzychowo, avant qu'il ne soit transféré dans une prison de Szczecin.

(suite de la page 4)

France

A Paris le 16 février, un grand meeting s'est tenu sous la présidence du Professeur Liot. Toutes les confédérations syndicales (à l'exception de la CGT) étaient représentées à la tribune : Jacques Mairé parla pour la CGT-Force ouvrière, Albert Renoir représentait la Fédération de l'Education nationale et Raymond Juin, secrétaire confédéral de la CGT était également présent. Michel de la Fournière, secrétaire national du parti socialiste prit la parole ainsi que M^e Yves Jouffra, au nom de la Ligue internationale des droits de l'homme et Ginette Vargin au nom de la Ligue des droits de l'homme. Pierre Lambert prit la parole au nom du PCI.

Dans toute la France, c'est par centaines que se comptent les prises de position d'instances syndicales (notamment de sections CGT) et de personnalités.

En moins d'un mois, soixante mille signatures ont été rassemblées.

Angleterre

Environ 45 membres du Parlement (députés du Labour party) ont pris position parmi lesquels Tony Benn, Reg Race, Eric Heffer, Jo Richardson. Plus de trois cents lettres de personnalités et de militants ont été adressées à l'ambassade de Pologne et 1 100 signatures recueillies sur une pétition adressée aux autorités polonaises. Parmi les responsables syndicaux à avoir pris position, citons Ron Keating, secrétaire général adjoint du National union of public employees ; Jonathan Hammond, président du National union of journalists (NUJ) ; Alistair Graham et Kevin Roddy, respectivement secrétaire général et président du Civil and public services association (CPSA) ; Peter Potts, secrétaire général de la General federation of Trade Unions ; Neil Stewart, président de la National union of students (NUS).

Allemagne

Un premier télégramme signé par vingt députés fédéraux du SPD ; le président du syndicat des cheminots OGTB, Ernst Harr ; Karl Liedtke, membre du comité directeur

général du Parlement (SPD) ; la région de Francfort du SPD ; le président du syndicat des travailleurs de la chimie de Berlin ; Perettsin, président du syndicat DGB de Darmstadt, des centaines de prises de position de responsables syndicaux et politiques.

Espagne

Le Comité confédéral (au niveau de l'Etat espagnol) de l'UGT ; le Comité exécutif des commissions ouvrières (au niveau de l'Etat).

Les commissions exécutives (au niveau de l'Etat) des Fédérations UGT des transports, des services publics, des mineurs, des enseignants, des travailleurs de l'alimentation, de la chimie, etc.

La Commission exécutive du PSOE, le mouvement communiste de Biscaye, etc.

Ainsi que des dizaines de prises de positions émanant d'unions provinciales et de sections syndicales UGT, Commissions ouvrières, CNT, et par centaines de télégrammes signés par des travailleurs, étudiants, adressés à l'ambassade de Pologne.

Irlande

En Irlande, une pétition réclamant la levée immédiate des mesures d'isolement prises à l'encontre d'Edmund Baluka est notamment signée par des dirigeants des plus importantes organisations syndicales du pays : Christy Kirwan, vice-président de l'ITGWU ; Matt Merrigan, secrétaire régional de l'ATGWU ; Kevin McConnel, secrétaire général du NEETU ; John Mitchell, Robert Rice, Seamus Redmond, George Lamont, Jim Eadie.

D'autre part, la direction du Sein-Feinn (Mouvement républicain) a adressé aux autorités polonaises le texte suivant :

« Au gouvernement, République socialiste de Pologne, Varsovie. Le Sinn Fein d'Irlande vous demande instamment d'accorder le traitement de prisonnier politique à Edmund Baluka, en grève de la faim dans la prison de Szczecin. Edmund Baluka, lors de ses visites en Irlande, avait soutenu les grévistes de la faim irlandais du H-Block, dont dix sont morts aux mains du gouvernement britannique. Nous ne voulons pas de telles tragédies en Pologne, et croyons que l'amnistie pour tous les détenus, les inculpés



Jacek Kuron.

ou les prévenus de la loi martiale, aidera à guérir les blessures et à avancer la cause du socialisme démocratique. »

Signé : Ruairi O'Bradaigh, président - Owen Carron M.P., Fermanagh - Gerry Adams, Belfast - Martin Mc Guinness, Derry - Danny Morrisson, Mid-Ulster - Martin Mc Allister, South Armagh, tous représentants élus.

Belgique

Karole Van Miert, président du PS flamand ; Raymond Dury, membre de l'Assemblée européenne (PS) ; Hubert Rademacher, secrétaire fédéral du PS de liège ; Viviane Costenoble, secrétaire confédérale du Mouvement des Jeunes socialistes, Marc Thomes, président des Jeunes socialistes ; Ernest Glinne, membre de l'Assemblée Européenne (PS) ; François Janssens, président national du syndicat FGTB ; J. Olyslaegers, président de la centrale syndicale des travailleurs des mines, FGTB, etc.

Grèce

Parmi les personnalités du mouvement ouvrier qui ont signé un appel émanant du comité grec pour la libération des emprisonnés et la restauration des libertés syndicales en Pologne, citons notamment Leonidas Kirkos, député du PC intérieur au Parlement européen ; M. Gascas, adjoint au maire d'Athènes ; M. Frisifisakis, vice-président de la Fédération des travailleurs des banques ; M. Putschinis, membre de la direction nationale de la CGT.

Colombie

A la suite de l'appel lancé par le Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés de Pologne, on relève notamment les prises de position de :

Gerardo Molina, sénateur ; Diego Montaña Cuellar, avocat ; Camilo Gonzalez, dirigeant de la Convergence socialiste ; Abel Rodriguez, président de la Fédération colombienne des enseignants (FECODE) et président du PTC (Parti du travail colombien) ; Arnulfo Bayona, vice-président du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) ; Socorro Ramirez, dirigeant du PSR ; Humbert Gomez au nom de la rédaction du journal Adelante.

Mexique

Au 21 février plus de 2 500 signatures avaient été rassemblées. Le 17 février, un rassemblement s'était tenu devant l'ambassade de Pologne, rassemblement auquel ont notamment participé des militants de la LOM, du POS et du PRT.

Parmi les organisations et personnalités qui ont pris position, citons :

Le Syndicat national unique des travailleurs universitaires (SUNTU) ; 7 secrétaires du syndicat STUNAM ; Jorge Jimenez, président de la Commission politique syndicale du Congrès du syndicat du métro ; l'Union nationale des médecins ; Alfonso Moro, secrétaire général du syndicat des travailleurs de la Finasa (banque nationale financière des compagnies sucrières, SA). Le Syndicat national des travailleurs de l'électricité, Filiberto Alcocer, secrétaire général du syndicat Sutprode (syndicat des employés de

banque) ; Manuel Aguilar Mora, secrétaire général du PRT ; Leonorodo Mendoza, dirigeant du PSUM dans l'Etat de Vera-Cruz.

Bésil

Deux délégations se sont rendues auprès des représentants du gouvernement polonais au Brésil. L'une à Brasilia était conduite par Jorge Ninas, de la Commission exécutive du parti des travailleurs, et comprenait notamment le Dr Orlando Carielo, du syndicat de l'architecture.

A Sao-Paulo : la délégation comprenait le Professeur Mauricio Trajtemberg, Clara Ant, des représentants du syndicat des banques et de la chimie, José Drumont pour le Comité de libération de Walesa.

Le Syndicat des travailleurs des raffineries de Campinas a pris position.

Australie

Lionel Bowen, dirigeant adjoint du Labour party d'Australie a télégraphié à l'ambassade de Pologne à Sydney, ainsi que Bruce Childs (sénateur au Parlement, membre du Labour party). Plusieurs autres responsables et parlementaires du Labour party ont élevé leur protestation contre le sort fait à Edmund Baluka.

Canada

D'ores et déjà plusieurs centaines de personnes ont signé des télégrammes envoyés au consulat de Pologne à Montréal.

Citons le syndicat des employés des transports de Montréal ; l'Assemblée nationale des étudiants du Québec ; le Syndicat du centre des services sociaux de Montréal ; le Syndicat des infirmières de l'hôpital Sainte-Justine de Montréal, etc.

Suisse

En quelques jours plus de trois cents signatures recueillies. La Coordination nationale des comités de Solidarité a pris position ainsi que le Parti socialiste genevois, les Jeunes socialistes de Suisse, des conseillers nationaux du PS, 21 députés du Parti socialiste vaudois, le Parti socialiste ouvrier et de nombreux responsables et militants syndicaux.

ESPAGNE

Les premiers mois du gouvernement Felipe Gonzalez

LES mobilisations ouvrières et populaires qui secouent l'Espagne depuis les premiers mois de l'année ont une signification politique toute particulière. Le 25 janvier, 100 000 manifestants à Gijon contre les licenciements et la reconversion industrielle ; le 14 février, 20 000 travailleurs de 20 entreprises en crise manifestaient à Madrid en appelant à la grève générale ; le 16 février, grève générale dans la ville de Puerto de Sagunto (province de Valence) ; 40 000 manifestants contre la fermeture des ateliers de hauts fourneaux, au cri de « le gouvernement doit écouter, le peuple est en train de lutter », « le peuple t'a donné le pouvoir, le peuple exige le TBC » (espèce de haut fourneau) ; le 18 février, grève générale dans le Bajo Deva (Guipuzcoa) contre les licenciements. A tout cela s'ajoutent de multiples conflits locaux à Vigo, Cadix, Madrid, Barcelone, dans le pays basque. De même le combat du peuple basque pour l'amnistie, pour sa souveraineté nationale a pris un nouvel élan après la manifestation du 2 janvier (voir Tribune internationale n° 11) avec de nouvelles manifestations en faveur de l'Euskera (la langue basque) ou contre l'installation de nouveaux commissariats de police, comme à Fuenterrabia.

Et cela bien que le gouvernement ait obtenu un répit momentané après le malheureux accident ou, par suite d'une erreur de mise en place d'une bombe de l'ETA militaire, trois travailleurs de la Banque de Bizcaye à Bilbao soient morts. L'ETA a fait une autocritique, mais le gouvernement s'est saisi de la situation pour renforcer les mesures répressives contre le peuple basque et tentant ainsi de dévier l'énorme pression pour obtenir l'amnistie et en particulier l'exigence de négocia-

tions publiques entre le gouvernement et l'ETA militaire. Le gouvernement qui était acculé s'est momentanément remis et a évité les négociations qui signifiaient la reconnaissance du caractère légitime du combat du peuple basque pour son indépendance.

La situation complexe que connaît l'Espagne rappelle, du point de vue de la mobilisation ouvrière, la période ouverte après la mort de Franco en novembre 1975, par la vague de conflits qui éclatent. Mais c'est une phase nouvelle car elle trouve son origine dans la victoire ouvrière du 28 octobre qui a chassé les franquistes du gouvernement. Et c'est pour cela que, face à la politique du gouvernement de Felipe Gonzalez de respect envers la monarchie, envers l'armée, et, en général, envers le système de pouvoir économique et politique qu'incarne l'héritage franquiste, la réponse des masses ne s'est pas faite attendre.

La victoire du 28 octobre procure une sensation matérielle de force, face aux mesures anti-ouvrières et anti-populaires du gouvernement, une vague d'indignation monte qui est un premier avertissement à ce gouvernement.

1. Le gouvernement a forcé les syndicats à accepter un pacte anti-ouvrier.

Le mardi 15 février, un accord interconfédéral (pacte social) a été signé entre les CCOO, l'UGT et le syndicat patronal, la CEOE. Cet accord représente dans l'immédiat l'octroi de milliards de pesetas au patronat franquiste, qu'on peut estimer à 800 000 millions de pesetas. Il impose le gel des salaires avec la baisse du pouvoir d'achat depuis 4 % minimum jusqu'à 10 % pour plus de la moitié de la population qui travaille dans les entreprises

ayant « enregistré des pertes durant les années 81 et 82 » ou qui sont engagées dans des plans de reconversion industrielle. On exclut de la journée de travail le temps de pause du matin, ce qui veut dire 50 heures de plus de travail par an ; le décret de réduction de la journée de travail à 40 heures est non seulement reporté à 1984 mais reste à la merci des accords avec le patronat.

Il s'agit du cinquième pacte social signé depuis la mort de Franco. C'est un accord pour tenter de bloquer le mouvement politique et le torrent revendicatif qui s'est ouvert le 28 octobre. C'est donc un accord en défense de la monarchie et au profit de la minorité de banquiers et de capitalistes.

Pour signer le pacte, Felipe Gonzalez en personne a fait pression sur les dirigeants des CCOO et de l'UGT. Dans les CCOO et l'UGT un conflit intense se développe, leurs dirigeants ayant signé le pacte. C'est un véritable accord de division ouvrière, car il oblige les syndicats, en particulier l'UGT à appliquer les mesures du gouvernement.

Au sein des syndicats, il y a eu une certaine résistance au pacte. Une bonne partie de la base des CCOO s'est prononcée contre, en Catalogne, dans le Guipuzcoa, ainsi que l'UGT à Alava et la fédération UGT du bâtiment, bien qu'aucune consultation réelle n'est été organisée chez les adhérents.

La réaction des travailleurs face aux conséquences de l'accord ne s'est pas faite attendre, comme nous l'avons dit au début et cela d'autant plus que les mesures signées sont socialement plus répressives que celles des pactes signés sous le gouvernement de l'UCD.

2. Une politique économique en défense des privilèges franquistes

Si ce n'est pas par hasard que le ministre de l'Intérieur, M. Barriobueno, soit un ancien phalangiste, ce n'en est pas un non plus si le ministre de l'Economie, Miguel Boyer, a été haut fonctionnaire sous Franco. Après le XXVIII^e Congrès du PSOE, il est parti à l'UCD, et il est revenu au PSOE peu avant les élections. La fédération socialiste de Jaen, province dont il a été élu député, exige sa démission. Un député du PSOE a déclaré « les idées de Boyer sont celles-là mêmes qui gouvernent l'Espagne depuis 1936 ».

Le président Felipe Gonzalez n'a rien à lui envier. Au cours d'une réunion qu'il a eue le 28 janvier avec 1 000 chefs d'entreprises, parlant avec le président du Banesto (une des banques les plus importantes) a dit : « Aguirre Gonzalo non seulement se trouve assis à ma gauche, il est aussi à gauche de ma politique économique parce qu'il me demande que soit fait un effort brutal de l'investissement public, d'une valeur de 350 000 millions de pesetas ».

Plus significative encore, si c'est possible, est la nationalisation de Rumasa. Avec 350 000 millions de pesetas de chiffre d'affaires en 1982, employant 60 000 travailleurs, le holding Rumasa, contrôlé par l'Opus-Dei, était l'exemple d'entreprise développée à l'ombre de la corruption franquiste. Comme elle se trouvait au bord du krach financier, le retrait de 2 000 millions de pesetas de petits épargnants en deux jours a amené le gouvernement, le 24 février, à décréter la nationalisation. Selon le ministre Boyer, celle-ci était nécessaire pour « sauver des dizaines de milliers d'emplois et préserver les intérêts de 100 000 petits épargnants ». Le vendredi 25,

Felipe Gonzalez « garantit au patronat bancaire qu'il rendra les banques de Rumasa au secteur privé après les avoir assainies », c'est-à-dire qu'il fait payer les malversations franquistes par le Trésor public. C'est pourquoi Rafael Termes, président du patronat des banques, a déclaré « qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir en ce qui concerne la mesure car l'expropriation du holding est raisonnable ».

Les travailleurs de milliers d'entreprises en crise, avec leur emploi en danger, voient la nationalisation de leurs entreprises comme l'unique solution, mais ils l'entendent d'une façon distincte de celle du gouvernement. Se faisant l'écho de ce sentiment, le secrétaire de l'UGT des Banques déclare qu'il est nécessaire d'inculper tous les directeurs qui ne respectent pas le décret d'expropriation et appelle les travailleurs à rester vigilants. Les délégués syndicaux des CCOO du holding exigent de l'administration qu'elle ne procède pas à la remise au secteur privé des entreprises du groupe qui auront été remises à flot sur le compte du Trésor public.

Expropriation sans indemnités ni privatisation postérieure, voilà ce qui correspond aux intérêts ouvriers.

Attenter aux intérêts du patronat franquiste est incompatible avec le respect envers les institutions dirigées par le roi. Le gouvernement est né soumis à la monarchie, mais la faim, le chômage et la misère pour maintenir les profits du patronat franquiste est inadmissible du point de vue de la démocratie.

ON trouvera dans cette double page de *Tribune internationale-La Vérité* un ensemble d'articles extraits de *Tribune ouvrière*, l'organe du Groupe socialiste des travailleurs, section au Canada de l'IV^e Internationale (Centre international de reconstruction). Ils éclairent la situation qui existe aujourd'hui à l'échelle de tout l'Etat canadien et particulièrement au Québec.

Quelques mots de présentation seront utiles pour apprécier cette situation du point de vue du développement de la lutte des classes.

Le gouvernement fédéral de Trudeau a fait voter une loi limitant la hausse des salaires à 6 % jusqu'en 1984 et, pour les fonctionnaires fédéraux, l'interdiction du droit de grève et de négociation pendant cette période. La centrale syndicale pan-canadienne, la CTC, a décidé contre cette loi un plan d'action incluant une grève générale pan-canadienne de 24 heures.

Mais la direction de la centrale s'est refusée à le mettre à exécution, tandis que des responsables syndicaux comme le dirigeant des postiers J.-C. Parrot évoquaient au contraire la nécessité d'une grève générale, à l'échelle de tout l'Etat canadien, jusqu'à satisfaction.

L'offensive fédérale est relayée au niveau des provinces par les gouvernements provinciaux qui disposent, sur ce terrain, de larges pouvoirs. Et, à l'avant-garde de l'offensive contre les travailleurs et leurs droits, se place le gouvernement Levesque, le gouvernement du « Parti québécois ».

C'est-à-dire un gouvernement qui s'est présenté comme exprimant les aspirations nationales du peuple québécois, et qui doit sa majorité à l'Assemblée provinciale, avant tout, au vote des travailleurs (les directions syndicales du Québec ont soutenu jusqu'à présent le PQ). Or c'est ce gouvernement qui décrète une baisse des salaires des travailleurs de la Fonction publique allant jusqu'à 20 % et effective en janvier.

Face à cette situation, les dirigeants des organisations syndicales du Québec (la Fédération des travailleurs du Québec affiliée à la CTC, la Confédération des syndicats nationaux — CSN — et la CEQ, syndicat de toutes les catégories d'enseignants) se sont prononcés pour le principe d'une grève générale si le gouvernement ne reculait pas.

Pour l'heure, rien n'est réglé. De puissants mouvements de grève se sont déclenchés en particulier chez les enseignants et les travailleurs du secteur hospitalier.

Le gouvernement Levesque — qui a déjà fait emprisonner pour fait de grève des dirigeants du syndicat des Transports de Montréal — a employé contre les grévistes les armes de Reagan : par exemple, les enseignants qui ne reprenaient pas le travail à une date donnée étaient menacés de suspension, de destitution. Des vacances scolaires ont interrompu l'application de ces mesures et aujourd'hui une négociation est engagée.

Il est clair que le fait que la question de la grève générale soit à l'ordre du jour au Québec — et sous une certaine forme à l'échelle de l'ensemble du Canada — constitue un événement politique majeur. Les développements de la lutte des classes donnent un caractère aigu à la crise de l'Etat canadien dont les institutions sont structurées essentiellement sur la base de l'oppression nationale du peuple québécois.

Un dirigeant du syndicat des postiers a déclaré que dans ses attaques contre le mouvement ouvrier, le gouvernement Trudeau (dont le gouvernement Levesque se manifeste comme l'auxiliaire zélé) remet en cause les libertés démocratiques de la même manière qu'en 1970 lorsque le Québec fut en fait placé en état de siège (loi sur les mesures de guerre). Il affirme que, contre tous les travailleurs, anglophones comme francophones, Trudeau et Levesque utilisent les moyens anti démocratiques déjà utilisés contre les aspirations nationales du peuple québécois.

Ainsi s'illustre le fait que cette oppression est contraire aux intérêts de tous les travailleurs du Canada et ainsi se manifeste le caractère du gouvernement Levesque qui coopère avec Trudeau contre les travailleurs et contre les droits nationaux du peuple québécois.

Trudeau et Levesque contre

AU CONGRES SYNDICAL ENSEIGNANT

« En finir avec les concessions »

Si tous les ragots répandus sur le fait que les syndiqués(es) et les syndicats sont indécis et divisés avaient besoin d'un démenti, c'est bien les enseignants délégués au Congrès spécial de la CEQ du 23 janvier qui l'ont fourni. La combativité, la détermination, la conviction de la nécessité d'affronter ce gouvernement anti-travailleur et anti-syndical y étaient à leur maximum. C'est la même combativité, la même détermination qu'on a pu constater le 27 janvier, lors du déclenchement de la grève générale dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

Le dimanche 23 janvier, à 10 heures, ils étaient 800 à accueillir dans l'enthousiasme le discours du président Charbonneau préconisant le rejet des résultats de la « négociation » au sommet de la semaine précédente et appelant les syndiqués(es) à déclencher la grève générale. C'est à l'unanimité que les délégués ont décidé d'entériner le rapport d'Yvon Charbonneau (paru dans les quotidiens du Québec le 25 janvier) et de mettre en branle le dispositif nécessaire à la réalisation du débrayage national.

Les interventions étaient claires : « notre tâche, devait dire un délégué, c'est de ne pas céder ; il faut maintenir nos acquis ». « Les concessions, c'est terminé, devait ajou-

ter un autre délégué. C'est strictement sur la base de nos demandes que la négociation doit débiter ».

On sait que pour mener à bien leur plan d'action, les congressistes ont décidé de constituer un « Fonds de résistance » de \$ 4 millions, récoltés à même une journée de grève travaillée le 26 janvier.

La présence du SPGQ, du PAPT, du PACT (syndicats anglophones catholique et protestant du Québec), du Cartel des infirmières, de la Canadian federation of teachers, d'Harguindeguy du Syndicat des fonctionnaires au congrès spécial de la CEQ n'a pu que confirmer le climat d'unité et de solidarité qui se construit aujourd'hui au Québec. Tout comme les messages d'appui d'un représentant de la Fédération de l'Education nationale (France) et d'un porte-parole de l'Association nationale des étudiants du Québec.

Dans la semaine précédant la tenue du Congrès spécial de la CEQ, et dans le cadre de la tournée du Front commun, plusieurs assemblées régionales avaient été organisées, témoignant elles aussi de la détermination des grévistes aujourd'hui. A Laval par exemple, se tenait pour la première fois depuis la création du Front commun une assemblée intersyndicale, le 19 janvier dernier. Y prenaient la parole : pour la FTQ, Henri Massé,

pour la CSN, Pierre Mercil et pour la CEQ, Yvon Charbonneau. Plusieurs dirigeants de syndicats locaux y sont intervenus, les uns comme les autres convaincus de la nécessité de la grève générale pour faire reculer le gouvernement. Certains ont indiqué que les compromis ne pouvaient aller plus loin : un représentant local de la PACT a expliqué qu'il fallait se battre jusqu'au bout pour le respect du droit de négocier (« we will fight like hell », a-t-il dit). D'autres ont expliqué la signification de la politique du gouvernement patron : 20 ans de recul en arrière. « Nous ne reculerons pas d'un pouce » a alors répliqué un participant. Pierre Mercil, de la CSN, a rappelé les positions du Conseil confédéral de la centrale sur la nécessité de lier l'enjeu actuel de la bataille du secteur public au secteur privé et de « défoncer » le gouvernement. « Le Conseil confédéral, a-t-il dit, doit convoquer des Etats généraux des travailleurs des secteurs privé et public... Le gouvernement actuel doit démissionner ».

Le Congrès spécial de la CEQ, les réunions qui l'ont précédé, le déclenchement de la grève générale traduisent une seule réalité : il n'y a pas d'indécision, il y a la détermination. Contre la presse officielle et ceux qui préchent la division, il y a l'unité. Vive la grève générale !

A L'ASSEMBLEE DU FRONT COMMUN A MONTREAL

« Retrait des lois anti-ouvrières ! »

C'est une ferme volonté de se battre pour faire reculer le gouvernement en déclenchant la grève générale illimitée qu'ont manifestée les 400 travailleuses et travailleurs réunis à Montréal dans le cadre de la récente tournée des dirigeants du Front commun.

L'assemblée, qui s'est tenue à l'auditorium du CEGEP du Vieux-Montréal, s'est ouverte quelques heures à peine après l'annonce officielle dans les médias de l'échec des pourparlers de dernière heure entre le Premier ministre Levesque et les dirigeants des trois centrales.

Le président de la FAS, Yves Lesard, présent à la tribune, a reçu une longue ovation quand il a déclaré à la fin de son exposé : « Si on ne se bat pas maintenant, n'y pensons plus. Une solidarité comme celle qui existe aujourd'hui, ne se représentera plus avant longtemps. Il faut dire à Levesque : c'est assez ! On va se battre, et on va passer à travers la répression ! »

Donnatien Corriveau, président de la CNS, Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ et Gilles Lavoie, coordonnateur du Front commun pour la CEQ, étaient également à la tribune.

« Si Levesque a mis le PQ à genou, il ne mettra pas les travailleurs à genou » a déclaré Pierre-Paul Roy, vice-président de la FAS, lors de la période allouée aux interventions de la salle. « Aujourd'hui, nous avons un grand objectif : la préparation de la grève générale. Nous allons connaître une des plus grandes grèves générales ».

Henri Masse, coordonnateur des négociations pour le syndicat canadien de la Fonction publique est venu au micro pour dire que, selon lui aussi, « le temps est à la grève générale ». Il s'en est fermement pris en particulier à l'attaque sans précédent du gouvernement péquiste au droit à la négociation des travailleuses et travailleurs du secteur public. « Si on plie aujourd'hui, c'est fini le droit de négocier. Nous n'aurons plus qu'à envoyer nos demandes par la poste et le gouvernement répondra en publiant ses décrets dans la Gazette officielle du travail ».

Un jeune travailleur, à l'emploi du Canadien National est venu apporter son appui aux travailleurs du secteur public. Il a annoncé que son syndicat des machinistes, aux prises quant à eux avec la loi 124 de Trudeau, s'appretait à voter une

motion d'appui aux travailleurs du secteur public et à participer à la manifestation intercentrales du 29 janvier devant l'Assemblée nationale. Il a terminé son intervention en disant : « Le gouvernement péquiste ne peut plus nous représenter. On a l'occasion de remplacer ce gouvernement par des travailleurs et des travailleuses comme nous autres. C'est de ça qu'on a besoin comme gouvernement ».

Un syndiqué du SPGQ a été lui aussi fortement ovationné après qu'il se soit adressé aux dirigeants en ces termes : « Maintenant, on est prêt à sortir. Laissez-nous nous battre ! Ne vous mettez pas entre nous et le gouvernement ! »

Plusieurs intervenants ont vivement critiqué les dirigeants pour avoir, tout au long des pourparlers au sommet avec le Premier ministre Levesque, laissé dans l'incertitude les travailleurs à la base quant au maintien des principaux objectifs de la bataille du Front commun.

« Il faut dire au monde ce que l'on veut : le retrait pur et simple de la loi 105 » a dit une travailleuse d'hôpital. « J'espère qu'à partir de ce soir, on va entendre de vous, les dirigeants, un discours de mobilisation ».



R. Levesque.

les travailleurs du Québec et de tout le Canada

LA CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX DEMANDE LA DEMISSION DE LEVESQUE

Un parti des travailleurs ? Pour ou contre, il faut en discuter

À la mi-décembre, le Conseil fédéral de la CSN a demandé la démission du gouvernement péquiste failli.

Cette position exprime l'enjeu qui ressort aujourd'hui de la lutte des travailleurs et des travailleuses du secteur public contre l'Etat-patron.

Non seulement le gouvernement du Parti québécois a-t-il failli dans la lutte du peuple québécois contre l'oppression nationale, mais il est aujourd'hui, dans tout le Canada, à l'« avant-garde » de l'offensive concertée des gouvernements et du patronat contre les travailleurs et le mouvement ouvrier.

Les immenses illusions placées dans ce gouvernement nationaliste

qui se présentait comme parti et gouvernement du peuple, tombent. C'est la classe ouvrière et ses organisations qui constituent le principal facteur de ces développements politiques, sur la base même du mouvement engagé pour la défense des revendications et des droits.

C'est un fait, la démission du gouvernement Lévesque est à l'ordre du jour. La lutte enclenchée sur la base des revendications pour imposer la défaite aux attaques du gouvernement péquiste pose la question de son prolongement pour lui imposer la défaite sur le terrain politique directement.

Comment soutenir, comment appeler à voter pour ce parti et ce gouvernement contre lequel tout le mouvement ouvrier, les travail-

leurs, les travailleuses, la jeunesse se dressent aujourd'hui dans la grève générale ?

La force du mouvement ouvrier ne s'arrêtera pas à demander au gouvernement qu'il démissionne, elle cherchera à lui imposer la défaite électorale.

Quelle alternative ?

En même temps pas un travailleur, pas une femme travailleuse, pas un jeune, engagé aujourd'hui dans le mouvement pour la grève générale victorieuse n'interprète cet appel à la démission du gouvernement Lévesque comme un appel à se ranger dans le camp des libéraux !

S'il est une conviction massivement partagée c'est bien qu'il faut se débarrasser des deux, parce que

ni l'un ni l'autre ne sont une représentation légitime du peuple et des travailleurs.

Alors la question qui se pose et que les travailleurs discutent de plus en plus nombreux c'est : quelle alternative avons-nous ?

Dans sa déclaration exigeant la démission du PQ, le Conseil fédéral de la CSN rappelle que le rôle des syndicats n'est pas « de faire élire des partis politiques » ou de s'annexer à un quelconque mouvement ou groupement politique.

Sous cette forme, on peut constater l'expression de la volonté de préserver, inconditionnellement, l'indépendance du mouvement syndical face à tout parti et à tout Etat.

Les travailleurs se constituent en parti

Tous se rappellent cependant qu'à une époque qui n'est pas très lointaine, les directions de la CSN, de la FTQ et de la CEQ ont pris des positions qui à tout le moins ont aidé à faire élire le PQ...

Mais sur la base de la défense inconditionnelle de l'indépendance des syndicats, ne peut-on pas constater que dans l'histoire du mouvement ouvrier, les luttes revendicatives des travailleurs et des organisations syndicales ont servi de levier, ont aidé à ce que les travailleurs se constituent en parti ?

Constater cela ce n'est pas transformer les syndicats en parti, c'est poser la question de savoir si aujourd'hui, les syndicats qui appellent à la grève générale contre le gouvernement péquiste vont se placer en première ligne pour aider

à ce que se constitue cette force politique, cette alternative, le parti des travailleurs, ou s'ils vont se tenir à l'écart de ce mouvement, laissant les travailleurs se débrouiller tout seuls.

Tout en étant indépendant, les syndicats ne sont pas neutres politiquement, entre les partis qui attaquent les travailleurs et ceux qui sont l'instrument de la réalisation de leurs intérêts.

Susciter la discussion

C'est par rapport à ce constat, la nécessité que le gouvernement péquiste failli s'en aille, que vient de se constituer le regroupement pour les candidatures ouvrières et populaires aux prochaines élections.

Des militants organisés et d'autres qui n'ont pas d'organisation, veulent une chose bien simple : susciter la discussion par rapport à la question d'une alternative politique des travailleurs et ainsi aider à la faire avancer.

Ils n'imposent pas leurs vues : ils veulent en discuter, sans exclusive, avec tous les travailleurs, tous les militants et c'est pourquoi, ils appellent tous et toutes à participer le 19 février à une assemblée publique — tribune libre de discussion — sur cette question.

Entreprise prématurée qui ne correspond pas à l'état du mouvement au Québec ? Il faudrait justement en discuter. On peut quand même souligner qu'il y a 25 ans cette année, la FTQ lançait un appel à la création d'un parti des classes laborieuses pour battre la réaction duplessiste et son semblable le Parti libéral...



Un meeting du Parti québécois, le 13 avril 1981 à Montréal, après la victoire aux législatives (80 sièges sur 122).

Crise du parti québécois

À en croire les journalistes de la presse officielle, la lutte du Front commun constituerait une bataille engagée par une minorité de syndiqués contre le gouvernement, sous la réprobation générale du reste de la population.

Mais contrairement aux allégations des témoins de la presse patronale, de nombreux faits attestent que la bataille entreprise par les 300 000 syndiqués du secteur public entraîne avec elle de multiples secteurs de la population laborieuse dans le rejet des politiques et mesures du gouvernement péquiste. Cela explique que la bataille du Front commun accentue aujourd'hui, à un niveau encore jamais atteint, la crise au sein du PQ lui-même.

Le gouvernement, de concert avec l'exécutif national du parti, a décidé d'annuler le Conseil national du PQ du 29 janvier. Première raison invoquée : la direction du PQ

veut éviter l'affrontement entre le Conseil national et les dizaines de milliers de syndiqués qui manifesteront à Québec le même jour.

Mais il y a surtout une autre raison. « Il y a surtout le fait que la contestation a gagné les rangs mêmes du parti » écrit Pierre O'Neill, journaliste au *Devoir*. En prévision du conseil, des dizaines de régions et associations de comités ont voté des résolutions blâmant la politique du gouvernement contre les travailleurs du secteur public.

La région de Laurentides-Lanaudière dénonce l'attitude « abusive » du gouvernement et réprovoque le geste unilatéral que constitue l'application des décrets. Le comité de Limoilou dénonce lui aussi l'application de la loi 105 et blâme les députés péquistes qui ont voté en faveur de cette loi. La région de Montréal-centre dénonce de son côté la décision du gouverne-

ment de décréter les conditions de travail de ses 300 000 employés, mettant ainsi fin à la libre négociation.

De quoi témoignent ces derniers développements ?

Dans les années de sa fondation, le PQ s'est présenté comme le « parti du peuple », disant combattre pour la levée définitive de l'oppression nationale et défendre les intérêts des travailleurs, des femmes, des jeunes. C'est sous cette image qu'il s'est construit, entraînant dans ses rangs des milliers de travailleuses, de travailleurs, de jeunes. Aujourd'hui, à la lumière des attaques sans précédent dirigées contre les syndiqués du secteur public, la contradiction entre les attentes initiales envers ce parti et ses politiques effectives atteint un niveau tel que la crise en son sein devient un véritable processus de dislocation.

Le parti de Lévesque veut adhérer à l'Internationale socialiste

À la fin du mois de décembre, les journaux ont annoncé que le Parti québécois demandait son adhésion à l'Internationale socialiste. La nouvelle a reçu un écho jusqu'en Europe. Le quotidien *Le Monde* par exemple rapportait que les dirigeants du PQ ne voyaient pas d'obstacle à leur demande en dépit du fait que le gouvernement Lévesque venait de décréter des baisses de salaires touchant l'ensemble des salariés du secteur public et para-public et d'abolir le droit de grève et de négocier pendant trois ans !

L'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux, *Nouvelles CSN*, publie dans son édition du 14 au 20 janvier une note en réplique à la demande d'adhésion du PQ à l'Internationale socialiste. Cette note est tirée du journal *La Riposte*, édition du 10 janvier 1983. Nous avons pensé qu'elle méritait d'être diffusée.

« Le PQ socialiste ?

Pendant le temps des fêtes les journaux en ont publié une bien bonne : le PQ aurait demandé à adhérer à l'Internationale socialiste !

Pour un gouvernement qui suit à la lettre les politiques de Reagan en sabrant dans le secteur public surtout en santé et éducation, qui coupe les postes, coupe les salaires, rétablit partout les droits de gérance, gouverne par décret, suspend le droit de grève mais subventionne à pleine poche le secteur privé, c'est « pas mal au boutte ».

Le pire, c'est que c'est vrai. Espérons que les partis socialistes et sociaux-démocrates qui forment cette Internationale, auront la décence de claquer la porte au nez des péquistes.

Si les péquistes veulent absolument se coller une étiquette de « socialiste » nous leur suggérons de demander à adhérer au Pacte de Varsovie, ils auront l'appui enthousiaste du régime polonais, qui se sentira moins seul. » (dans *La Riposte*, 10 janvier 1983, n° 16). »

(ndlr. Si l'Internationale socialiste reconnaît le Parti québécois, nous allons nous charger, à la CSN, de leur envoyer le dossier du gouvernement de ce parti. Ils jugeront !).

Mexique : du « miracle »

Comment en est-on arrivé là ?

Si le scénario de la catastrophe mexicaine est mouvementé et s'il est loin d'avoir livré tous ses rebondissements, le mécanisme en est simple. En anticipant sur les revenus supposés de la vente du pétrole, la bourgeoisie mexicaine a cru, à partir de 1975, pouvoir accéder, sans risques, au privilège des nantis : vivre à crédit.

Les chiffres sont éloquentes. En 1975, les exportations pétrolières du Mexique atteignaient 5,75 milliards de pesos, soit à peine plus de 15,8 % du total des exportations du pays. Ces mêmes recettes pétrolières couvraient alors 5,8 % seulement des dépenses publiques de l'Etat fédéral mexicain.

En 1981, les exportations pétrolières, passées à 338,35 milliards de pesos, représentaient près de 70 % du total des exportations du Mexique. Elles couvraient à elles seules plus de la moitié (54,5 % exactement) des dépenses publiques, passées, de 1975 à 1981, de 161 à 892 milliards de pesos.

Autrement dit, l'équilibre économique et social du pays dépendait désormais d'un marché international, celui des produits pétroliers, dont la maîtrise échappe totalement au Mexique. Le pétrole servait à passer au cou du peuple mexicain un véritable garrot.

Dans le même temps, les secteurs publics et privés du pays, spéculant sur les entrées pétrolières et poussés par les banques internationales, ravis d'avoir trouvé un Eldorado pour leurs fructueuses opérations, se lançaient dans une frénésie d'endettement extérieur. La dette privée et publique souscrite par le

« Il serait difficile d'imaginer un assortiment de forces économiques et sociales plus explosif que la situation qui règne actuellement au Mexique... L'explosion de la poudrière mexicaine n'est sans doute qu'une question de temps... Les Etats-Unis seront alors confrontés à un nouvel Iran, situé cette fois le long des 3 200 kilomètres de leur frontière sud. »

Destinée à un public choisi de financiers internationaux, l'International Currency ne se paye pas de mots. Son pronostic, « catastrophiste » diront certainement ces apôtres bêtards du « néo-capitalisme », reflète l'effroi qui a saisi la communauté bancaire internationale depuis le 13 août 1982.

Ce jour-là, la fermeture par le ministre des Finances mexicain, Jesus Silva Herzog, de tous les marchés des changes du pays mettait fin à une fiction : celle du « miracle » mexicain fondé sur les ressources pétrolières.

La monnaie mexicaine, dont le taux de change officiel était encore de 48,973 pesos pour un dollar, s'échangeait aussitôt au marché noir à 150 pesos pour un dollar. La fuite éperdue devant la monnaie mexicaine traduisait un mouvement de panique face à cette réalité : le Mexique, pays le plus endetté du monde, était virtuellement en état de faillite.

S'il est vrai qu'en système capitaliste, la force d'une monnaie reflète le rang tenu sur le marché mondial, la déroute du peso traduisait une réalité que le pétrole n'avait en rien modifiée, bien au contraire : la totale dépendance d'un pays capitaliste arriéré à l'égard de la domination exercée par l'impérialisme sur la scène économique internationale. Pendant la semaine précédant le 13 août, les responsables mexicains l'avaient appris à leurs dépens en tirant les sonnettes à Washington, une sébille à la main, pour tenter de prévenir l'inévitable.

Mexique à l'étranger est aujourd'hui estimée entre 85 et 90 milliards de dollars.

En 1981, selon le Fonds monétaire international, le Mexique a absorbé à lui tout seul un tiers de l'accroissement total des prêts bancaires à moyen terme consentis dans le monde.

En face de cela, les réserves en devises de la Banque centrale du Mexique étaient estimées en décembre 1980 à 2,7 milliards de dollars, en août 1982 à 600 millions, soit l'équivalent de deux semaines d'importations.

En outre, cette dette énorme est à très court terme. Pour la seule année 1982, les remboursements d'intérêts et de capital s'élevaient à 17 milliards de dollars, soit déjà sensiblement plus que le total des

recettes pétrolières attendues avant le retournement du marché du brut.

En 1983, le service de la dette, remboursement des intérêts et d'une partie de la somme empruntée devait représenter largement plus que le total des exportations du pays, 126 % selon les estimations de la Morgan Guaranty Trust.

Le flot de liquidités déversé sur le pays sur une très courte période, loin de permettre un accès plus large du Mexique au marché mondial, a au contraire accentué les traits d'un système comprador, vivant de sa dépendance à l'égard de l'impérialisme, au bénéfice de ce dernier.

Où va l'argent ?

Le verdict des chiffres est implacable : recettes pétrolières et crédits

alimentent une véritable explosion des importations qui frôlent les 20 milliards de dollars en 1980, soit quatre fois le total des exportations non pétrolières du Mexique.

Le boom des importations profite d'abord et avant tout au puissant voisin nord-américain. En 1981, les Etats-Unis absorbent 52 % des exportations du Mexique et lui fournissent 64 % de ses importations.

Dans l'euphorie pétrolière et sous la pression directe des banques américaines, le gouvernement Lopez Portillo avait en effet abaissé la garde qui protégeait tant bien que mal l'industrie locale de la concurrence écrasante de l'Amérique du Nord, par exemple en supprimant le système des permis d'importations préalables.

A ces données officielles, il faut ajouter un phénomène massif de contrebande avec les Etats-Unis, qui aurait coûté en 1981 plus de 5,5 milliards de dollars à la balance des paiements mexicaine.

Autre phénomène, extrêmement révélateur de la situation de la bourgeoisie comprador mexicaine : le transfert massif de capitaux vers les Etats-Unis, qui indique clairement où sont allés les revenus du pétrole détournés par une classe sociale rapace et parasitaire.

Dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1982, Jorge Castaneda, professeur à l'Université régionale autonome de Mexico, citant les chiffres vertigineux fournis par Lopez Portillo lui-même le 1^{er} septembre 1982, indique que « les Mexicains avaient, au cours des dernières années, déposé 14 milliards de dollars dans des comptes en banque aux Etats-Unis, qu'ils avaient acheté des biens immobiliers pour une valeur de 31 milliards de dollars dont 9 seulement étaient déjà payés, le reste s'ajoutant à la dette globale du pays. Enfin, au Mexique même, les résidents détiennent plus de 12 milliards de dollars dans des comptes spéciaux en dollars que l'on appelle maintenant les "mexodollars". » Et Castaneda de conclure : « Le total de ces sorties s'élève à 20 % du produit national brut. Il ne s'agit plus de fuite ponctuelle des capitaux, mais d'un véritable exode de la richesse nationale. »

Bien entendu, cette marche à l'abîme de l'économie mexicaine a été rythmée par l'emballlement de l'inflation (+ de 100 % en 1982) et la perte constante de valeur du peso. Le dollar US valait, au cours officiel, 22,8 pesos en décembre 1979 et 49 le 2 août 1982 (mais 85,8 pesos sur le marché libre).

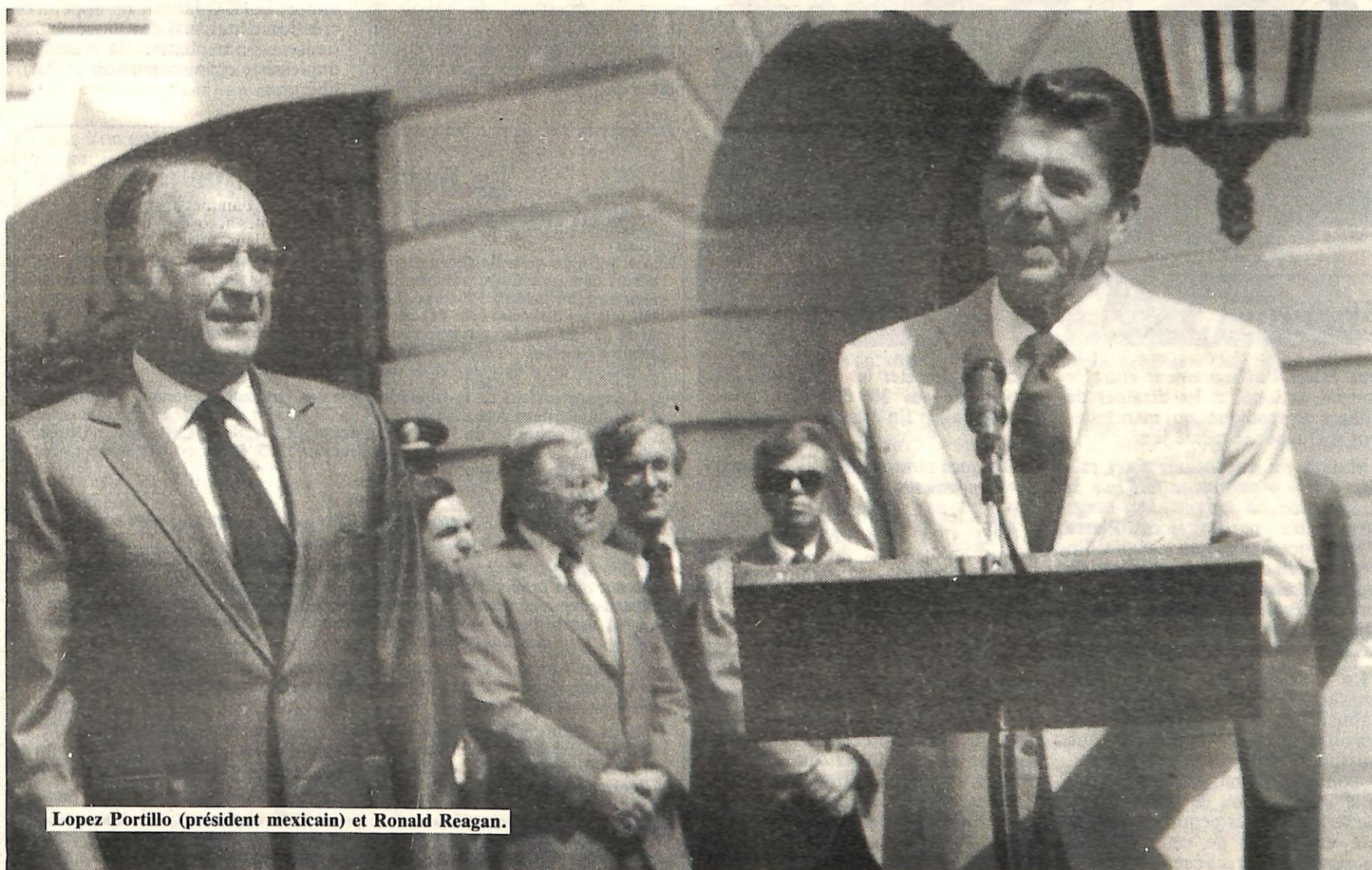
Pour que la réalité spéculative du prétendu « miracle » mexicain apparaisse, il a suffi que le retournement s'opère sur le marché international des produits pétroliers, fin 1980 et début 1981. Tout l'échafaudage financier tenait à une anticipation sur des recettes dont il apparaissait désormais qu'elles allaient diminuer, en raison de la chute du prix du brut sur les marchés au comptant et de la baisse des quantités exportées.

En 1981, la Pemex, compagnie nationale des pétroles mexicains, tentait de combattre le fléchissement des ventes en abaissant de 4 dollars le prix du baril vendu à l'exportation. Désavoué, le directeur général de la Pemex devait démissionner. Dans cette affaire, le pétrole mexicain perdait une partie de sa clientèle et quelques 10 milliards de dollars de recettes à l'exportation.

1982 : le rêve devient cauchemar

Endettement pharamineux, déficit des finances publiques atteignant 20 milliards de dollars, hyperinflation, baisse des recettes pétrolières à l'exportation, fuite devant la monnaie mexicaine : les éléments du scénario de la catastrophe sont en place. Son déroulement va occuper toute l'année 1982.

Le 19 février, après plusieurs semaines de panique financière sur place et de fuites massives des capi-



Lopez Portillo (président mexicain) et Ronald Reagan.

au désastre

taux, le gouvernement décide de cesser de soutenir le cours officiel du peso face au dollar. Du 19 février au 23 juillet, la monnaie mexicaine va subir une dévaluation de 87 %.

L'inquiétude se répand dans les milieux financiers internationaux, qui continuaient jusqu'alors, contre toute évidence, à considérer le Mexique comme un des « meilleurs risques » (1) parmi les pays emprunteurs. Les mesures d'austérité décidées dans une atmosphère de fin de règne par le gouvernement de Lopez Portillo, dans la dernière année de son mandat, ne réussissent pas à contrebalancer l'impression catastrophique donnée par le bilan économique réel du pays.

Les mauvaises nouvelles s'accablent. Au début du mois de mai, le conglomérat mexicain Alfa, qui doit 2,3 milliards de dollars à ses créanciers internationaux, leur annonce par télex qu'il suspend unilatéralement ses remboursements.

Le 6 mai, le Mexique annonce qu'il confie à la Bank of America, première banque mondiale, la levée d'un crédit syndiqué de 2 à 2,5 milliards de dollars, avec les marges les plus élevées (de 1 à 1 1/4 % au-dessus du Libor) (2) offertes par le Mexique depuis 1977. En dépit de cela, on apprend le 7 juin que le lancement de l'emprunt est reporté. Sur les 210 banques internationales contactées par la Bank of America pour participer au crédit, 35 seulement ont répondu favorablement, les autres faisant la sourde oreille.

Le rythme de la pompe qui draine les dollars hors du pays s'accélère, jusqu'à la crise décisive du mois d'août. Pour enrayer l'hémorragie de capitaux et l'effondrement du peso sur le marché libre (un dollar s'échange à 135,44 pesos le 9 août), le gouvernement est contraint le 13 août de fermer les marchés des changes. Ils ne seront rouverts que le 19, après que les autorités aient obtenu à Washington une aide financière d'urgence. Mesure tout à fait exceptionnelle, le gouvernement américain décide d'accorder à Mexico une avance d'un milliard de dollars à valoir sur le pétrole acheté par les Etats-Unis pour alimenter leurs réserves stratégiques et un crédit équivalent pour financer ses achats de céréales aux Etats-Unis. Le Mexique entame avec les banques centrales des principaux pays industrialisés des négociations pour obtenir de nouvelles lignes de crédit. Tout cela étant de toute évidence insuffisant pour éviter que la spéculation se déchaîne contre le peso, dès la réouverture des marchés, Silva Herzog annonce un triple cours du peso.

Les organismes privés et publics achetant des dollars pour régler une dette extérieure ou des importations l'obtiendront au taux « préférentiel » de 49 pesos. Pour toutes les autres transactions, le cours du peso est libre. Enfin, les détenteurs de dépôts de dollars pourront les convertir à un taux fixé au jour le jour, initialement 69,50 pesos pour un dollar.

Dès la réouverture des marchés, le 19 août, le dispositif s'avère inopérant. Le 1^{er} septembre, le gouvernement Lopez Portillo doit se résoudre à la nationalisation des banques, seul moyen d'arrêter l'hémorragie financière et la banqueroute d'un système bancaire qui supporte l'appareil économique du

pays (voir *Tribune internationale* n° 11 - février 1983).

Cela signifie certes que l'Etat se donne les moyens d'arrêter au moins la spéculation légale, mais aussi qu'il prend en charge la dette du secteur bancaire privé, et du secteur industriel qui lui est lié. C'est exactement ce que les banquiers américains réunis à Houston avaient demandé au gouvernement mexicain en mai 1982, lorsque le groupe Alfa avait suspendu le remboursement de ses dettes.

Une économie sinistrée

Sur la scène financière internationale, c'est la mobilisation générale pour éviter une faillite déclarée du Mexique. Les autorités mexicaines, appuyées par les banques américaines qui détiennent à elles seules 60 % des créances du pays, se tournent vers le pompier de service, le Fonds monétaire international, afin d'organiser, avec des fonds publics, le refinancement de la dette américaine.

La mise en faillite du Mexique, c'est-à-dire la dénonciation de sa

La mission du Fonds est double. D'abord mobiliser lui-même, auprès de ses bailleurs de fonds que sont les Etats-membres, les ressources nécessaires pour permettre au Mexique de faire face à ses échéances, en l'occurrence plus de cinq milliards de dollars. C'est la condition pour que les 1 400 banques privées concernées acceptent de poursuivre leur engagement au Mexique et facilitent le rééchelonnement de la dette, pour 20 milliards de dollars sur huit ans.

Mais en contrepartie de son intervention, le FMI impose au gouvernement mexicain (et à tout gouvernement dans la même situation) un programme économique draconien destiné à faire retomber sur les masses la facture du désastre. La « lettre d'intention » que le nouveau gouvernement de Miguel de la Madrid a adressée au FMI résume ce programme. L'aliénation officielle de l'indépendance du pays sur le plan de sa politique économique est le préalable à l'obtention de l'aide du Fonds.

Du Mexique, le Fonds a obtenu l'engagement de réduire brutalement les dépenses publiques (et par

directeurs des banques, le texte désigne celles qui possèdent « l'expérience dans le domaine économique et financier ». Autrement dit les anciens propriétaires.

L'« aide » du FMI et du système bancaire international a prévenu pour le moment la faillite du Mexique, dont on attend qu'il honore sa dette extérieure.

En réalité, l'économie mexicaine est sinistrée. L'industrie est saisie par une paralysie progressive, due à l'asphyxie financière. L'activité des principaux secteurs est réduite d'un tiers, et même de 50 % dans l'automobile. Le pouvoir d'achat des salaires a chuté de 90 %. L'industrie prévoit officiellement le licenciement de 300 000 travailleurs disposant d'un travail fixe. Pour les investisseurs étrangers, le Mexique est devenu « le plus mauvais risque ».

Privées de liquidités, les entreprises ne peuvent plus payer les importations dont leur activité dépend et le secteur privé ne peut faire face à une dette de 20 milliards de dollars. Les perspectives sont désastreuses sur le marché pétrolier et les cours

nales ont refusé le rééchelonnement de sa dette.

L'endettement extérieur cumulé du Mexique, du Brésil et de l'Argentine atteint 200 milliards de dollars, et celui des pays arriérés dans leur ensemble plus de 600 milliards.

Cet endettement fantastique s'est développé pendant les années soixante-dix et singulièrement depuis 1976 à un rythme supérieur à 20 % par an. L'origine de cette fuite en avant se trouve dans la décision prise en août 1971 par Nixon de suspendre la convertibilité en or du dollar. La planche à billets américaine a depuis lors alimenté un flot de liquidités, condition nécessaire, mais non suffisante, de la survie du système impérialiste parvenu à un stade ultime de parasitisme.

Le flot de dollars déversé sur la planète a joué le rôle d'assistance artificielle, tout en exacerbant toutes les caractéristiques du capitalisme en décomposition : gonflement des capitaux flottants à usage purement spéculatif (4), inflation galopante, croissance fantastique de l'endettement des Etats et des entreprises pour financer l'économie d'armement.

La vaine tentative de l'Administration Reagan de reprendre le contrôle de la situation monétaire en élevant brutalement les taux d'intérêts a encore aggravé le phénomène en alourdissant la charge déjà insupportable des pays débiteurs.

Le désastre mexicain a conduit l'Administration américaine à opérer un virage à 180° sans avoir atteint d'autre objectif qu'une contraction progressive du marché mondial, sur lequel les tendances à la dislocation (guerres commerciales, protectionnisme) se manifestent avec une vigueur sans cesse accrue.

La décision prise à Washington le 11 février d'augmenter de 50 % les moyens financiers mis à la disposition du Fonds monétaire international est une tentative pour reporter à nouveau les échéances, en reprenant la fuite en avant.

Sergio Reis,
13 février 1983



Des centaines de chômeurs se rendent chaque jour au Mont de Piété à Mexico pour déposer toutes sortes d'objets en échange de quelques pesos.

dette extérieure, serait un désastre pour les grandes banques américaines. Rapportés au capital social de la banque, les 1,9 milliards de dollars prêtés au Mexique par Manufacturer Hanover en représentent 78,5 %. Les chiffres sont de 2,8 milliards et 59,8 % pour la Citicorp, 2,5 milliards et 59,1 % pour la Bank of America, 1,4 milliard et 73 % pour la Chemical Bank, etc. (3). Et les grandes banques, par l'intermédiaire des prêts syndiqués, en ont entraîné plusieurs centaines de moyennes et petites dans l' aventure mexicaine. Si les créanciers publics et privés devaient passer par profits et pertes les quelque 85 milliards de dollars dus par le Mexique, le cataclysme financier mondial serait certain.

D'où l'entrée en scène du Fonds monétaire international, étroitement contrôlé par les principales puissances impérialistes, et au premier chef les Etats-Unis.

conséquent, les prestations sociales qui en dépendent), de libérer les prix de quelque 3 000 produits, d'alléger le contrôle des changes, de relever brutalement les services publics et les impôts.

Le FMI demande un strict contrôle des salaires. Enfin, le rappel à la tête de la Banque centrale mexicaine de Mancera, opposé à la nationalisation des banques, et leur dénationalisation partielle sont à l'évidence des gages supplémentaires de bonne volonté fournis au FMI et à ses membres.

Au moment même, fin décembre, où le Mexique obtenait à Washington un prêt du FMI, le nouveau président, Miguel de la Madrid, envoyait en effet au Parlement mexicain, qui l'adoptait, un projet de loi instituant une reprivatisation des banques à concurrence de 34 % de leur capital. Parmi les personnes admises à acquérir une partie de ces 34 % et à accéder aux comités

des matières premières, café, coton, baissent également. Les premières grèves de masse commencent...

Des Mexique par dizaines...

Le désastre mexicain est exemplaire parce qu'il atteint un pays et un régime politique sur lesquels l'impérialisme américain a tablé depuis un demi-siècle pour assurer la stabilité de sa domination en Amérique centrale et sur l'ensemble du sous-continent. Le développement de la crise mexicaine est à cet égard d'une importance capitale.

Mais la situation mexicaine est également exemplaire parce qu'elle est commune à la plupart des pays arriérés. Trente d'entre eux ont atteint le stade virtuel de la faillite en 1982, la Pologne étant effectivement en cessation de paiement depuis que les banques internatio-

(1) Les banques classent les pays auxquels elles accordent des crédits en fonction de leur capacité prévisible à les rembourser, de leur stabilité politique, etc.

(2) Les crédits d'origine privée fournis aux pays arriérés sont consentis par des groupements de banquiers, des « syndicats », étant donné l'importance des sommes en jeu. Un prêt peut associer plusieurs dizaines de banques sous la direction des plus grandes d'entre elles. Selon le classement du pays emprunteur, le taux d'intérêt qu'il devra acquitter est plus ou moins important. Les marges représentent le pourcentage d'intérêt que le pays emprunteur devra accepter au-dessus du taux moyen pratiqué à Londres (LIBOR). Plus les marges sont faibles, moins le crédit est cher, ce qui correspond à un jugement sur la situation financière du pays emprunteur.

(3) Ces chiffres n'ont qu'une valeur indicative, les banques prêtant évidemment beaucoup plus que ce que représente leur capital en actions et même leurs fonds propres. Ils sont néanmoins révélateurs.

(4) Les capitaux flottants, estimés à quelque 1 700 milliards de dollars, se déplacent d'un marché financier à un autre, en restant extrêmement « liquides », c'est-à-dire mobiles. Leurs détenteurs spéculent en permanence sur les monnaies et les taux d'intérêt, au détriment de l'investissement productif à long terme.

« La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre 4^e frontière » (Reagan)

FAVORABLE aux forces armées en octobre, la situation l'est en février à la guérilla », estime un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis au Salvador. C'est cette intensification de la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien qu'analyse l'article du camarade J. Robles. La lutte du peuple salvadorien, après l'élimination de la dictature de Somoza et le fait que les conséquences de la révolution nicaraguayenne ont été directement ressenties dans toute la région, est le facteur essentiel de la « déstabilisation » de toute l'Amérique centrale.

Il s'agit d'un enjeu mondial. Le président Reagan s'adressant au Congrès des Etats-Unis a réclamé pour la sanglante dictature salvadorienne un supplément d'aide de 177 millions de dollars (dont 110 sont directement affectés à l'aide militaire). « La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre quatrième frontière », a-t-il précisé, définissant ainsi la volonté de l'impérialisme américain d'intervenir par tous les moyens contre les peuples d'Amérique centrale.

Face aux difficultés qu'il rencontrait au Congrès, Reagan avait déjà affirmé qu'un effondrement du gouvernement du Salvador entraînerait celle des pays voisins, du Costa Rica, du Honduras, du Panama, et qu'il s'agissait d'une menace « pour l'ensemble de l'hémisphère occidental ».

Ajoutant qu'il était vital que la « démocratie réussisse dans la région », il avait exprimé le « souhait » que le gouvernement du Salvador organise de nouvelles élections « avant la fin de l'année ».

Souhait qui a été exaucé puisque le gouvernement salvadorien a aussitôt fait savoir qu'il entendait organiser de nouvelles élections, libres bien entendu...

Il s'agit donc, comme moyen de préparer la tenue de ces élections « libres », d'accroître les moyens de terreur dont dispose la dictature. Simultanément, la pression se renforce sur la direction du FMLN pour que celle-ci accepte de s'engager dans une négociation, mais en « déposant d'abord les armes », comme l'exige Mme Fitzpatrick, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU.

A un moment où Reagan est amené à se heurter à une opposition au Congrès qui craint, comme l'a dit l'un des représentants du parti démocrate, le sénateur Cranston, que les mesures prises par la présidence conduisent à un « nouveau Vietnam », la tournée pontificale en Amérique centrale est survenue comme une bénédiction.

Les formules sur la réconciliation et le dialogue ne pouvaient que prendre une résonance étrange dans ce pays où la contre-révolution soutenue par l'impérialisme a déjà fait plus de 50 000 morts.

Mais au moment où le régime annonce de nouvelles élections, Jean Paul II, comme Reagan, est venu lui délivrer un « certificat de bonne conduite ». Et dans ses homélies c'est la lutte révolutionnaire qu'il a dénoncée comme l'ennemi quand, au Salvador, il s'est attaqué aux « idéologies qui voient dans la lutte le moteur de l'histoire ».



Ronald Reagan

Salvador: nouvelle

APRES quatre mois d'une offensive militaire quasiment ininterrompue des forces de la guérilla et l'incessant approfondissement de la crise politique des sommets dirigeants et de l'armée, une nouvelle étape se dessine dans la guerre civile qui secoue le Salvador depuis 3 ans.

Selon les observations de nombreux analystes liés à l'armée et dont se fait l'écho l'agence de presse IPS et son correspondant Luis Albarran, les actions des forces guérilléristes développées dans les premiers jours de février incluant l'occupation de villages, ont amené l'armée à perdre une partie de l'initiative qu'elle a eue dans le développement de la guerre civile. « Toute la stratégie des forces de la guérilla consistant à attaquer, à prendre des villages et ensuite à se retirer, laissant derrière elles des garnisons gouvernementales détruites, a réalisé son effet dans le développement du conflit », expliquent-ils.

déplaça alors plus de 6 000 hommes au Morazan. Pour relâcher la tension sur ce secteur, les guérilleros lancèrent alors plusieurs attaques dans l'Usulután qui leurs permirent d'occuper les villages d'Alegria, San Augustin et San Francisco Javier.

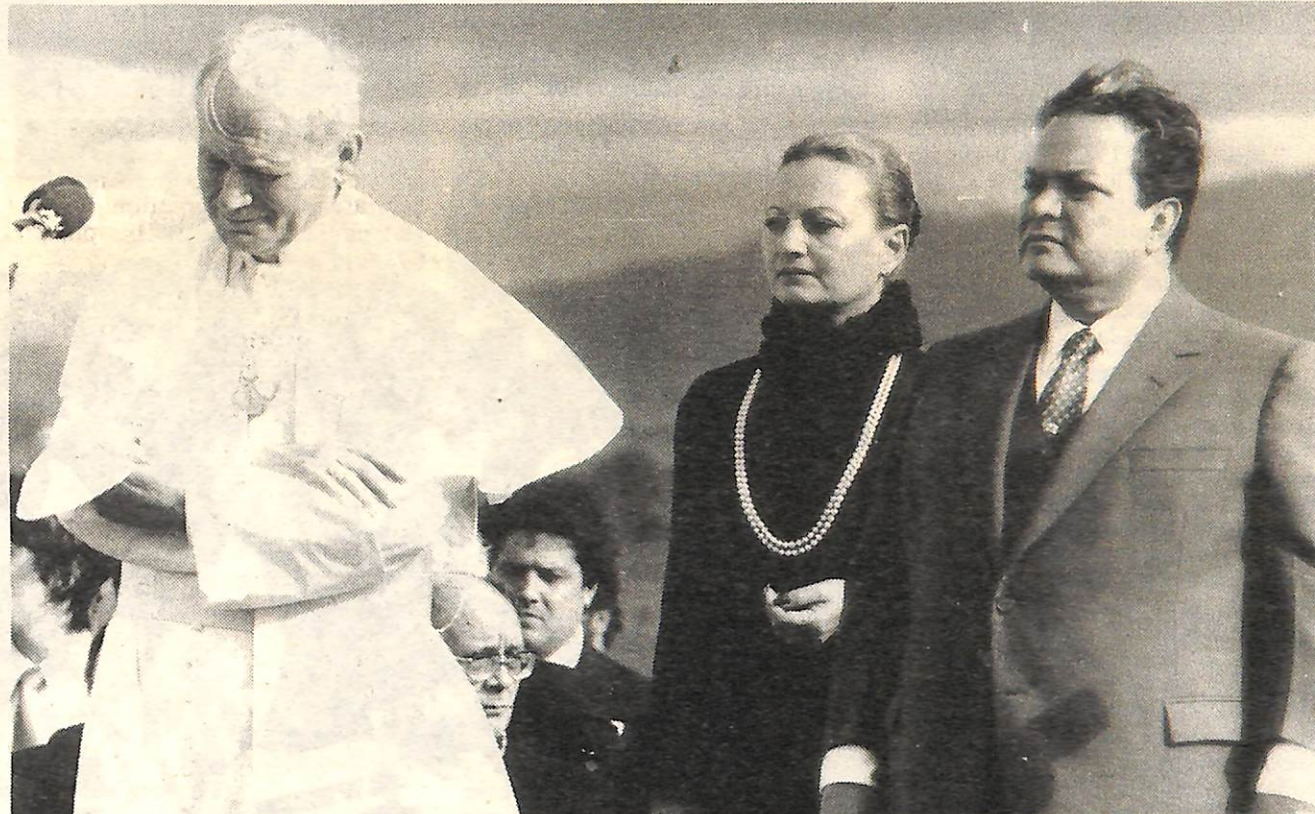
Affrontements dans le Morazan

Le 30 janvier, 500 guérilleros assiégèrent la ville de Berlin (30 000 habitants) et l'occupèrent pendant 36 heures. C'est la première fois que la guérilla occupait une ville de cette importance, située au centre d'une région économiquement stratégique (coton, café). La garnison fut démantelée et la radio du FMLN, Radio Venceremos, annonçait que de nombreux meetings étaient organisés dans la ville et que lorsque les forces guérilléristes se sont retirées, quelques centaines de jeunes gens les avaient rejointes.

des armes lourdes. Quelques centaines de soldats et officiers ont été faits prisonniers. Selon les indications des insurgés, 10 % des prisonniers se rallient au FMLN, les autres étant remis à la Croix Rouge. L'armée est souvent réticente pour les réintégrer par peur que leur démoralisation ne contamine de nouvelles unités.

Renaissance d'une activité syndicale

En même temps, on note le début d'une naissance d'une activité syndicale dans les villes, particulièrement dans la capitale. Longtemps celle-ci a été paralysée à cause de la sauvage répression qui s'y est abattue à partir de 1980. Des grèves dans la construction, parmi les travailleurs du textile et les employés d'administration ont eu lieu en novembre, au prix de risques énormes.



Le pape durant son voyage en Amérique centrale. Ici, au Costa Rica, avec le président de la République Monge.

Profondément affectées par la crise politique dans laquelle est plongé le gouvernement et qui peut amener bientôt à la rupture de la coalition, les forces armées de la dictature se sont vues dans l'impossibilité d'infliger jusqu'ici de graves défaites aux guérilleros. Leurs unités spécialisées entraînées aux Etats-Unis, ont dû reconnaître les échecs répétés de leurs tentatives de destruction des zones guérilléristes dans la région du volcan de Guazapa, le Cuscatlan, le Morazan, le Chalatenango, à San Miguel, à San Vicente et au Usulután.

Les premiers signes de l'actuelle situation militaire du Salvador ont été mis en évidence le 8 janvier dernier quand le FMLN lança son « offensive de janvier » qui lui a permis d'occuper de grandes étendues de terre dans le Morazan et le Chalatenango.

Devant la possibilité pour les forces du FMLN de prendre San Francisco Gotera, chef-lieu départemental du Morazan, les troupes gouvernementales réagirent et lancèrent une attaque qui fut repoussée, avec la perte de son principal officier. Le Haut commandement de l'armée

Pour récupérer la ville, l'armée de la dictature la bombarde, détruisant un grand nombre d'immeubles.

Enfin, après avoir cessé son offensive dans le Morazan, l'armée assurait avoir démantelé les positions de la guérilla. Or, le 4 février, une ville du Morazan, Sociedad, près de San Francisco Gotera était à nouveau attaquée par les guérilleros, tandis que dans le Chalatenango les forces du FMLN continuaient à prendre d'assaut des villages, à liquider les garnisons, faire des prisonniers, s'emparer des armes, et ensuite se retirer dans la montagne.

Aujourd'hui, le FMLN contrôle plus de la moitié du Chalatenango et du Morazan et le tiers de l'Union. Comme nous l'avons vu, il a étendu ses opérations dans le département d'Usulután a pris le contrôle d'importants secteurs des principales routes et saboté les voies ferrées isolant ainsi la partie orientale du pays du point de vue des transports terrestres.

De grandes quantités de matériel de guerre ont été saisies, y compris

Les 5 fédérations syndicales liées au FDR agissent dans une stricte semi-clandestinité. Elles se sont coordonnées dans le Comité d'union syndicale (CUS) et le 15 décembre dernier, celui-ci signait un accord revendicatif avec deux organisations syndicales extérieures au FDR : le Comité des syndicats indépendants (CSI) et l'Union démocratique du peuple (UPD) dont la principale composante est une organisation de petits paysans et de travailleurs agricoles, l'UCS et l'UPD étant liées à la démocratie chrétienne de Napoléon Duarte.

Les progrès du mouvement des masses du Salvador et des forces de la guérilla malgré la continuité de la sanglante répression, approfondissent les divisions au sein de la dictature. Il existe un profond mécontentement parmi les cadres militaires et une polémique secoue l'armée sur la conduite de la guerre, creusant une certaine distance entre l'Etat-major et les commandements locaux. La récente nomination du colonel Rafael Flores Lima au poste de sous-secrétaire à la Défense du Salvador, poste vacant depuis l'enlèvement de son titulaire, le colonel

étape de la guerre civile

Adolfo Castillo, en juin par le FMLN, a comme objectif de coordonner les décisions entre les chefs militaires départementaux et l'Etat-major. Le colonel Flores est responsable de la nomination de la plupart des commandants qui dirigent la lutte anti-guerrilla.

Une situation de vide politique

Cependant, après la récente mutinerie du colonel Ochoa contre le ministre de la Défense, le général José Guillermo Garcia, au début janvier (voir *Tribune internationale* n° 11), la situation reste tendue dans l'armée et participe de la crise qui secoue les classes dirigeantes.

La situation se caractérise par un vide politique où le président Magaña n'a pas de pouvoir effectif dans son gouvernement, résultat d'un pacte entre 4 partis en août dernier, mais qui est disloqué par des querelles internes. Les deux pôles en sont l'Arena, parti d'extrême-droite dirigé par le Major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante, et la Démocratie-Chrétienne de Napoléon Duarte, ex-président de la junte militaro-démocrate chrétienne jusqu'aux élections de mars 1982.

L'Assemblée constituante est la caisse de résonance des fractions rivales qui ont commencé à se lancer des menaces de mort l'une contre l'autre et plusieurs attentats contre des députés et maires ont eu lieu. Le Parti de Conciliation Nationale, le PCN a fait les frais de cette situation et vient d'éclater. Il est aujourd'hui réduit à 4 députés, 10 autres ayant créé un nouveau parti.

Un bloc vient de se constituer entre la Démocratie-chrétienne (24 députés sur 60), le PCN (4 députés) et l'Action démocratique (2 députés) qui tente d'isoler l'Arena qui s'oppose aux timides réformes décidées en 1979 et dont le programme est l'anéantissement massif des populations favorables à la guerrilla. L'objectif de ce bloc est d'expulser l'Arena du gouvernement d'« Union nationale ». Mais l'Arena garde de solides liens avec l'oligarchie salvadorienne et des secteurs importants de l'armée, favorables pour leur part à un coup d'Etat afin d'éliminer la Démocratie-Chrétienne, et dont la mutinerie du colonel Ochoa en janvier n'était qu'un préambule.

La nouvelle étape qui se dessine au Salvador trouve son reflet à Washington. Après le « certificat de bonne conduite » donné par Reagan, assurant que la dictature avançait dans le respect des droits de l'homme, acte nécessaire pour obtenir du Congrès le renouvellement de l'aide militaire au Salvador, un dur débat s'est établi dans le Congrès américain, certains sénateurs comme Christopher Dodd et le congressiste Michael Barnes mettant en doute l'efficacité de l'orientation appliquée au Salvador. Si l'appui du Congrès à l'aide militaire accrue ne faisait pas de doute, cependant, le 4 février, 81 membres de la Chambre des représentants nord-américaine présentèrent une résolution qui déclarait nulle la « certification » de Reagan sur les droits de l'homme et qui suspendait l'aide militaire au régime.

L'hostilité à l'intervention militaire est si profonde au sein de la classe ouvrière nord-américaine que

la direction de la centrale syndicale AFL-CIO s'est prononcée récemment contre la « certification » de Reagan et contre la poursuite de l'aide militaire au régime.

Position inchangée de l'impérialisme

Dans ce contexte, l'impérialisme américain vient de réaffirmer le 10 février, par la voix du porte-parole de la Maison blanche et celle de l'ambassadeur américain à San Salvador, Dean Hinton, que la position des Etats-Unis reste inchangée en ce qui concerne la poursuite de leur aide économique et militaire au Salvador ainsi que leur refus de négocier avec la guerrilla. On ne négocie pas le « partage d'un pouvoir gagné par les élections » affirmait le porte-parole de la Maison blanche. Et Dean Hinton de préciser, à l'issue d'un entretien avec le général Garcia, ministre salvadorien de la Défense et Mme Kirkpatrick, ambassadrice de Washington à l'ONU : il n'est pas question de négocier tant que la guerrilla n'aura pas déposé les armes. C'était la réaffirmation de la thèse suivant laquelle c'est seulement après une telle reddition que la guerrilla « pourrait se convertir en parti et comme tel s'intégrer aux institutions et participer aux élections ».

Cependant, quelques jours auparavant le *Washington Post* avait publié un document de travail de M. Thomas Enders, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines, recommandant l'ouverture de négociations entre le gouvernement du Salvador et les insurgés par le biais d'un pays tiers qui pourrait être l'Espagne, le Venezuela ou le Mexique. Les Etats-Unis maintiendraient en même temps leur assistance aux autorités salvadoriennes.

Ce débat déchire également les fractions politiques et l'armée au Salvador à la suite des propositions de négociations sans conditions faites par le FMLN-FUR en octobre 1982. Pourtant même ceux qui dans le camp du régime parlent d'une éventuelle négociation espérant à travers elle obtenir par voie de négociation un désarmement des forces de la guerrilla, l'écartent pour l'instant car elle ne pourrait être qu'un facteur d'affaiblissement d'un gouvernement déjà fragile dans une situation qui exige une reprise de l'initiative dans l'offensive politique et militaire de la contre-révolution. Si bien sûr l'offensive diplomatique, les pressions négociatrices, ne sont pas contradictoires avec l'offensive exterminatrice des armes, en même temps la poussée des masses s'exprimant dans les avancées de la guerrilla, commence à disloquer les forces pro-impérialistes.

« Mieux vaut sauver quelque chose plutôt que de tout perdre »

C'est ainsi par exemple que le journal de Costa Rica *La Nación*, influent en Amérique centrale, considérait au début février qu'« il conviendrait de chercher un dialogue au Salvador parce qu'il vaut mieux sauver quelque chose plutôt que de tout perdre ». Et l'ex-président du Mexique Lopez Portillo alertait : « S'il n'y a pas de négociations, il y aura une régionalisation de la



Salvador : l'armée de la dictature à l'œuvre.

guerre. » C'est-à-dire extension de la révolution dans toute l'Amérique centrale où la révolution nicaraguayenne est le pivot, l'impulsion de toute la situation révolutionnaire qui secoue l'isthme.

Personne ne peut s'opposer à ce que les forces de la guerrilla utilisent les armes d'une négociation pour aider les masses du Salvador dans leur lutte pour abattre le régime de la dictature. Mais Lopez Portillo et d'autres hommes d'Etat bourgeois ont un objectif bien précis. C'est dans ce cadre que par exemple, au début janvier, a eu lieu un nouvel appel « à la pacification de l'Amérique centrale » par les ministres des Relations extérieures du Venezuela, du Mexique, de Colombie et du Panama, réunis dans l'île de Contadora dans le Pacifique panaméen et appelant à la « coexistence pacifique et au respect mutuel entre Etats de l'isthme ». Cette initiative, qui considère le problème de la paix en Amérique centrale comme relevant d'un problème d'ensemble, reçut immédiatement l'adhésion personnelle de Fidel Castro, qui lui donnait le rang d'une initiative de portée mondiale. Elle venait après la réunion du « Forum pour la paix et la démocratie » en décembre 1982, réunion montée par les USA et dont l'objectif était d'isoler le Nicaragua, à laquelle avaient refusé de participer le Mexique et le Venezuela (voir *Tribune internationale* n° 10).

« Un cours idéologique préoccupant »

Pourtant, les déclarations du ministre des Relations extérieures de Colombie, M. Lloreda, commentant cette « initiative de paix » dont il était co-organisateur, éclairèrent assez bien dans quel sens agissent ces hommes d'Etat bourgeois intéressés au maintien de l'ordre impérialiste dans le monde (1) : « Au Salvador, il y a une guerre civile et une situation nouvelle depuis l'année dernière avec les élections qui donnèrent un fondement démocratique au gouvernement actuel. »

Il s'agit clairement pour lui de s'intégrer aux institutions mises en place par la farce électorale imposée par la force des armes et l'appui militaire et politique de l'impérialisme US au Salvador. Voilà dans quel sens s'exerce la pression de cette initiative saluée chaleureusement par Fidel Castro. Et Lloreda ajoutait concernant le Nicaragua : « Le cours idéologique du Nicaragua est préoccupant et le problème devient aigu avec les positions du Costa-Rica et du Honduras qui ont présenté des plaintes. »

Nul doute que le prochain voyage du pape en Amérique centrale sera utilisé pour renforcer des pressions dans le même sens.

Or, aucune solution ne peut s'ouvrir pour la satisfaction des besoins et aspirations des masses en lutte au Salvador dans le cadre d'un aménagement de la sanglante dictature. Ces besoins et aspirations exigent la chute de la dictature salvadorienne. Aujourd'hui, plus que jamais, les ouvriers et les paysans, jeunes et étudiants du Salvador qui se sont mis en mouvement pour secouer le joug de l'exploitation et de l'oppression, comme ceux du Guatemala, du Nicaragua, de l'ensemble de l'Amérique centrale, les forces de la guerrilla qui subissent les coups de la contre-révolution, ont besoin d'une lutte solidaire inconditionnelle contre l'agression des sanglantes dictatures pro-impérialistes, de l'impérialisme US.

J. Roblès
24 février 1983

(1) Signalons enfin que le représentant du Panama niait que la réunion du Contadora soit la liquidation du « Forum pour la paix et la démocratie » créé au Costa-Rica et auquel le Panama avait participé sans signer le document final.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Sigma : Ledru (page 4), Laffont (pages 6 et 7), Atlan (page 16), Andanson (page 19) Gamma : Breese (pages 8 et 10), Hemsey (page 9), Lochon (page 10), Mattison (page 11), Morel (page 14) Sipa-Press : Leclerc (page 5) Damien : (page 11) Pit-chal : (page 2) DR : (page 4, 12, 13, 15 et 20)

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

DOCUMENT

La direction du Parti des travailleurs du

L E texte suivant est l'intégralité du document d'analyse préliminaire de la campagne électorale élaboré par la Commission exécutive nationale du Parti des travailleurs.

La Commission exécutive nationale (CEN), réunie les 4 et 5 décembre, a eu l'occasion de mener une large discussion sur la participation du Parti des travailleurs aux élections du 15 novembre. Les résultats en sont actuellement envoyés à tous les organismes du PT. Il ne s'agit pas ici, évidemment, d'une analyse qui serve de conclusion sur notre participation aux élections, laquelle ne pourra être que le résultat final du processus de débat d'ores et déjà en cours au sein du Parti. Il s'agit d'une analyse préliminaire que la CEN présente comme contribution au débat. Pour les organismes du Parti qui n'auraient pas encore commencé la discussion, cette analyse préliminaire pourra aussi servir de guide.

arrangé, avec les règlements chicaniers, les diktats de la loi Falcao, l'usage effréné de la machine de l'Etat et de la corruption sur une grande échelle. Ceci est particulièrement évident au vu des résultats au niveau national : le PDS l'a remporté surtout dans les Etats les plus pauvres, les plus dépendants donc, du gouvernement fédéral.

Dans l'ensemble du pays, le PDS a mis en pratique avec succès une politique de clientèle à grande échelle, visant aussi bien des petites villes de l'intérieur que les populations périphériques des grandes villes. On ne peut oublier que le PDS est sorti vainqueur dans la majorité des Etats, dont quelques-uns de l'importance historique de Pernambuco et de Rio Grande do sul.

Les partis d'opposition, en particulier le PMDB, ont reçu la majorité des votes populaires. Ceci veut dire que la majorité du peuple brésilien a voté contre le régime, en cherchant une voie pour changer la

alliés et nombre de nos adversaires imaginaient. Nos espérances minimales pour les élections étaient celles définies par la loi des partis. Bien que son application ait été suspendue en 1982, la loi nous a servi à nous fixer pour objectif minimal 5 % des voix à l'échelle nationale et au moins 9 Etats avec plus de 3 % des voix.

A part Saô Paulo, Rio de Janeiro, Rondonia et Acre, nous n'avons pas atteint le minimum espérés. De la même façon, bien que nous ayons atteint 10 % des voix à Saô Paulo, nous n'atteignons pas les 5 % au niveau national.

Il est important que le Parti en discute et en étudie les raisons. Nous savons que la majorité de la population brésilienne s'est tournée, une fois de plus, vers la protestation contre le régime. Pourquoi notre parti qui, indiscutablement, est celui qui se définit le plus comme un parti d'opposition, présente-t-il des résultats aussi faibles ?

avons obtenu plus que nous n'avions.

Dans l'ensemble du pays, nous avons obtenu 8 députés fédéraux, 13 députés d'Etat et quelques dizaines de conseillers municipaux. Nous avons obtenu d'autres résultats favorables qui n'apparaissent pas dans ces chiffres, mais qui se sont révélés durant la campagne. Pour la première fois, nous avons pu faire connaître notre proposition de parti aux plus larges masses dans tout le pays.

Aussi peu que cela apparaisse dans les résultats électoraux, personne ne doit nier que notre effort de propagande, malgré toutes ses limitations, a atteint bien plus de personnes que n'importe laquelle de nos campagnes antérieures. Le sigle du PT a été porté aux quatre coins du pays, d'une façon que nous n'avions jamais été capables de faire auparavant.

Il est aussi important de signaler que, y compris dans un cadre qui s'avère plus petit que nous ne l'espérions, le PT a réussi à lancer une importante base de masses dans l'Etat de Saô Paulo. Bien que nos résultats aient été, y compris à Saô Paulo, inférieurs à ceux souhaités, on ne peut pas nier que nous avons réussi à implanter le Parti comme une force politique appréciable dans cet Etat.

Et en ce qui concerne les Etats de Rio de Janeiro, Minas Gerais, Rondonia et Acre, nous avons réussi à dépasser le minimum de 3 %, de même que nous avons obtenu d'importants points d'appui dans tous les autres Etats.

3. PT : quelques unes de nos erreurs

Pourquoi n'avons-nous pas obtenu ce que nous voulions ? Quelques-unes des explications ont déjà été données. Nous avons eu contre nous les règlements chicaniers du gouvernement et le pouvoir financier, aussi bien du PDS que du PMDB, ainsi que des secteurs de la grande presse liés aux partis des groupes dominants. Sans oublier, évidemment, des secteurs de la gauche elle-même qui se sont unis à des parcelles de la bourgeoisie libérale, visant aussi à discréditer notre proposition d'organisation des travailleurs.

Outre cela, il est indéniable que les élections se sont déroulées, dans la majorité des Etats, comme des élections plébiscitaires, dans le style de ce qui s'est déjà passé en 1974 et 1978. Cela veut dire que le PMDB a réussi, dans la majorité des Etats, à se présenter comme la seule alternative réelle d'opposition, restreignant ainsi le champ pour le surgissement de toute proposition nouvelle.

En réalité, les seules exceptions à cette règle générale sont les Etats de Saô Paulo — où le PT et le PTB ont réussi à percer le blocus plébiscitaire — Rio de Janeiro — où le PMDB était déjà au gouvernement, rendant ainsi possible la croissance du PDT — et l'Etat de Rio Grande do Sul — où le PDT conserve d'importantes réserves dans la tradition travailliste. Tous ces faits sont connus et méritent que nous y réfléchissions tous, mais cela ne suffit pourtant pas à donner une réponse.

Et en réalité, nous ne parviendrons à aucune réponse satisfaisante tant que nous ne serons pas capables d'analyser aussi la participation du PT aux élections, avec toutes ses erreurs et ses réussites.

Quelques-unes de nos erreurs durant la campagne découlent d'autres que nous avons commises avant le début de notre campagne. Dans aucun Etat nous n'avons rempli les listes de nos candidats aux postes de députés fédéraux, d'Etat ou de conseillers municipaux. Dans la plupart des cas, nous n'avons réuni qu'un tiers des candidats auxquels nous avions droit ; dans de nombreux cas, nous avons même réuni moins. Cela a eu lieu malgré les avertissements de la CEN avant la bataille électorale, attirant l'attention des directions régionales dans les Etats. Le résultat en a été que nous n'avons eu, dans la majeure partie des Etats, qu'une possibilité réduite au minimum pour nous confronter à la machine électorale des autres partis.

Pourquoi n'avons-nous pas été capables de remplir les listes ? Quelques camarades insistent pour dire que cela est simplement dû au fait que nous n'avons pas encore dans nos rangs des gens qui soient disposés à se présenter. Cela est vrai, mais n'explique les choses qu'en partie. Un fait bien plus important est que dans de nombreux Etats les directions du Parti ignoraient simplement la nécessité de présenter le plus grand nombre possible de candidats. Et elles n'ont donc pas préparé le parti, elles n'ont pas poussé les camarades à participer aux élections comme candidats. Il y a eu des cas où, au contraire, de nombreux camarades ont été découragés afin de ne pas rivaliser avec les candidatures d'autres camarades. C'est ainsi qu'il y a eu des cas de camarades qui ont présenté leurs candidatures seulement pour prendre la place d'un autre, non pas pour participer, de fait, aux élections.

Nous disions que quelques-unes de nos erreurs durant la campagne découlent d'erreurs que nous avons commises avant la campagne. En réalité, il nous a manqué un minimum d'organisation de Parti pour faire face à une campagne électorale comme celle de novembre. La grande majorité de nos directions de Parti se sont pratiquement dissoutes durant le processus électoral. Presque tous les membres de nos directions se sont présentés comme candidats. Cela était peut-être inévitable, nécessaire même. Mais le résultat est que ces camarades n'ont plus eu le temps de remplir les fonctions normales de direction. Cela est vrai pour les directions en général, aussi bien au niveau national qu'au niveau des Etats et des municipalités. Dans la grande majorité des cas, elles ont dû se diluer dans le processus électoral. Ce qui veut dire que les erreurs éventuellement commises dans la conduite de la campagne ne pouvaient être soumises au contrôle d'aucun des organismes dirigeants.

Les effets de cette dilution des directions sont devenus d'autant plus graves quand on sait que dans de nombreux Etats nos comités d'unification sont restés lettre morte. Il y a des exceptions comme Saô Paulo, Rio, Minas et d'autres. Dans de nombreux Etats cependant, ce qui était appelé comités d'unification n'était qu'un conglomérat de dirigeants, candidats et militants.



Lula (président du PT) et Clara Ant (dirigeante du PT et membre de la commission nationale pro-CUT).

Pour la CEN, le débat sur les résultats électoraux et en particulier sur notre participation doit se mener dans nos rangs de la manière la plus large et démocratique possible. La CEN a remarqué que dans de nombreuses instances du Parti, la discussion s'est limitée à une analyse extrêmement superficielle.

Nombre de nos camarades semblent craindre qu'une discussion plus approfondie entre nous puisse prêter le flanc à des critiques venues de l'extérieur, de la part de nos adversaires et de quelques-uns de nos alliés. La CEN pense qu'une attitude craintive face à la discussion ne peut mener qu'à des préjugés pour le Parti, car si nous craignons les critiques qui viennent de l'extérieur, nous allons finir par faire en sorte que les problèmes s'accumulent dans le parti, sans que soient définies précisément des perspectives de solution, en l'absence d'un débat qui apporte des éclaircissements.

1. Le gouvernement et les oppositions

Le gouvernement fédéral a réussi à sortir renforcé d'un processus électoral qu'il avait lui-même

situation actuelle. Dans ce sens, les élections ont pris la signification d'une sérieuse érosion du régime aux yeux de l'opinion publique.

Il est cependant important de souligner que, comme le PT l'avait déjà souligné dans nombre de ses prises de position, le PMDB, plus important bénéficiaire des élections dans le camp des oppositions revêt le caractère d'un parti fiable pour le régime.

Ceci était prévisible dès l'intégration du PP, à travers laquelle le PMDB a absorbé, de fait, de nombreuses personnes issues de l'ancienne Arena. Et c'est encore plus évident maintenant, face aux déclarations de Tancredo Neves allant vers une conciliation avec le PDS.

Les résultats électoraux montrent ainsi un cadre politique de conciliation entre les groupes dominants, regroupés dans le PDS et aux postes de direction du PMDB.

2. Le PT dans les élections

Dans ce cadre, il faut reconnaître en toute clarté que le PT est resté en-deça de ce que nous espérions et même au-dessous de ce que nos

Hormis dans l'Etat de Saô Paulo — et éventuellement dans celui d'Acre — nous n'avons jamais prétendu obtenir un résultat assez favorable pour être en position de gagner les élections majoritaires. Et même à Saô Paulo, notre disposition de « lutter pour gagner » apparaissait comme le résultat des préférences manifestées par des pans importants de l'électorat, plutôt que d'une définition préalable de notre tactique électorale. En tout cas, il est certain que pour la quasi totalité des Etats, nous ne prétendions pas conquérir plus de 3 %, ce qui est une petite position, mais suffisante selon notre stratégie de lutte. Pourquoi n'avons-nous pas été capables de conquérir ces 3 % dans plus de 4 Etats ?

C'est la première question à laquelle nous devons, en tant que Parti, fournir une explication. Mais, avant de présenter ici quelques tentatives de réponse, il est important de souligner que les points de vue de la CEN ne prétendent conduire à aucun pessimisme. Il s'agit de viser la meilleure objectivité possible dans l'analyse. Dans ce sens, nous devons reconnaître clairement que si nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions, nous

Brésil tire les leçons de sa bataille électorale

Cela veut dire que dans la majeure partie des Etats, les comités, en réalité, ne sont pas parvenus à exister comme organismes capables de mener en avant la campagne. D'autre part, l'action du Comité unifié national a été très superficielle en ce qui concerne l'aide aux campagnes dans les Etats. Suivant sa nature, il ne pouvait être efficace qu'en tant qu'organisme d'observation, jamais d'intervention dans les campagnes, qui relèvent des Etats et sont donc soumises directement aux organismes d'Etat. Tout cela veut dire que le parti est resté en réalité acéphale durant la campagne. C'est pourquoi nous n'avons pas pu corriger à temps les erreurs que nous avons pu percevoir.

Plus encore : sur le plan politique électorale, nous en sommes restés à l'attaque sur des questions générales, en laissant au second plan les questions concrètes. Un exemple en est l'aspect doctrinaire caractéristique de beaucoup de nos campagnes d'Etat et de beaucoup de nos candidats, aussi bien aux postes de députés que de gouverneurs et de sénateurs. A l'exception de quelques rares Etats, nous n'avons pas de plan de gouvernement défini, ni de propositions concrètes pour résoudre les problèmes.

Il en résulte que beaucoup d'entre nous préféreraient partir sur des positions doctrinaires de prédication abstraite en faveur du socialisme. Beaucoup d'autres ont fait des élections un moment de simple agitation de slogans contre les patrons, contre la dictature, etc. sans aucun réel souci des questions concrètes de la vie quotidienne des travailleurs et du peuple.

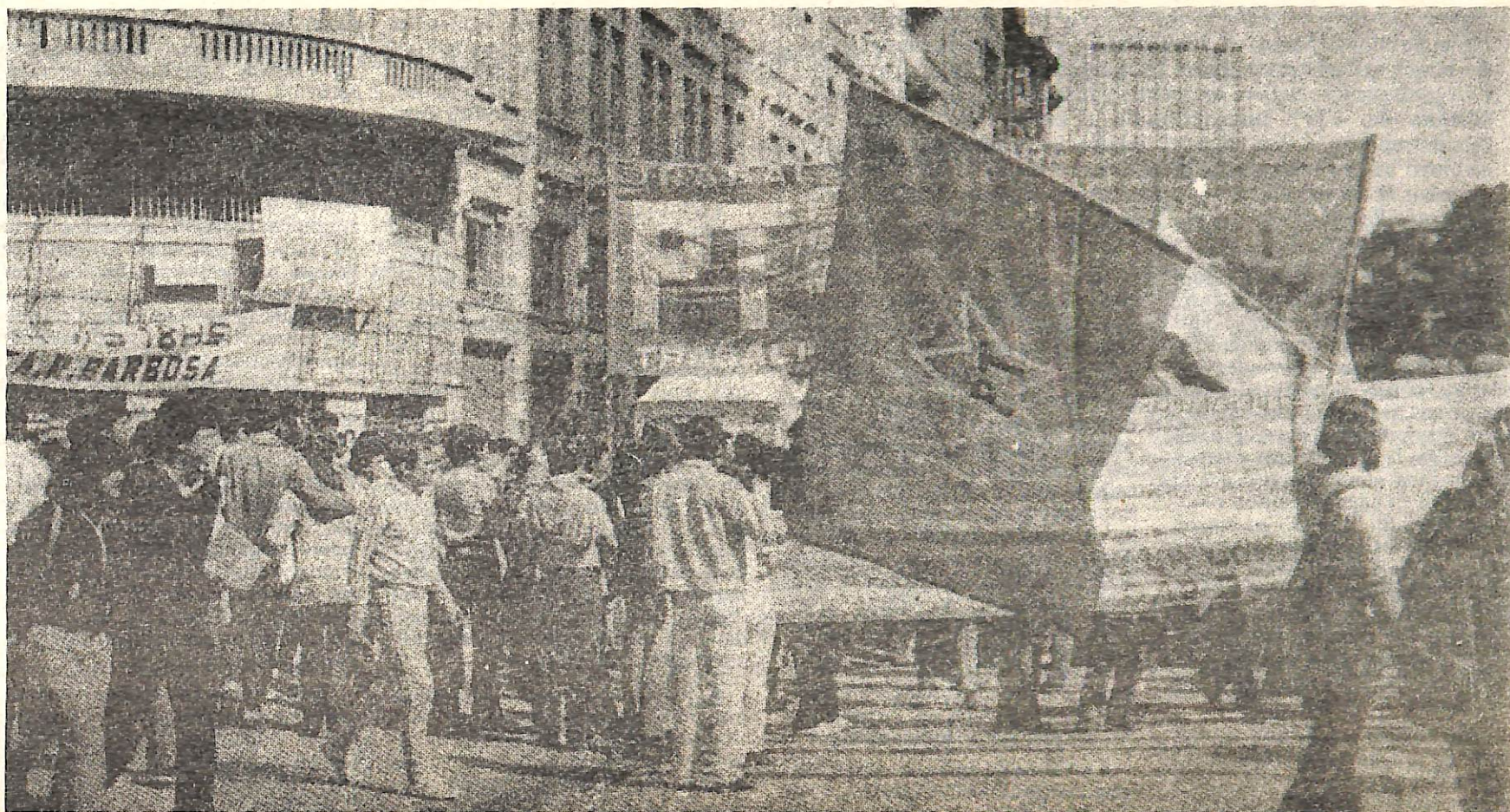
D'autres éléments apparaissent dans notre propagande à la télévision et dans notre propagande en général. A la télévision, la présentation des slogans de nos candidats a revêtu, par naïveté de notre part, presque le caractère d'un « fichier » de police. Nous n'évaluons pas comme il le fallait les limitations techniques et politiques de la loi Falcao et quelquefois, par excès même de respect envers les lois en vigueur, nous avons introduit dans notre propagande des informations que nous aurions dû tout simplement omettre.

Par exemple, dire dans la présentation d'un candidat qu'il a été emprisonné ou condamné par la loi de Sécurité nationale sans pouvoir en expliquer les raisons au peuple, amenait à donner une impression fautive : le candidat en question cessait d'apparaître comme une victime de la répression pour devenir un droit commun.

De la même façon, nous nous sommes trompés en donnant trop de place dans notre propagande à certaines revendications de minorités, dont nous n'avions pas la place et le temps de les expliquer. Nous apprenons ainsi que dans une campagne électorale, comme dans toute campagne de masse, la propagande ne doit faire référence qu'à ce qui peut être expliqué avec la plus grande clarté. Elle doit s'attacher à l'essentiel.

4. Le PT : apprendre avec la lutte des masses

Comment comprendre une accumulation d'erreurs de telles proportions ? Comment comprendre que le PT ne soit pas parvenu à faire



Manifestation du PT à Curitiba.

connaître sa proposition avec toute la clarté nécessaire ? Pour la CEN, une des racines de nos erreurs de campagne réside dans le fait que nous n'avons pas été capables de mettre en pratique, dans la mesure nécessaire, notre charte électorale. Il y a en particulier deux types d'erreurs à ce sujet sur lesquelles nous ne pouvons passer.

Pour une partie de nos camarades, la campagne électorale n'a pas été une campagne du PT, visant à la construction du PT, mais une campagne pour atteindre les objectifs électoraux de tel ou tel camarade, de tel ou tel groupe ou tendance. Il y en a eu qui ont transformé la campagne électorale en une sorte de primaire, de rivalité entre les appareils, pour occuper des positions au sein du Parti. Ceux-là ne se souciaient pas de mener la campagne vers l'extérieur, vers les masses, les travailleurs, mais faisaient campagne dans le parti dans une lutte typique d'une vision d'appareil de la politique.

De la même façon, il y en a eu qui ont transformé la campagne électorale en simple occasion pour la conquête de positions personnelles (ou de groupes) au Parlement. En raison de ces visions erronées de la campagne, beaucoup de nos camarades ont perdu plus de temps à rivaliser dans le Parti qu'à l'extérieur. Le Parti, pour cette raison, a souffert d'un « internisme » qui lui a porté sérieusement préjudice.

Une autre erreur politique grave a été une compréhension incorrecte du lien, établi dans la charte électorale, entre lutte électorale et lutte des masses. Aujourd'hui, après les élections, nous pouvons voir clairement que nous avons rencontré des succès électoraux là où, avant les élections, nous avons eu des luttes de masses. C'est le cas d'Etats comme Sao Paulo et Acre ou de régions comme l'ABCD, à Sao Paulo ou de certains bidonvilles à Rio de Janeiro.

Nous pouvons voir clairement que nous avons remporté aussi des succès là où la campagne a été menée en direction des masses, la lutte électorale devenant un instrument pour la construction du PT. Nous avons d'innombrables exemples individuels de camarades qui, gagnant ou perdant, ont fait descendre le Parti dans la rue, construisant de nouveaux liens de masses pour le PT.

Mais cela n'a malheureusement pas été là la conception de la majorité de nos camarades. Il ne faut pas manquer de reconnaître que dans beaucoup d'endroits, la lutte électorale a été, en tant que telle, sous-estimée. Beaucoup n'ont pas compris que, bien que ce soit un aspect secondaire de la lutte populaire, la campagne électorale aurait dû devenir pour tous un instrument de liaison du Parti avec les masses.

C'est dans l'incompréhension de cela que réside la racine de nombreuses erreurs, telle une campagne doctrinaire qui n'a rien à voir avec la conscience réelle des masses, un électoralisme qui s'est révélé frustrant pour la majorité de ceux qui l'ont pratiqué, une vision d'appareil qui ne mène à rien, etc., etc. Et ce qui est plus grave : dans la lutte politique réelle qui se menait durant le processus électoral, nombreux ont été ceux qui, dans le Parti, sans compréhension réelle du moment, ne se sont pas montrés fermes pour soutenir la position du PT là où elle existait de fait. Beaucoup se sont lancés dans une « fuite en avant » (ce dont la propagande doctrinaire est un exemple typique) et beaucoup se sont lancés dans une « fuite en arrière », quelques-uns cédant même aux campagnes de nos adversaires, comme la campagne du « vote utile », etc.

La campagne électorale a, comme on peut le voir, fourni quelques enseignements. On ne peut pas dire qu'ils soient nouveaux, mais personne ne peut nier leur validité. Si les résultats des élections laissent beaucoup à désirer, ce n'est pas

parce qu'une proposition correcte de lutte des masses et d'organisation politique à partir des bases a manqué. C'est en réalité la configuration de la proposition du PT comme parti politique, un parti de type nouveau, de masse, ouvert et démocratique.

Si les résultats laissent à désirer, c'est parce que dans la majorité des cas, nous ne prenons pas au sérieux ce que nous-mêmes proposons : organiser, à partir des noyaux, et être présents aux côtés des travailleurs, dans leurs luttes concrètes. C'est la voie que nous devons suivre dorénavant.

Nous avons beaucoup de temps devant nous pour faire ce que nous n'avons pas pu faire avant. Il n'y a pas d'autre voie pour nous : élargir le recrutement, développer les noyaux, se joindre aux luttes concrètes des travailleurs. Et il y a aussi une infinité de luttes d'où le PT ne peut pas être absent. Il y a l'accord du gouvernement avec le FMI, avec toutes ses répercussions sur les conditions de vie des travailleurs. Nous avons une lutte qui doit être permanente, visant à mobiliser les travailleurs et l'ensemble du peuple brésilien contre la récession économique.

Nous avons aussi la lutte, qui continue, contre la loi de Sécurité nationale, contre la loi de grève, contre les lois qui déterminent l'asservissement des syndicats au gouvernement. Nous avons la lutte pour la défense des lois salariales, dont le gouvernement veut faire un préjudice plus grand encore contre les travailleurs. Et nous avons des luttes contre l'augmentation du coût de la vie, issue que recherche le gouvernement pour faire porter les effets de la crise sur le dos des travailleurs.

Ce sont là les luttes du PT dorénavant. Et le PT y est préparé dans la mesure où la majorité de ses militants prend au sérieux la proposition d'organisation de parti du PT. Il s'agit de lutter pour organiser les travailleurs en noyaux, de bas en haut, dans un parti ouvert, de

masse, démocratique, comme nous voulons l'être. Organiser à partir des noyaux et être présents, aux côtés des travailleurs, dans leurs luttes concrètes. C'est, dès le début, la voie du PT. C'est aussi, aujourd'hui plus que jamais, la voie que nous suivrons dorénavant.

5. Considérations finales

La Commission exécutive nationale a observé dans de nombreux organismes du PT une propension à des analyses trop génériques sur notre participation à la campagne électorale. Beaucoup de nos camarades parlent trop des difficiles conditions dans lesquelles nous, le PT, nous devons affronter les élections, en laissant peu de place à l'analyse de nos propres erreurs et éventuellement de nos réussites.

Il est certain que nous sommes confrontés à des conditions difficiles, mais nous ne pouvons pas faire porter sur elles toutes les responsabilités de nos propres erreurs, de même que nous ne pouvons pas faire porter sur ces conditions les mérites de nos succès. Une analyse correcte de la bataille électorale et de notre participation en son sein ne sera possible que dans la mesure où nous aurons le courage d'être aussi objectifs en ce qui concerne nos propres résultats que nous l'avons été dans l'analyse des conditions difficiles dans lesquelles nous sommes obligés d'agir.

Ce sont là quelques-unes des observations que la CEN doit faire comme contribution initiale à notre débat. Nous n'avons aucune raison sérieuse que ce débat devienne public. Le développement entre nous de la critique et de l'auto-critique pratiquées, suivant l'esprit du PT, avec camaraderie et humilité, ne peut qu'être bénéfique au développement du Parti puisque cela nous prépare à un excellent niveau pour traiter des questions du Parti.

Commission exécutive nationale
Parti des travailleurs

Rapport politique préparatoire au

Nous publions ce mois-ci dans la rubrique « Vie des sections » de larges extraits du rapport préparatoire au VI^e Congrès de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), la section brésilienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Ce rapport éclaire les problèmes qui sont aujourd'hui au centre de la lutte des classes au Brésil et permet de saisir la signification de la discussion engagée dans le Parti des travailleurs. (Voir pages 12 et 13).

SUR tout le continent, ce sont les masses qui avancent contre les régimes bourgeois, dans une poussée seulement comparable — encore que plus profonde — à celle qui s'était produite dix ans auparavant. En Argentine, une dictature chancelante a été durement frappée par la grève générale nationale du mouvement ouvrier qui se recompose en pleine situation révolutionnaire. En Bolivie, en raison du rôle que les militaires argentins ont eu en imposant Garcia Meza, une grève générale appelée par la COB (1) a renversé la dictature dans le cadre d'une situation révolutionnaire qui se développe face au gouvernement de front populaire de Siles Suazo.

Enfin, même les dictatures chiliennes et uruguayennes (récemment désavouées aux élections) font face à une pression populaire croissante, venant renforcer à présent l'isolement des gouvernements de la région. Tout cela, ajouté à la situation révolutionnaire ouverte dans toute l'Amérique centrale, nous permet de situer un rapport de forces qui s'altère favorablement pour les masses et sur lequel pèse tout l'effort de Reagan.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer, même si elle doit être appréciée à sa juste valeur, la défaite du PDS (2) la parti de la dictature brésilienne, lors des élections truquées de novembre 1982. Cependant, cette évolution n'a pas été accompagnée d'une quelconque amélioration dans la situation désespérée des larges masses du continent. Bien au contraire, et c'est cela qui rend la situation explosive dans son ensemble.

Ce que l'on a vu dans la dernière période sur le continent a été l'accumulation d'éléments qui conduisent à une nouvelle poussée dans la dislocation du marché mondial. Si depuis la fin des années 60, nous avons assisté au développement de dépenses improductives (économie d'armements en particulier), comme « ballon d'oxygène » de l'économie capitaliste, la place occupée par les principaux pays du continent — assujettis au contrôle du capital financier — dans le marché mondial, a revêtu une particularité : celle de contracter de gigantesques dettes à l'égard du marché financier afin de « financer leur développement ».

En réalité, afin de permettre des profits et des intérêts fabuleux, en général spéculatifs, en faveur du grand capital disponible dans la conjoncture qui est celle des métropoles impérialistes depuis lors. A tel point qu'aujourd'hui le Brésil (100 milliards), le Mexique et l'Argentine ont accumulé à eux seuls près de 220 milliards de dollars de dettes, sans qu'aucun d'entre eux n'ait la possibilité de faire face aux engagements contractés. Pour le « système financier » déjà affaibli par les problèmes avec la Pologne et la Roumanie entre autres, les inquiétudes en Amérique latine — en Argentine d'abord, au Mexique ensuite, et à

présent au Brésil — le mettent au bord d'un véritable effondrement, qui pourrait détraquer toute la division internationale du travail.

Lors de la récente réunion annuelle du FMI, Reagan a donné une réponse très claire à cette menace : l'affronter en multipliant les coups contre les masses, leurs acquis et conditions de vie, en imposant à l'économie de ces pays la gestion impérialiste presque directe, par le biais des « missions du FMI ». Plus que jamais et dans son ensemble, le statut semi-colonial du continent est mis à nu. L'« industrialisation » de ces pays, et cela apparaît toujours plus clairement, n'a fait qu'accentuer l'exploitation des peuples et l'oppression des nations latino-américaines.

Au Brésil, en particulier, les répercussions de l'orientation de Reagan sont approfondies par la situation politique existante dans le pays, après les élections organisées par Figueiredo le 15 novembre dernier.

La situation politique après les élections

Les élections de novembre faisaient partie de la politique baptisée du nom d'« ouverture », sous le patronage de Figueiredo (et avant lui, de Geisel), laquelle cherche à répondre à la nécessité de sauvegarder la dictature militaire dans un moment précis de crise des institutions du régime, ébranlées sous les coups du mouvement des masses, en particulier après les grèves qui ont débuté en 1978 dans l'ABC (3) (Sao Paulo). (...)

Les élections ont été truquées. C'est-à-dire qu'elles ont été organisées pour qu'à travers elles n'apparaisse pas la volonté du peuple d'en finir immédiatement avec le régime, en même temps que leur réglementation portait un préjudice sérieux au véritable parti de l'opposition, indépendant de la dictature, qu'est le PT.

Cependant, même la fraude n'a pas réussi à éviter que, déformée, la volonté du peuple apparaisse. En effet, le PDS — parti officiel sur la campagne duquel Figueiredo avait misé — n'a pas réussi à atteindre 40 % des voix. La dictature a subi une défaite. Figueiredo est minoritaire dans le pays, même les urnes l'ont démontré. De là, la conclusion s'impose qu'il est nécessaire d'aider les masses à s'organiser pour réaliser leur volonté d'en finir avec le régime le plus rapidement possible, en écho au cri surgi des urnes : dehors Figueiredo tout de suite ! (...)

Les plans du FMI — attaques contre les masses — et le résultat des élections

Toute la situation économique mondiale, en particulier tout le cours imposé par l'impérialisme US, et même les besoins de la bourgeoisie brésilienne, exigent des

mesures draconiennes contre les masses, des mesures qui pousseront les travailleurs et la jeunesse à l'action directe contre la dictature. Le régime militaire apparaîtra alors clairement comme l'instrument de l'ensemble de la bourgeoisie soumise à l'impérialisme US. (...)

L'OSI (4) doit s'orienter vers des actions de masse, qui vont surgir du mouvement des revendications, mais dont le contenu politique est déterminé par la soumission de la dictature et de la bourgeoisie brésilienne aux besoins du FMI et à ses propres besoins, contenu politique que nous exprimons sur la ligne : « la dictature, la bourgeoisie vendent la nation à l'impérialisme ». Sur cette ligne, notre tâche est d'aider les masses dans leur action directe, et dès maintenant, à préparer ces actions directes, qui s'orientent dans leur ensemble vers le choc avec la dictature et ses institutions, et à partir de là, l'OSI dégage des mots d'ordre démocratiques synthétisés dans le combat pour l'assemblée constitutive souveraine. (...)

A la lumière des résultats nous pouvons voir dans toute son ampleur le caractère contre-révolutionnaire de l'« ouverture » même quand elle impliquait quel-

qu'en découlent, — le régime tente d'élargir sa marge de manœuvre, qui s'appuie à présent sur les gouverneurs, qui élargissent le « consensus » bourgeois autour de Figueiredo. En même temps que le dictateur contrôle le Collège électoral qui devra, selon les lois du régime, nommer son successeur. Le régime a momentanément obtenu un répit. Répit qui, en soi, ne pourra pas ressouder les fractures dans l'appareil d'Etat — par exemple, dans la structure syndicale — ou même ressouder solidement le bloc des classes dominantes.

C'est à partir de cette situation qu'il faut comprendre le résultat électoral, y compris le répit transitoire pour le régime militaire. Il s'agit donc d'un répit qui ne sera que passager bien que comprenant des conséquences dont il faudra tenir compte, et qui n'aura pas d'autre résultat que l'exacerbation des contradictions de classes qui opposent l'initiative des masses aux institutions du régime instrument de l'impérialisme US.

Effectivement, le régime continue à être en contradiction avec les conquêtes que la classe ouvrière (et les masses opprimées) a arrachées dans son propre mouvement pour se

masse dans la prochaine période, dès l'instant qu'il conserve son indépendance vis-à-vis de la dictature, laquelle tentera de l'amener à collaborer, par le biais des gouvernements d'Etats d'« opposition », qui vont dorénavant gouverner dans le cadre des institutions du régime.

Plus particulièrement, cela doit signifier pour le PT le maintien de son autonomie par rapport à la politique du PCB qui a structuré et structuré la collaboration des partis d'« opposition » avec la dictature. La présence subordonnée des stalinien dans les gouvernements du PMDB et du PDT (6) remplit cette fonction de s'atteler d'une façon plus directe et organisée à la sauvegarde des institutions en crise. Toute illusion sur la démocratisation de ces institutions, en raison de la présence en leur sein de la « gauche » et du PCB, serait mortelle pour la construction d'un grand parti ouvrier, ce qui est la raison d'être du PT. (...)

Il nous faut ici réserver une mention spéciale au PDT. Héritier du brizolisme et du nationalisme, ce parti bourgeois n'apparaît pas aux yeux des masses comme un parti compromis avec les militaires. Ce qui pour une bonne part se produit avec le PMDB, comme l'a surtout montré le désaveu électoral de ce parti par les masses à Rio de Janeiro. (...)

Il est cependant important qu'aucune perspective de fusion avec ce parti bourgeois ne soit aujourd'hui invoquée pour altérer la plus complète indépendance du PT face au gouvernement du PDT, indépendamment des accords qui pourront s'avérer nécessaires avec ce parti dans la lutte contre la dictature. En outre, les gouvernements mêmes du PMDB ne sont pas non plus perçus par les masses comme les anciens agents nommés du gouvernement, tout en ne cessant pas pour autant d'être des gouvernements de collaboration avec la dictature. (...)

Le stalinisme soutient la dictature militaire

(...) Le rôle vital que le PCB a joué pendant des années dans le maintien des syndicats officiels — contrôlés par l'Etat — aujourd'hui doit être joué encore plus à fond en fonction de la crise de l'appareil syndical, fissuré par l'action des masses, ce qui a déterminé le processus de rupture de toute une fraction de syndicalistes avec les syndicats officiels et avec le PCB (dans la voie de la construction d'une centrale syndicale indépendante), processus de rupture qui est à la base même de la construction du PT.

Dans ce processus, le PCB œuvre au soutien des « pelegos » (7) et de la structure syndicale. Dans ce sens, il combat pour l'« unicité syndicale », cherchant à détruire le mouvement qui a surgi à partir de la crise des syndicats officiels, qui a posé la question de la construction d'une centrale syndicale indépendante — en particulier, en cherchant à la subordonner aux confédérations et fédérations des « pelegos » et, dans cette voie, au ministère du Travail. Dans ces conditions, il est possible de comprendre l'action inlassable du stalinisme contre le PT, cherchant à le détruire en tant que parti indépendant.



Le général Figueiredo, chef de la dictature militaire brésilienne (en haut, au centre, sur la photo).

ques concessions faites aux masses pour pouvoir réussir. Utilement couvert par les stalinien le régime militaire cherche aujourd'hui à se présenter comme étant « en route » vers la démocratie, en même temps que tout son appareil policier et militaire, colonne vertébrale du régime, reste intact.

Les nouveaux gouverneurs élus — gouvernement bourgeois, dans le cadre des institutions de la dictature — de l'« opposition » (10 sur 22 Etats) sont là pour aider le régime à gérer la crise. Ainsi, le nouveau gouverneur de Sao Paulo, Montoro, s'aligne sur les plans Reagan-Figueiredo, a déjà annoncé qu'il n'attendra pas l'application du réajustement semestriel des salaires aux fonctionnaires. Grâce à ces gouverneurs — qui ont été élus, entraînant derrière eux les illusions

constituer comme classe indépendante, dans le cours de l'« ouverture », mouvement qui est synthétisé par la constitution du PT, créant une situation de tension et d'instabilité permanente. Ce qui signifie que la dictature est en crise. Elle ne peut gouverner simplement à l'aide des méthodes qui lui sont propres — méthodes de la dictature policière-militaire, avec les caractéristiques fascistes du bonapartisme réactionnaire instauré après le coup d'Etat de 1964 — en même temps que les institutions qui consacrent ces méthodes restent debout — la « communauté d'informations » de la clique militaire (DOI-CODI, SNI, etc.) (5), le parlement sans pouvoirs, l'appareil judiciaire aux ordres et ainsi de suite. (...)

Renforcé, le PT a les moyens de se transformer en grand parti de

VI^e Congrès de l'OSI du Brésil

(extraits)

Cette politique du PCB, cependant, lui a coûté des crises successives — qui affaiblissent l'appareil — comme celle qui a fait que Prestes, ex-secrétaire général, prenne quelque distance par rapport à la dictature et a constitué son propre courant ; ou comme le coup profond que l'appareil stalinien a subi à l'occasion des élections à Rio de Janeiro, sa principale base de masse dans le pays.

Néanmoins, aussi bien le PCB que le courant de Prestes, indépendamment des divergences éventuelles, œuvrent au soutien de la dictature militaire. Le Kremlin manœuvre, soutenant une situation où les deux courants sont reconnus de façon ambiguë, amplifiant ainsi son propre terrain de manœuvre, qui inclut non seulement le PMDB mais aussi le PDT et le PT, où les prestiges se sont infiltrés.

Dans le PT, les courants staliens — et aussi les centristes — quelles que soient les différences dans l'intervention, combattent contre la construction du PT comme parti ouvrier indépendant, cherchant à le pousser vers le terrain de l'adaptation aux institutions de la dictature militaire. (...)

La campagne électorale du Parti des travailleurs

(...) Le point de départ, cependant, était le mot d'ordre : A bas la dictature ! Et c'est armé de cette façon que le PT est entré dans le processus électoral, en réussissant à sensibiliser un secteur des masses, en particulier dans les grandes concentrations ouvrières, qui ont effectivement voté contre la dictature militaire en votant PT.

Au sein du PT, cette question ne faisait cependant pas l'unanimité. Toute une partie des candidats se refusaient à mener la campagne contre la dictature militaire. Les pressions sur le parti pour lui faire accepter la « démocratisation » de Figueiredo comme une réelle démocratisation étaient puissantes, et venaient de toutes les forces engagées dans le soutien à Figueiredo, en particulier de l'appareil stalinien, qui combattait ouvertement le PT, en l'accusant de « radicalisme et de division des oppositions ».

Ces pressions ont atteint pratiquement tout le parti et, y compris, la fraction trotskyste elle-même. La dénonciation du caractère frauduleux des élections perdait de sa force, quand elle n'était pas « oubliée ». Les trotskystes ont presque abandonné complètement les perspectives approuvées dans leur Congrès, et en sont venus à militer pour le vote PT détaché de tout contenu démocratique, comme si le mot d'ordre central avait été « gouvernement PT » et non pas « A bas la dictature » ; comme si la lutte pour affirmer l'indépendance de classe était antagonique à la lutte pour la démocratie, comme si la référence était le cadre des élections de Figueiredo qui rendaient « disponibles » les gouvernements des Etats, la Chambre et les Assemblées législatives sans pouvoir, et non pas le mouvement des masses qui se heurtait à ces institutions ; comme si enfin, la bataille des trotskystes ne visait pas à renverser la dictature et ses institutions pour ouvrir la voie de la révolution prolétarienne, mais plutôt à la conquête de quelques postes dans l'appareil de la dictature.

Cette attitude de la fraction trotskyste accompagnait pratiquement l'ensemble du PT. Et elle se trouve à la base du faible engagement dans le mouvement des masses qui a permis que le stalinisme par exemple conserve ses positions dans l'UNE (8), bien qu'il défende ouvertement les positions du ministère de l'Education.

Y compris sur le terrain syndical, ce phénomène s'est manifesté, avec l'hésitation des trotskystes suivant l'hésitation du PT dans la bataille contre le boycott du Conclat (9), mené par le stalinisme et les pelegos.

La base de ce faible résultat est politique : c'est le fruit des pressions du stalinisme sur l'organisation. Cependant, l'organisation brésilienne s'est réarmée politiquement à partir de la 2^e Conférence nationale, sur la base de la résolution adoptée, fruit de la discussion avec le Secrétariat international de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction). (...)

Toute une aile du PT liée à la hiérarchie de l'Eglise catholique, dans d'innombrables régions, a boycotté le travail du parti, puisque dans certaines régions, elle a appelé à voter pour le PMDB à la veille des élections : on peut dire la même chose d'un groupe originaire du PC du Brésil (aujourd'hui « albanais ») qui a partagé ses forces entre le PT et le PMDB. Ou alors des regroupements comme Convergence socialiste (10), qui a fait une campagne à part, rompant avec les Comités unitaires, avec des mots d'ordre propres, intervenant comme s'ils se contentaient d'emprunter le sigle, et non comme partie prenante du parti. A ces regroupements anti-PT doivent s'ajouter d'innombrables carriéristes, des parasites de partis, dont le seul but est de gagner des positions au sein de l'appareil d'Etat et de voir le PT devenir un parti de plus dans la cour de Figueiredo.

Ces regroupements et personnalités, de fait, abandonnaient le terrain du PT, contre la dictature, en aidant à défigurer le parti et à le désarmer face aux élections.

Nous faisons ces considérations parce qu'il est nécessaire de distinguer entre ceux qui ont distillé des illusions dans les élections — et qui sont restés profondément abattus du fait que le PT n'ait pas obtenu des suffrages importants — et ceux qui objectivement intègrent des courants ou sont des directions anti-parti.

Pour nous, trotskystes, les élections doivent servir à avancer dans la construction du PT, à approfondir son organisation, en défendant toutes ses conquêtes, — programmatiques et organisationnelles — en montrant que le vote PT a été le vote contre la dictature, montrant que ceux qui accusent le PT de « s'être radicalisé, contre la dictature et le PMDB », s'ils avaient été majoritaires, auraient, de fait, fait du PT un simple appendice du PMDB, en remettant donc en cause les bases politiques mêmes de l'existence du parti en tant que tel, sur une ligne semblable à celle développée par les staliens quand ils appelaient au « vote utile pour le PMDB ».

Contre ceux-ci, la droite du parti, le PT doit mener une bataille implacable, qui n'est rien d'autre que sa propre affirmation comme parti

nécessaire à la classe ouvrière dans sa lutte contre la dictature et le stalinisme. Dans cette lutte qui, de fait, est l'actualisation du vieux dilemme qui traverse le parti depuis sa fondation — « Le PT de toute la société ou bien PT sans patron » — les trotskystes prennent toutes leurs responsabilités.

Et il en est ainsi parce qu'ils comprennent la place qu'occupe le PT au sein de la lutte contre la dictature militaire, comme un facteur d'avancée du mouvement ouvrier dans la lutte pour la construction d'un authentique parti révolutionnaire, pour nous, la section brésilienne de la IV^e Internationale. (...)

(...) Le Collège électoral est illégitime, sa composition est le fruit de la fraude contre la volonté du peuple (le PDS, parti du gouvernement a la majorité, alors que la majorité

la dictature, qui est en contradiction ouverte avec l'élection directe, au suffrage universel, du nouveau président de la République.

Les trotskystes avancent la lutte pour des élections libres et directes à la présidence de la République, contre le Collège électoral, au sein de la lutte contre la dictature militaire et l'ensemble de ses institutions, cela pour ouvrir la voie à la révolution prolétarienne, et non pas dans le sens de « prolonger l'ouverture », c'est-à-dire : « maintenant, le Congrès étant démocratisé, les assemblées étant démocratisées, nous allons démocratiser le pouvoir central ».

Notre orientation vise à répondre aux aspirations des masses à la démocratie, qui sont contradictoires avec la dictature. Pour cela même, nous pensons qu'un combat est nécessaire pour l'unité la plus

tions, qui, avant toute chose, ne peuvent être satisfaites par la dictature militaire. C'est pourquoi le peuple veut un autre gouvernement qui ne soit pas la dictature. Les trotskystes, en avançant le mot d'ordre de Constituante souveraine, montrant cette voie aux masses, qui est la voie du démantèlement des institutions de la dictature, qui ouvre la voie au gouvernement ouvrier et paysan.

Pour le PT, prendre en charge ce combat radical contre la dictature militaire, pour la démocratie, est d'une importance extrême, car cela lui permet d'avancer dans la construction et le renforcement d'un parti indépendant. (...)

(1) COB : Centrale ouvrière bolivienne.
(2) PDS : Parti démocratique et social.
(3) ABC : Région industrielle de la banlieue de Sao Paulo (Santo Andre, Sao Bernardo et Sao Caetano).



Meeting du PT à Sao Paulo pendant la campagne électorale.

du peuple a voté pour l'opposition), fraude qui a eu lieu aux élections de Figueiredo. Le Collège est un trucage monté par la clique militaire après le coup d'Etat militaire de 1964 pour assurer son contrôle sur le pouvoir central.

Le combat pour la démocratie contre le Collège électoral de la dictature

Le PT doit rejeter le Collège électoral artificiel. La majorité du pays a voté contre le gouvernement, contre le PDS, en exigeant : « dehors Figueiredo tout de suite ! La majorité du pays exige la démocratie, c'est pourquoi, nous trotskystes, nous avançons le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. »

Dans la lutte pour la démocratie, nous rejetons le Collège électoral de

large de tous ceux qui refusent le Collège électoral, dans la voie de la rupture avec la dictature et l'impérialisme. (...)

Seulement armée de la lutte pour la démocratie, la classe ouvrière peut réunir autour d'elle l'ensemble des masses exploitées et opprimées. Si la classe ouvrière à travers son parti, ne prend pas en charge les mots d'ordre démocratiques et nationaux (rupture avec l'impérialisme) elle court le risque de s'isoler par rapport à la masse paysanne et la petite-bourgeoisie des villes. En même temps, la classe ouvrière ne peut mener ce combat qu'en affirmant son indépendance de classe, en recourant à ses propres méthodes, en combinant les revendications nationales, démocratiques, paysannes et ouvrières.

La lutte pour la Constituante, c'est la lutte pour ces revendica-

(4) OSI : Organisation socialiste internationaliste, section brésilienne de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction).

(5) DOI-CODI, SNI : Différents services de renseignements.

(6) PMDB : Parti du mouvement démocratique brésilien, « opposition » créé originellement par décret de la dictature militaire.

PDT : Parti démocratique travailliste, dirigé par Leonel Brizola élu gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro (nationaliste bourgeois).

(7) « Pelegos » : C'est ainsi que les travailleurs désignent les bureaucrates syndicaux mis en place par le ministère du Travail.

(8) UNE : Union nationale des étudiants.

(9) CONCLAT : Conférence nationale de classes travailleuses. Congrès des syndicalistes.

(10) Convergence-socialiste : Groupe adhérent à la LIT de N. Moreno.

SENEGAL : après les élections

Une « victoire » qui débouche sur une crise

Nous reproduisons dans cette page de *Tribune internationale-La Vérité* la déclaration des quatre organisations politiques sénégalaises (dont la Ligue communiste des travailleurs, section sénégalaise de l'IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) appelant à voter pour Mamadou Dia lors des élections du 27 février ; nous publions également un article rédigé immédiatement après les élections et portant sur leur caractère frauduleux indéniable.

La Ligue communiste des travailleurs dans son combat pour mobiliser les masses exploitées et opprimées du Sénégal contre la domination impérialiste et son instrument le gouvernement d'Abdou Diouf, pour l'Assemblée constituante souveraine, a abouti à un accord autour de la candidature de Dia sur la base d'une plate-forme qui constitue un premier pas dans la voie de la constitution du Front unique anti-impérialiste.

Au moment où nous mettons sous presse, il se confirme que la colère du peuple sénégalais commence à s'exprimer : à Dakar s'est tenu un meeting de plus de dix mille personnes, convoqué par 10 partis politiques contre la fraude électorale. La foule applaudissait ceux, qui, comme l'orateur de la LCT, dénonçaient un « coup d'Etat civil », réclamait le rejet de ses élections et du pouvoir qui en était issu.

Le 27 février se sont déroulées, au Sénégal, des élections présidentielles et législatives. Abdou Diouf, président depuis le 1^{er} janvier 1981, mais non élu car successeur désigné par Senghor se présentait à la tête du PS, le parti gouvernemental.

Tout a été mis en œuvre pour assurer la victoire de Diouf et de son parti. Au lendemain de ces élections, comme dans les jours qui les ont précédées, toute la presse, à l'unisson, n'a pas tari de louanges sur les vertus de la démocratie sénégalaise et de son chef A. Diouf. Pourtant, par eux-mêmes, les résultats mettent un « point d'interrogation » quant à la réalité de cette « démocratie ».

ES résultats, tels qu'ils ont été donnés par le ministre de l'Intérieur du Sénégal, sont les suivants : Abdou Diouf : 83,88 % des suffrages. Abdoulaye Wade : 14,60 %. Mamadou Dia : 1,18 %. Oumar Wone : 0,20 % et Majmout Diop : 0,14 %.

Aux législatives, les votes se distribueraient de la manière suivante : PS : 79,92 %. PDS : 13,98 %. RND : 2,62 %. MDP : 1,14 %. LD : 1,12 %. PIT : 0,55 %. PDI : 0,47 %. PPS : 0,2 %.

Des chiffres que personne ne publie

De toutes parts, on souligne l'ampleur de la victoire de Diouf et du PS qui a obtenu 111 députés élus, le PDS n'en obtenant que 8 et le RND 1.

Mais il y a des chiffres que personne ne publie. Sur 2 millions d'électeurs, seuls les deux tiers se sont inscrits sur les listes électorales, soit un peu moins de 1 million 400 000. Parmi ces inscrits, 55 % des électeurs seulement ont pris part au scrutin. On arrive ainsi à un peu moins de 800 000 votants.

En ramenant à ces proportions, sur une population estimée à 6 millions d'habitants, on se fait une idée de la victoire remportée par Diouf et son parti dans ces élections où pourtant tout a été organisé, planifié pour leur assurer le maintien au pouvoir.

Une loi électorale antidémocratique

Tout d'abord, par une loi électorale inique et antidémocratique, Diouf et son assemblée aux ordres ont donné les preuves de limites de leur ouverture démocratique.

Dans un pays où 60 % de la population a moins de 25 ans et plus de 50 % moins de 21 ans, la loi fixe la barre de la majorité électorale à 21 ans, excluant de fait près d'un million d'habitants en comptant les militaires et les émigrés. Cette même loi interdit la coalition des partis (tous les groupements sont obligés d'apparaître sous la bannière d'un seul

parti), prescrit que le passage dans l'isoloir ainsi que la présentation d'une pièce d'identité ne sont pas obligatoires.

On imagine toutes les pressions qui ont pu s'exercer d'autant plus que sur 120 députés que doit compter l'Assemblée, 60 sont élus au scrutin national à la proportionnelle et 60 au scrutin départemental majoritaire. Cette dernière disposition étant prise pour éviter l'éclatement, puis l'effondrement du parti gouvernemental appuyé sur les caciques qui ne se sont pas privés d'exercer les pressions qu'autorise la loi électorale.



Bourrage d'urnes dans des proportions gigantesques

Toutes ces dispositions frauduleuses n'ont pas suffi à rassurer le régime. Aussi celui-ci eut-il recours à un bourrage d'urnes dans des proportions gigantesques. Sur le déroulement des élections, l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, laudateur de la « démocratie » sénégalaise et de son chef Abdou Diouf a été obligé de concéder : « A ces atouts dont a bénéficié incontestablement la formation gouvernementale, il faut hélas (admirez le ton ! - NDLR) ajouter quelques manœuvres de bas étage, organisées sans doute (sic) à l'insu du jeune chef d'Etat. Cas, en particulier, de la distribution massive de fausses cartes d'électeurs qui, ici ou là, permirent à des militants du PS, parfois même à des gamins de

voter plusieurs fois pour la liste gouvernementale. Les preuves de ces fraudes ne manquent pas. Nous en avons vu dans plusieurs bureaux de vote.

A Castor, quartier périphérique de Dakar, comme à la Gueule Tapée, en plein centre de la capitale, des militants de l'opposition ont plus d'une fois voulu régler leur compte aux fraudeurs. Mais la police est intervenue pour empêcher le « lynchage des tricheurs ».

Ce qui a amené l'opposition unanime à dénoncer ces élections pour ce qu'elles sont : une mascarade. Y compris Maître A. Wade, leader du PDS, parti officiel d'« opposition » bien en cour à Washington comme à Moscou, et le PIT (parti stalinien qui a ses entrées au Kremlin et au PCF), devait déclarer : « Ce ne sont pas des élections, elles ne méritent même pas le nom d'élections frauduleuses. »

Au-delà des élections l'angoisse

Au-delà du résultat de ces « élections » perle déjà l'angoisse. En 1980, la dette extérieure publique du Sénégal s'élevait à 187 milliards de CFA. Cumulée avec la dette non publique, on arrivait à la somme colossale de 400 milliards CFA. La situation a empiré depuis.

Senghor et A. Diouf, son Premier ministre d'alors, ont été obligés de faire appel au FMI qui a dicté ses conditions. Les tentatives d'application de ces plans de guerre contre les masses travailleuses avaient alors déclenché un vaste mouvement de résistance menaçant d'emporter l'édifice de l'Etat comprador. Senghor est parti en déclarant : « Je m'en vais avant que les murs que j'ai édifiés ne s'écroulent. »

Diouf lui a succédé pour tenter de réunir les conditions politiques pour l'application de ces plans meurtriers. C'est ainsi qu'il a été obligé de concéder le multipartisme pour tenter de desserrer l'étai du mouvement des masses travailleuses.

A la veille des élections, les principaux dirigeants des partis d'opposition Cheikh Anta Diop-RND, Abdoulaye Wade-PDS, Majmout Diop-PAI se sont prononcés pour l'Union nationale avec Diouf au lendemain du scrutin.

« Que fera Abdou Diouf après sa brillante victoire (sic) ? Dans la classe politique sénégalaise, les suppositions vont bon train. On parie surtout sur une alliance entre le PS et le RND au P. Cheikh Anta Diop. »

Les résultats des élections viennent compromettre ces constructions. Ainsi, au scrutin départemental, le PS s'attribue les 60 sièges en jeu, expression de la résistance des caciques du régime, ce que reconnaît *Jeune Afrique*, en écrivant : « Cependant, les barons du PS veillent et n'entendent pas se laisser évincer des allées du pouvoir. Autant dire que, pour le nouveau président qui prêterait serment le 3 avril, les lendemains de victoire ne seront pas de tout repos. »

D'autant que dans la dernière période, contre la démagogie gouvernementale, les masses travailleuses se sont dressées contre les tentatives d'application des plans de rigueur et d'austérité de Diouf. Aux mois de novembre et décembre, les travailleurs des banques se sont mis en grève victorieuse, allant jusqu'à obte-

nir dans certains secteurs 40 % d'augmentation de salaire contre les 10 % décidés par le gouvernement assortis de 30 à 40 % d'augmenta-

tion des aliments de base, comme le riz, l'huile, le sucre.

Njaq Dioli
le 7 mars 1983

Appel de la LCT, LD/MPT, de l'UDP, du MDP, aux travailleurs et au peuple sénégalais

Avec les prochaines échéances électorales et les enjeux qu'elles comportent, les Sénégalais vivent des heures importantes.

Notre peuple vit les conséquences catastrophiques d'une politique anti-nationale : la faim, la maladie, le chômage, les bas salaires, la vie chère, l'analphabétisme pour l'ensemble de ses couches laborieuses.

Qu'ils soient hommes ou femmes, jeunes ou vieux, qu'ils soient des villes ou des campagnes, les masses populaires de notre pays vivent le calvaire de la sujétion, de la frustration, de la misère du fait d'une politique qui, depuis deux décennies, tourne le dos à leurs intérêts comme citoyens et comme membres de la communauté nationale avec leurs légitimes aspirations au bien-être, à la justice, au progrès social et à la démocratie.

- La malnutrition qui tue pour plus de la moitié de nos enfants avant l'âge de cinq ans.
- La sous-éducation qui aliène et désœuvre.
- Les agressions d'un patronat allié au pouvoir néocolonial contre le pouvoir d'achat, la sécurité de l'emploi et les budgets sociaux des travailleurs.
- Le maintien de la femme dans une situation d'arriération sociale et culturelle, d'exploitation économique et de subordination politique.
- Le marasme économique fait de stagnation et de récession avec pour conséquences le freinage des transactions nationales et internationales, le blocage du crédit, la perte des liquidités bancaires, la faillite du trésor public...
- Le recours à une politique anti-sociale dite de redressement économique et qui fait supporter tout le poids de la crise par les masses laborieuses notamment dans les graves carences au niveau des transports, du logement et de l'assistance médicale.

Plus de trois siècles de colonisation, vingt deux ans de prétendue indépendance, et la situation du pays s'aggrave : d'un côté, une poignée de nantis, de riches vivant à l'ombre de la domination impérialiste ; de l'autre, tout un peuple subissant l'oppression et l'exploitation.

Ceux qui ont assuré le règne de la corruption, du népotisme, de l'incurie et du parasitisme ont un nom. Leur parti, c'est l'UPS rebaptisé PS ; leur chef, après Senghor, est Abdou Diouf, leur régime est le système néocolonial.

Il faut en finir avec cette situation. C'est de la vie, des espoirs, de l'honneur et de la dignité de tout un peuple qu'il est question.

Il nous faut, nous tous, conjuguer nos efforts pour que dans les batailles présentes et à venir, avant, pendant et après les élections, se réalisent les conditions pour se débarrasser de l'impérialisme et de ses représentants locaux, pour que soit élue une Assemblée nationale souveraine et un gouvernement responsable devant elle qui garantisse de meilleures conditions de vie et de travail pour chaque Sénégalais et Sénégalaise.

Nous, Ligue communiste des travailleurs (LCT), Ligue démocratique/Mouvement pour le Parti du travail (LD/MPT), Mouvement démocratique populaire (MDP), Union pour la démocratie populaire (UDP) : répondant au vœu de tout un peuple, décidons de regrouper nos forces pour les batailles électorales dans un cadre d'unité d'action anti-impérialiste pour mettre fin au régime exploiteur et anti-national de UPS/PS.

Ce cadre reste ouvert à toutes les forces de changement progressistes, à toutes les organisations ouvrières, paysannes, à toutes les forces populaires qui veulent être au service de la lutte pour la démocratie et le salut national, pour satisfaire les revendications du peuple travailleur et des masses populaires.

Après bien des efforts déployés pour dégager une candidature unique de l'ensemble des partis de l'opposition à l'élection présidentielle, la LCT, la LD/MPT, le MDP, l'UDP ont porté leur choix sur le candidat Mamadou Dia.

Dans la campagne électorale, notre cadre d'unité d'action appelle à la mobilisation et à l'organisation pour la défense des revendications de l'ensemble de notre peuple travailleur et pour s'opposer à toute fraude, toute pression, toute intimidation tendant à fausser l'expression de la volonté populaire.

Nous LCT, LD/MPT, UDP lançons un appel à tous les partis et organisations qui se réclament du combat des masses pour qu'ils rejoignent notre cadre et s'unissent autour de la plate-forme d'unité d'action et de la candidature de Mamadou Dia pour battre Abdou Diouf.

Nous lançons un appel à tous les travailleurs des villes et des campagnes, aux patriotes et démocrates à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour qu'ils s'organisent à l'intérieur des usines, dans les quartiers, les villages en comités de soutien électoraux pour la plate-forme unitaire et la candidature de Mamadou Dia face au pouvoir néo-colonial.

D'ores et déjà ils devront préparer le grand rassemblement national qui se tiendra le 30 janvier à Dakar, pour montrer la force et la détermination de notre peuple à réaliser sa libération.

LCT, LD/MPT, MDP, UDP

En avant pour une unité d'action anti-impérialiste, anti-néocolonialiste.

En avant pour battre Abdou Diouf aux élections de 1983.

URUGUAY

« ... Ceux d'en haut sont nerveux et ceux d'en bas bougent »

CETTE phrase, d'une fameuse chanson populaire uruguayenne, est l'exemple même de l'impression qu'ont gardée sous les « orientaux » (1) des dernières élections.

Petit pays ayant de vieilles traditions « démocratiques », l'Uruguay doit subir depuis presque 10 ans une sanglante dictature qui a frappé la majorité de ses foyers.

Sur 100 personnes, deux ont été emprisonnées, il y a 140 disparus, 2 000 prisonniers politiques, des tortures sophistiquées, près de 500 000 Uruguayens « errant » dans le monde, pour des raisons politiques ou économiques. Cela, pour un total de seulement 3 millions d'habitants.

Notre pays, situé entre les deux « colosses » sud-américains — le Brésil et l'Argentine — est jalousement surveillé par l'impérialisme yankee, qui a fourni à la dictature, durant ces neuf ans et demi, toute l'aide économique nécessaire, sans réclamer aucune sorte de mesures politiques qui puissent aller contre les intérêts de la dictature.

Les relations excellentes, pratiquement sans frictions, entre la dictature et l'impérialisme sont apparues clairement dans la guerre des Malouines.

Au moment de son déclenchement, « instinctivement », les militaires ont apporté leur soutien à l'Argentine. Une semaine plus tard, après qu'un envoyé du FMI ait négocié un prêt important avec le gouvernement uruguayen, la dictature a publié un communiqué qui affirmait qu'« elle réprimera toute manifestation en faveur ou contre tout belligérant ».

Il est clair qu'en Uruguay, hormis quelques propriétaires terriens — aux illusions pro-britanniques éculées —, le reste de la population ne pouvait manifester qu'en faveur du peuple argentin. L'impérialisme a besoin de bien contrôler l'Uruguay, afin qu'une situation explosive dans l'un des pays voisins ne s'étende directement de l'un à l'autre. Ceci témoigne aussi de l'importance que vont avoir sans aucun doute pour notre pays les événements qui se déroulent en Argentine. Autre raison pour l'impérialisme de « rester sur le qui-vive ».

Situation économique

La dictature uruguayenne a réussi à maintenir sur pied l'économie durant ces dix dernières années, grâce à la surexploitation des travailleurs menée en avant par la dégradation des salaires d'environ 70 % depuis 1971.

Grâce aussi à l'élimination des acquis conquis par les travailleurs durant des décennies de lutte. La dictature a garanti ainsi des superprofits ; elle a maintenu les niveaux d'exploitation capitaliste et a en outre collaboré à mettre un « grain » de sable pour pallier la crise économique des métropoles.

Pour cela, elle devait exporter moins et importer plus, ce qui a — bien sûr — élevé le déficit de la balance commerciale uruguayenne. L'augmentation des importations et l'impossibilité croissante de vendre des produits à l'extérieur ont entraîné la liquidation de branches industrielles entières, comme le textile, la construction automobile, pièces détachées, l'industrie du caoutchouc, etc.

Cependant tout ce déficit commercial était payé. Les facilités accordées par la « stabilité » politique et les mesures économique-financières ont

attiré une grande quantité de capitaux qui ont bien rapporté, grâce aux intérêts payés. Les capitaux laissaient une « montagne » d'impôts qui servaient au gouvernement uruguayen pour payer ses dettes. Il est évident que cette grande marge d'intérêts gagnée par le capital financier représentait de plus en plus de dettes pour l'industrie et l'agriculture.

Ceci a accéléré la liquidation de l'industrie et a provoqué un tel endettement chez les petits et moyens producteurs ruraux que beaucoup d'entre eux ont dû hypothéquer leur propriété.

Tout cela a entraîné le chômage massif, qui s'élève aujourd'hui à 30 % de la population active et le fait qu'un important pourcentage de travailleurs dépendent aujourd'hui des allocations de chômage.

En outre, actuellement, étant donné le fait que l'investissement de capitaux est bien moins attirant, car les éventuels clients sont tellement endettés qu'ils n'offrent aucune garantie de paiement, la dictature — deux jours avant les élections — a libéré le taux des changes, qui était régi par un « barème » fixe, qui garantissait à l'avance les dévaluations, pour toute une année. Ceci a représenté d'énormes profits pour les gros investisseurs, qui étaient bien sûr au courant de la dévaluation avant qu'elle n'ait eu lieu.

En revanche, en ce qui concerne les travailleurs uruguayens, la dévaluation de presque 150 % représente un fort pourcentage de baisse de leurs salaires, sans parler des retraités et pensionnés.

Et le FMI a-t-il quelque chose à voir avec tout cela ? « Le fait que le « barème » en vigueur jusqu'à la semaine dernière ait été éliminé au retour d'Arismendi (ministre de l'Économie à ce moment-là) et de Puppo (président de la Banque centrale) de Washington, en même temps que l'annonce des autres mesures économiques, établit une relation apparente entre ces mesures et les réunions des fonctionnaires uruguayens avec les autorités du FMI, dans la capitale nord-américaine. »

La modération du terme « apparence » est due au fait que le texte cité est un extrait de l'hebdomadaire *Opinar* du 2 décembre 1982, organe de presse de l'un des secteurs de la bourgeoisie d'« opposition », raison pour laquelle, s'il y a une chose dont on ne peut pas l'accuser c'est d'être « subversive », « révolutionnaire », ou « marxiste ».

Au moment où la dictature dévaluait, le FMI concédait un prêt de 400 millions de dollars pour que l'Uruguay puisse payer ses dettes envers les organismes internationaux, dettes qui, ajoutées aux 100 millions de dollars du déficit de la balance commerciale de 1982, atteignent un total de près d'un milliard de dollars.

C'est le résultat de la politique économique appliquée par la dictature, solide disciple des principes monétaristes de l'école de Chicago (Milton Friedman).

Les élections « internes »

Au milieu de toute cette situation économique, la dictature a impulsé des élections nationales, afin de donner une soupape de sûreté face aux croissantes revendications populaires et en tentant en outre de donner une « apparence » constitutionnelle au régime.

Le même type de tentative avait été fait deux ans plus tôt avec la réalisation d'un plébiscite visant à changer la Constitution de la République. La réponse des citoyens uruguayens à cette occasion a été claire et nette : 60 % des votants ont voté NON, malgré la répression contre la propagande et les secteurs de gauche qui sont restés proscrits, de même que des politiciens bourgeois « d'opposition ».

Après cet échec cinglant, la dictature est restée sans voix. Durant 3 ou 4 mois, les quelques déclarations qu'ont faites les personnalités du gouvernement ont été critiquées, et quelques-unes tournées en dérision. Mais, durant toute cette période, ceux qui étaient en condition de donner le « coup de pouce » à la dictature pour la « jeter » dehors, ou au moins la « déstabiliser », c'est-à-dire les partis traditionnels (Blancs et Rouges) se sont tus et ont laissé à la dictature le temps nécessaire pour se remettre.

Dès lors, la dictature a mis en place un « dialogue » avec les politiciens bourgeois qu'elle jugeait utile, en leur imposant des mesures qu'eux-mêmes avaient repoussées dans le plébiscite.

La dictature a rapidement « tiré les leçons » et, après la défaite subie lors de son premier « ballon d'essai », elle a lancé le second. Bien sûr, dans cette situation, en novembre 1981, les masses uruguayennes descendent dans l'avenue du 18 juillet (l'artère principale) pour célébrer la victoire du NON, dans le plébiscite de 1980. Cinq mille personnes ont manifesté pour réclamer la fin de la dictature.

C'était un funeste présage pour la dictature. C'est pourquoi elle reprend les méthodes bourgeoises typiques, pour diviser les masses dans les élections, en permettant qu'y participent les deux partis traditionnels « pour qu'ils élisent leurs autorités ». La tradition de ces divisions — entre Blancs et Rouges — en Uruguay allait entraîner que, malgré l'usure de ces partis, le peuple uruguayen allait se diviser, optant pour l'un ou pour l'autre, cela leur permettant tout au plus d'exprimer leur rejet de la dictature au travers des « opposants » au gouvernement dans chaque parti.

Dans les faits, il n'y avait qu'un seul vote qui unifiait les travailleurs et le peuple uruguayen et qui pouvait synthétiser ce que ressentait le million d'Uruguayens qui avaient voté NON à la dictature, deux ans auparavant : c'était le vote BLANC.

C'était le vote contre la faim, la répression, le chômage, contre les politiciens du « dialogue », enfin c'était le vote contre la dictature.

Les résultats des élections « internes » ont été une nouvelle défaite pour la dictature : 70 % des votants se sont exprimés contre la dictature (notons que le pourcentage a augmenté par rapport à 1980). Sur un total de 1 259 324 votants, 8 % ont voté blanc, 35 % pour les blancs d'« opposition » et 27 % pour les rouges d'« opposition ». Les candidats qui étaient directement favorables à la dictature ont des suffrages si faibles qu'il ne vaut même pas la peine de les nommer.

Pour le vote en blanc — l'opposition de classe —, les 8 % ont aussi représenté une victoire. Alors que la junte de direction était en prison, alors que les partis qui le soutenaient, le PC, le PS, le PVP, le PST, etc., étaient proscrits et alors qu'en outre le PDC et son organe de presse étaient censurés, le fait d'obtenir 80 000 voix

malgré les emprisonnés proscrits et exilés, a été important.

Nous qui avons impulsé le vote blanc pour que les Uruguayens votent dans l'unité contre la dictature et le « dialogue », nous avons voulu donner une continuité au NON de 1980 et empêcher la division artificielle du mouvement des masses tentée dans les élections internes, alors qu'il y a un sentiment qui unit par-dessus tout : le rejet des travailleurs et du peuple envers la dictature.

C'est pourquoi nous avons reçu avec joie l'appel de Seregni — dirigeant du Front large —, lancé depuis la prison, au vote blanc. Après cela, le Front large lui-même se joignait à la campagne.

Malheureusement, la déclaration publique du Front large (coalition qui englobe le PC, le PS et des secteurs moins importants) conseillait à chaque citoyen de voter pour les candidats d'opposition de chaque parti et blanc pour les membres du Front large. Ils limitaient ainsi le vote blanc à l'expression électorale du Front large et se préparaient aux manœuvres qui visaient à diviser le mouvement des masses en blancs oppositionnels, rouges oppositionnels et membres de la gauche.

Le vote blanc de ce point de vue perdait son contenu unitaire et de dénonciation des « partisans du dialogue » qui s'adaptaient à l'organisme imposé par la dictature. Mais les travailleurs et la jeunesse, dans la mobilisation, ont repris la voie.

Malgré les objectifs de divisions des « internistes », malgré la collaboration des politiciens « partisans du dialogue » et les erreurs de quelques-unes des organisations de gauche, le sentiment populaire a été le plus fort et la division est restée dans les urnes et dans l'oubli : un torrent populaire a envahi la rue après les élections, criant son aspiration la plus grande : renverser la dictature...

Pourquoi la dictature ne tombe-t-elle pas ?

Dans cette situation économique et en raison du rejet du peuple uruguayen envers la dictature, la question se pose automatiquement. Il est clair que ce ne sont pas les élections qui vont la renverser, mais les mobilisations. Le cas de la Bolivie est clair. Des grèves et encore des grèves et la dictature est tombée en pièces.

La répression durant toutes ces années a désorganisé le mouvement ouvrier et des masses. Dirigeants poursuivis, syndicats proscrits, partis ouvriers démantelés. Et les coups contre les travailleurs et la gauche ne cessent pas. En plus de tout cela, le chômage important qui règne actuellement empêche une plus rapide réorganisation des travailleurs et « l'apparition » d'une direction combative, de classe qui les entraîne dans la voie de la revendication de leurs droits, pour renverser définitivement la dictature, seule manière de garantir ces droits.

Mais aujourd'hui, en raison de la répression, les masses ne trouvent aucune référence claire dans aucune organisation parmi celles qui se réclament du mouvement ouvrier. Et dans la mesure où les partis bourgeois peuvent agir « librement » et où ils apparaissent comme la seule « opposition » viable, les travailleurs acceptent — en l'absence d'une autre — leur direction.

Cela est apparu clairement en 1980, quand la prise de position des bourgeois pour le NON, a défini ce que recherchait l'opinion ; en 1981, quand la jeunesse blanche — aux côtés des travailleurs et des jeunes socialistes — a impulsé la plus grande mobilisation depuis 7 ans ; et enfin aux élections « internes » de cette année avec les voies obtenues par les bourgeois « d'opposition » (fondamentalement les Blancs).

Il est clair que la bourgeoisie — aussi oppositionnelle soit-elle — entre la dictature qui lui garantit la propriété privée et les masses mobilisées, optera toujours pour la première. C'est pourquoi, après le plébiscite de 1980, elle a donné « de l'air » à la dictature pour que cette dernière se remette, en acceptant ensuite le « dialogue » que la dictature lui a imposé.

Cette année, la bourgeoisie est entrée dans l'« organigramme » en acceptant de participer à des élections totalement anti-démocratiques — qui dans les faits étaient nationales — où ne participaient que deux partis, avec des emprisonnés, des proscrits, des exilés (tout comme l'est leur principal dirigeant W. Ferreira Aldunate) ; c'est pourquoi en pleine campagne électorale, elle a freiné les meetings, parce que la base radicalisait ses rassemblements ; c'est pourquoi elle s'est prêtée à la participation à une prétendue « Assemblée constituante », aux côtés des militaires eux-mêmes, refusant de reconnaître la volonté populaire qui, le 28 novembre précédent, a rejeté tout ce qui pouvait être lié à la dictature.

C'est un des problèmes les plus graves auxquels vont se trouver confrontées les masses uruguayennes en 1983. Outre le problème du chômage, l'inflation, etc., la dictature s'appête à mettre en place — avec l'assentiment des partis bourgeois — un organisme qui formule une nouvelle Constitution. Les politiciens bourgeois élus aux dernières élections « internes » vont participer à cet organisme, mais où les diktats des militaires vont avoir un poids fondamental.

Un de ces diktats, dont il semble que la dictature ne cédera pas dessus, est celui de l'institutionnalisation du COSENA (Conseil de sécurité nationale), ce qui veut dire institutionnaliser le bonapartisme militaire. Les travailleurs uruguayens doivent rester en alerte, se réorganiser syndicalement — comme ils sont en train de le faire au travers des commissions provisoires — et aussi politiquement, pour affronter les mesures économiques, approfondies cette année, lesquelles ne pourront être mises en échec qu'avec le renversement de la dictature.

C'est pourquoi nous devons exiger une assemblée constituante libre et souveraine, librement élue, sans emprisonnés, proscrits, exilés ou disparus, à laquelle le pouvoir doit être remis dès son élection.

C'est la seule façon de respecter la volonté populaire, qui s'est manifestée dans notre principale avenue, la nuit du 28 novembre avec des banderoles réclamant : « Libertés maintenant, dehors ! » et ouvrir ainsi la voie à un gouvernement ouvrier et populaire.

Montevideo, décembre 1982
Parti socialiste des Travailleurs Uruguay

(1) C'est sous ce nom que sont communément appelés les Uruguayens.

La construction du parti révolutionnaire et le manifeste du parti communiste

AU cours de l'année 1845, où ils commencent la rédaction de « *L'Idéologie allemande* », Marx et Engels tirent les conséquences pratiques de leur évolution intellectuelle. Considérant en effet que le prolétariat est désormais la seule classe qui, en s'émancipant, libérera la société tout entière de l'exploitation, de l'oppression et de la division en classes, ils prennent des contacts avec des organisations ouvrières, comme la « Ligue des justes ».

Mais les conceptions communistes utopiques ou socialistes chrétiennes qui animent encore certains de leurs dirigeants les dissuadent d'une adhésion immédiate.

A partir de février 1846, Marx et Engels entreprennent de créer un embryon d'organisation révolutionnaire internationale qu'ils appellent les « Comités de correspondance communistes ». Leur but, c'est de construire le parti ouvrier sur des bases scientifiques.

Car, comme le déclare Marx au Comité de Bruxelles, « *s'adresser en Allemagne aux ouvriers sans avoir des idées rigoureusement scientifiques et une doctrine concrète revenait à un jeu malhonnête et vain, à une propagande où l'on supposait, d'un côté, un apôtre enthousiaste, et, de l'autre côté, de simples imbéciles l'écoutant bouche bée* ».

Ce qui signifie, comme on l'exprimera plus tard : il n'y a pas de sauveur suprême, et « *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* ». En attendant, Proudhon, partisan incorrigible de simples réformes et incapable de comprendre l'analyse économique de Marx, se tient sur la réserve vis-à-vis des comités qui sont en train de s'implanter en Allemagne, en Belgique, en Angleterre et en France.

Du « catéchisme » au « Manifeste »

Impressionnés par la rigueur scientifique et la puissance révolutionnaire des conceptions de Marx et d'Engels, les dirigeants de la « Ligue des justes » les invitent à se joindre à eux, en vue d'une transformation de cette organisation.

Engels participe, en juin 1847, à Londres, au congrès qui fait de la « Ligue des justes », la « Ligue des communistes » et qui intègre les « Comités de correspondance ». En août, Marx est élu président de la section bruxelloise de la Ligue. Ainsi s'accomplissent les premiers pas sur la voie de la construction du parti ouvrier révolutionnaire international.

Il reste que Marx et Engels ne s'isolent pas à l'intérieur d'une organisation aux effectifs fort modestes. Ils multiplient les contacts avec des organisations ouvrières plus importantes, notamment avec des représentants du « Mouvement chartiste » qui combine, en Angleterre, depuis 1833, la lutte pour les droits démocratiques (suffrage universel) et la lutte pour les revendications ouvrières (journée de 10 heures).

Le 1^{er} Congrès de la Ligue des communistes avait décidé la préparation d'une profession de foi pour

le congrès suivant, conformément à un ancien projet de la Ligue des justes qui souhaitait opposer au catéchisme chrétien une sorte de catéchisme ou de credo communiste. Dans cette perspective, Engels rédigea un texte intitulé « *Principes du communisme* », qui ne sera publié qu'en 1914.

Fin novembre 1847, Marx participe à Londres au II^e Congrès de la Ligue des communistes et combat avec succès pour faire adopter comme base de la construction du parti ce qu'on appellera plus tard la conception matérialiste de l'histoire et le socialisme scientifique.

Après de longues discussions, le congrès adopte à l'unanimité les principes exposés par Marx et Engels et les charge de rédiger le programme de l'organisation.

A la veille du congrès, Engels écrivait à Marx : « *Réfléchis un peu à la profession de foi. Le mieux serait, à mon avis, d'abandonner la forme de catéchisme et de l'intituler "Manifeste communiste". Comme il faudrait y parler plus ou moins d'histoire, la forme adoptée jusqu'ici ne peut guère convenir. J'apporterai le projet de la section parisienne, fabriqué par moi. Il est purement narratif, mais fort mal rédigé, dans une terrible hâte.* » De ce témoignage ressortent plusieurs éléments importants :

1. Le *Manifeste du Parti communiste* a été élaboré dans le cadre du mouvement ouvrier révolutionnaire, en train de construire son organisation de combat.

2. Le *Manifeste* est l'aboutissement d'une évolution allant du « catéchisme » communiste, encore marqué dans sa conception même par l'utopie, jusqu'au *programme* de construction du parti révolutionnaire.

3. Comme le précise le texte du *Manifeste* : « *Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte des classes existantes, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.* »

Contrairement aux idéologues bourgeois qui présentent Marx comme constructeur de système, contrairement aux stalinien qui présentent leur prétendu « marxisme » comme une doctrine à appliquer ici ou là, en la peignant de couleurs variées, le *Manifeste* montre que ce qui deviendra historiquement le marxisme consiste dans l'expression générale du mouvement par lequel la classe ouvrière affronte le capital et s'emploie, en s'organisant, à en détruire le mode de production, c'est-à-dire d'exploitation.

Reste la question du titre et de sa signification qui n'est pas la moins importante. L'ouvrage publié en février 1848 s'intitule *Manifeste du Parti communiste*. Mais Engels écrit dans la lettre précitée, d'une manière abrégée *Manifeste communiste*, et l'édition allemande de 1872 reprend cette abréviation.

L'étude du texte de Marx et Engels et la prise en considération du contexte historique (l'explosion de la révolution européenne, commencée à Paris le 24 février 1848) indiquent qu'il s'agit d'un *manifeste pour* la construction du parti

ouvrier révolutionnaire international.

C'est ce que confirment Marx et Engels dans la préface à l'édition de 1872 : « *La Ligue des communistes, société ouvrière internationale qui, dans les circonstances d'alors, ne pouvait être que secrète, chargea les sous-signés, délégués au congrès tenu à Londres en novembre 1847, de rédiger un programme détaillé à la fois théorique et pratique du parti et destiné à la publicité.* »

Certes, la Ligue n'est pas encore le parti ouvrier révolutionnaire que le *Manifeste* appelle à construire. Mais elle est déjà l'organisation dans laquelle cette construction a commencé, construction qui se poursuivra du vivant de Marx, à partir de 1864, dans et par la I^{re} Internationale.

Le titre complet, *Manifeste du Parti communiste*, est donc pleinement conforme à l'« expression générale » du mouvement du prolétariat et de sa lutte pour s'ériger proprement en classe, dans et par l'organisation révolutionnaire.

Le programme, c'est le parti

Quand ils rédigent le *Manifeste*, Marx et Engels ont pris la mesure de ce que le mouvement ouvrier a déjà fait et de ce qu'il lui reste à faire. Les mutuelles et les coopératives ouvrières, fondées au début du XIX^e siècle, les syndicats, constitués en Angleterre, en Europe continentale et aux Etats-Unis à partir de 1830, enfin les « sociétés ouvrières », premières formes de l'organisation politique, sont des acquis du prolétariat, ses moyens d'autodéfense, ses propres institutions dont l'existence même est en contradiction avec le système de l'exploitation capitaliste.

Mais ces diverses institutions ouvrières ne sont pas suffisantes pour que le prolétariat détruise le mode de production capitaliste et abolisse l'exploitation de l'homme par l'homme. Les syndicats, notamment, ont rendu possibles des grèves qui ont parfois abouti au succès. Néanmoins, le *Manifeste* précise : « *Parfois, les ouvriers triomphent. Mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.* »

Pour aboutir à la victoire finale et irréversible du travail sur le capital, pour ouvrir la voie qui conduit à la société sans classes et sans Etat du communisme, le prolétariat doit se transformer de *classe en soi* (exploitée, opprimée, écrasée et exclue des avantages de la société bourgeoise) en *classe pour soi*, c'est-à-dire révolutionnaire et capable d'accomplir la révolution communiste.

Pour opérer cette transformation, le prolétariat n'a pas la possibilité de jeter les bases d'une « économie nouvelle » dans le cadre du mode de production capitaliste, comme l'avait fait jadis, pour son compte, la bourgeoisie à l'intérieur du mode de production féodal.

« *Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assu-*

raient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives qu'en abolissant le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. »

Pour accomplir cette révolution qui ne substitue pas une forme d'exploitation à une autre, mais qui abolit l'exploitation elle-même, les prolétaires ne peuvent utiliser qu'un seul moyen de combat, qu'une seule arme dans la lutte des classes : l'organisation révolutionnaire.

En tant que programme de la Ligue des communistes, le *Manifeste* appelle les travailleurs à la conquête du pouvoir politique par la construction du parti révolutionnaire international exprimant le mouvement des prolétaires et construisant les moyens de leur victoire totale.

Le Parti communiste à construire n'est donc tel que par le programme de la révolution prolétarienne dont ce parti est le nécessaire instrument. Complémentairement, le programme consiste dans la construction de ce parti, c'est-à-dire du parti ouvrier international.

Au cœur du *Manifeste*, une dialectique est à l'œuvre, celle du programme et du parti, autrement dit celle de la théorie (le marxisme exprimant le mouvement réel du prolétariat) et la pratique (l'organisation pour et dans le parti du prolétariat en lutte contre la bourgeoisie).

Face à la dégénérescence réformiste des partis social-démocrates et à la dégénérescence stalinienne des partis issus de la III^e Internationale, Trotsky renoue en 1938, dans le *Programme de transition de la IV^e Internationale*, avec le programme théorique et pratique du *Manifeste* de Marx et Engels, en prenant appui sur l'élaboration des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, tenus du vivant de Lénine : même volonté d'exprimer organiquement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et de construire le nécessaire parti révolutionnaire international.

La stratégie révolutionnaire

Ecrit en lettres de feu, le *Manifeste* n'est pas seulement la déclaration de guerre à la société bourgeoise de Marx, d'Engels et des autres militants de la Ligue des communistes. Il est encore et surtout l'exposé de la stratégie révolutionnaire de la destruction du vieux monde de l'exploitation et de l'oppression.

Vis-à-vis des organisations prolétariennes existantes, des petits partis ouvriers de l'époque, la position de Marx et d'Engels est apparemment modeste et fondamentalement ambitieuse : « *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.*

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. *Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*

2. *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.* »

L'apparente modestie, c'est de ne pas constituer un parti distinct et opposé aux autres organisations ouvrières.

L'immense ambition, au service du prolétariat révolutionnaire, c'est de constituer « *la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres* ». A partir de cette avant-garde, Marx et Engels entendent travailler à l'auto-organisation du prolétariat et à la création d'un parti exprimant, au-delà de la pluralité existante, l'intégralité et la totalité de son mouvement historique, sur la base de son indépendance de classe.

De 1864 à 1872, la I^{re} Internationale, en englobant à la fois des organisations politiques et des organisations syndicales du prolétariat, de 1889 à 1914, la II^e Internationale, en déterminant la construction de partis ouvriers de masse, enfin de 1919 à 1923 la III^e Internationale, en suscitant la formation de partis communistes, ont réalisé, autant qu'elles l'ont pu, le programme révolutionnaire du *Manifeste*.

Depuis la faillite de la II^e Internationale, le 4 août 1914, et depuis le passage de la III^e Internationale du côté de la défense de l'ordre bourgeois en 1933, il appartient aux trotskystes de reprendre en charge le programme d'indépendance de classe et de stratégie révolutionnaires du *Manifeste* contre le réformisme et le stalinisme, c'est-à-dire contre les formes contemporaines de la collaboration de classes, contre les manifestations actuelles de la contre-révolution.

La stratégie du *Manifeste*, c'est l'unification de toutes les forces prolétariennes dans la lutte contre la bourgeoisie et dans la rupture avec toutes les influences et pressions de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier. Cette stratégie a trouvé sa continuité historique dans les *Thèses d'avril*, proposées par Lénine au Parti bolchevique en 1917, et dans le *Programme de transition* de Trotsky qui constitue la charte théorique et pratique de la construction de la IV^e Internationale comme nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat mondial.

Le *Manifeste du Parti communiste* est non seulement l'ouvrage marxiste le plus traduit et le plus célèbre. Il est, avec le *Programme de transition*, le document scientifique de fondation de la construction du parti ouvrier révolutionnaire sur la base d'une lutte des classes internationale ininterrompue.

La bureaucratie chinoise et l'héritage de Mao

UN peu plus de six ans après la mort de Mao Tsetoung, l'Assemblée nationale populaire chinoise adoptait une nouvelle Constitution, la deuxième depuis la mort du « grand timonier », dont l'une des caractéristiques était le rétablissement de la présidence de la République supprimée par Mao durant la révolution culturelle et dont le dernier responsable avait été Liu Shaoqi, mort en prison.

Autre innovation symbolique de cette nouvelle Constitution qui vient remplacer celle de 1978 jugée « indésirable » par les nouveaux dirigeants, la suppression de toute référence à la « révolution culturelle » et à la « bannière de Mao Tsetoung » dans le nouvel hymne national.

L'inspirateur de l'ancienne Constitution, le successeur que Mao s'était désigné, Huo Guofeng, a non seulement entre temps été évincé de la présidence du PCC, mais le XII^e Congrès qui s'est tenu en septembre 1982 l'a purement et simplement éliminé du bureau politique.

En finir avec les souvenirs de la révolution culturelle

La suppression de la présidence du parti dans les nouveaux statuts adoptés au XII^e Congrès au profit d'un secrétariat général vient, elle aussi, prendre place parmi les nombreuses mesures par lesquelles l'équipe de Deng Xiaoping veut en finir avec les souvenirs de la révolution culturelle et de son chef, Mao lui-même, dont le procès posthume s'est poursuivi après la mise en scène judiciaire qui avait abouti à la condamnation à mort avec sursis de la veuve de Mao, Jian Qing, la plus célèbre de la « bande des quatre » accusée d'avoir comploté avec un groupe d'officiers supérieurs sous la direction de Lin Biao le renversement de Mao.

Sans pouvoir aller jusqu'au bout dans la dénonciation de Mao dans la mesure où la légitimité dont elle se réclame est organiquement liée à son nom, la bureaucratie n'en a pas moins poursuivi le procès du « grand timonier ».

Trois mois après la condamnation de Jian Qing le 25 janvier 1981, le secrétaire de la commission de contrôle du PCC expliquait aux cadres de la bureaucratie quelles avaient été les erreurs du président Mao : « ... On peut résumer les erreurs du président Mao en deux points. Le premier est qu'après avoir établi le régime socialiste et accompli la transformation socialiste des moyens de production, il n'a pas su à temps et de manière assez nette centrer le travail du parti sur l'édification socialiste : il a fait montre de ce défaut qu'on appelle la précipitation dans la direction concrète de la révolution et de l'édification socialiste.

L'autre point a amené à confondre les deux sortes de contradictions au sein du peuple, comme celle entre l'ennemi et nous, rendre absolue la lutte des classes et élargir la sphère de l'attaque.

En traitant les contradictions au sein du peuple comme celles entre l'ennemi et nous, il a laissé aux génies malfaisants des occasions

propices de provoquer des troubles comme par exemple ceux des dix ans de révolution culturelle. »

Ainsi la « grande révolution culturelle » était-elle purement identifiée à dix ans de troubles provoqués par le fait que Mao avait confondu les contradictions « au sein du peuple » avec celles existant entre « l'ennemi et nous ».

Des intérêts contradictoires à ceux du prolétariat

Pour la bureaucratie contre-révolutionnaire, dont les intérêts sont antagoniques au « peuple » auquel elle prétend s'identifier, le grand tort du « génial théoricien » des « contradictions au sein du peuple », c'est d'avoir, en confondant les contradictions antagoniques à celles qui ne l'étaient pas, joué les apprentis sorcier en créant une situation où les masses tendaient à faire irruption sur la scène politique pour la défense de leurs revendications et intérêts contre la bureaucratie dans son ensemble.

Six ans après la mort de Mao, avec la nouvelle vague de purges au sein du PCC qui a précédé et préparé le XII^e Congrès, avec les procès montés contre les « gardes rouges » ou d'anciens dirigeants et tenants de la « révolution culturelle », ce sont les mêmes accusations qui reviennent.

Début novembre 1982, un compte rendu de la radio du Yunnan déclarait que six anciens responsables de la province avaient été condamnés à des peines de 12 à 18 ans de prison, pour avoir été responsables de la mort de 17 000 personnes et de la persécution de plus d'un million d'autres pendant la révolution culturelle.

Plus que les morts, ce que reproche la bureaucratie au principal accusé, président du comité révolutionnaire du Yunnan en 1976, à la veille de la mort de Mao, c'est d'avoir porté plus de « 15 000 fausses accusations contre des cadres de la province » ayant abouti à la persécution d'un million trois cent quatre-vingt mille personnes.

La « seconde erreur » de Mao, « la précipitation dans la direction concrète de la révolution et de l'édification socialiste », n'est que l'expression des contradictions organiques de la bureaucratie chinoise dont les intérêts sont contradictoires avec ceux du prolétariat et de la paysannerie.

20 millions de chômeurs

Examinant le problème du chômage, qui non seulement est réapparu alors que les premières années d'économie planifiée avaient permis d'éliminer ce sombre héritage du régime de Tchong Kai Chek, un article de « Social science in China » (Pékin n° 1 - 1982) impute la responsabilité de la réapparition de ce fléau (au moins 20 millions de personnes, contrairement aux assertions de la bureaucratie) à la politique menée par Mao dans les années 1950, au cours desquelles les fusions et les éta-

tisations d'entreprises collectives ont abouti, en multipliant par 4 ou 5 le coût de création d'un emploi, à un gigantesque développement du chômage. Tout comme la transformation de petites entreprises collectives en « grandes entreprises collectives d'Etat » durant la révolution culturelle a abouti aux mêmes résultats. Mais aujourd'hui, la politique menée par Deng Xiaoping de fusion ou de fermetures des entreprises dans le cadre de la politique de spécialisation industrielle aboutit aux mêmes catastrophes. Ce ne sont plus seulement les jeunes qui cherchent un premier emploi, ce sont des travailleurs qualifiés et expérimentés ayant une famille qui vont être licenciés. La situation est telle qu'en moins d'un an, la bureaucratie a purement et simplement doublé le nombre officiel de chômeurs qu'elle annonçait, passant de 3 à 6 millions.

dont 2 payables en 1983). La « priorité à l'économie », à l'inverse du mot d'ordre maoïste de « priorité à la lutte des classes », c'est la poursuite de l'ouverture aux capitalistes, la réintroduction d'un secteur privé (1 700 000 personnes) dans le commerce et l'artisanat, la remise en cause partielle de la collectivisation, la réintroduction de lopins privés aux paysans, l'offensive contre les conquêtes ouvrières en matière de prix, de salaires, d'exploitation du travail comme d'emploi.

Le « d'abord manger et ensuite construire » que mettent en avant les nouveaux dirigeants de la bureaucratie de Pékin ne saurait masquer que les réformes entreprises depuis 1978 ont porté et portent des attaques considérables à la situation de la classe ouvrière chinoise qui, depuis 30 ans, se caractérisait, comme con-

Toutes ces mesures, comme la réforme de la gestion des entreprises permettant d'en terminer avec le « bol de riz en fer » pour y substituer un système de rémunération en fonction du rendement individuel des ouvriers et la possibilité pour les entreprises de licencier, se dressent directement contre les intérêts du prolétariat.

Une nouvelle vague de répression

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la nouvelle vague de répression contre les opposants que n'avait pas totalement anéantis la brutale offensive de la bureaucratie contre le « Printemps de Pékin » en 1978-1979.

Ainsi, Wang Xizhu, auteur du pamphlet « De la démocratie et de la légalité socialistes » dans lequel il attaquait violemment l'arbitraire de la bureaucratie, qui avait été arrêté en 1981, vient-il en juin de se voir condamner à 14 ans de prison pour « activités contre-révolutionnaires » tandis que, sous le même chef d'accusation, la bureaucratie condamnait He Qiu à 10 ans.

En août, on apprenait que Xu We Wenli, ouvrier électricien, animateur d'une des revues les plus célèbres du « Printemps de Pékin », la « Tribune du 5 avril », ainsi intitulée en hommage à la manifestation d'avril 1976 sur la place Tien An Men, avait été condamné à 15 ans de prison, probablement à la même date que les deux autres.

Contrairement aux allégations de la bureaucratie de Pékin, c'est précisément parce que ses intérêts sont diamétralement opposés à ceux des ouvriers et des paysans que ces mesures ont été prises et que le XII^e Congrès du PCC a annoncé une nouvelle vague de répression contre toute opposition, baptisée « éléments antisocialistes » dans un amalgame du plus pur style stalinien identifiant opposants et criminels de droit commun.

La réalité de ce que pensent les travailleurs de la bureaucratie, c'est elle qui l'explique quand elle affirme que près d'un tiers des 60 millions d'ouvriers chinois de moins de 35 ans « n'ont pas d'idéal, ne pensent qu'à l'argent et font preuve de négligence dans leur travail ».

Malgré tous les mensonges de l'appareil bureaucratique, on sait que depuis 1980 des manifestations ouvrières ont eu lieu : grève dans le combinat sidérurgique de Anshan, dans les aciéries de Taiyuan, dans une verrerie de Pékin. A Tianjin, ce sont 300 soldats démobilisés et chômeurs qui, à l'occasion du 1^{er} mai 1981, se sont heurtés à la police alors qu'ils portaient une pétition demandant aux autorités de leur trouver du travail, comme à Chongqing au Sichuan où, le 1^{er} février 1981, plus de 3 000 personnes ont tenu un meeting pour réclamer du travail aux responsables du PCC et de la municipalité.

La bureaucratie chinoise s'est bien gardée d'exploiter contre la bureaucratie du Kremlin la révolution polonaise. Et pour cause : en regardant les masses polonaises combattre la bureaucratie, elle sait que c'est d'elle aussi qu'il s'agit.



Deng Xiaoping.

La « correction » des erreurs de Mao dans les années 1978-1982, loin d'aboutir à un redressement de la situation, a aggravé encore les problèmes. La bureaucratie le reconnaissait elle-même, qui écrivait au 1^{er} janvier 1981 : « Mettre fin à la situation créée par la politique d'autarcie, tirer avantage des capitaux étrangers et introduire des techniques d'avant-garde, ce sont là évidemment des décisions justes. Mais, par manque d'expérience, nous avons demandé à importer trop d'équipements allant au-delà de nos besoins et possibilités. Ces erreurs ont encore aggravé le déséquilibre des secteurs économiques et nos difficultés financières et économiques. »

Offensive contre les conquêtes de la classe ouvrière

Les solutions, la bureaucratie chinoise les cherche dans l'ouverture de la Chine aux produits et aux capitaux étrangers, accroissant son endettement à l'égard des puissances impérialistes (7 milliards de dollars

quête de la révolution, par l'emploi à vie, des avantages sociaux considérables dans le domaine de la santé, de l'éducation, des prestations sociales.

Après deux ans de baisse des recettes budgétaires, l'examen du budget 1983 montre un net renversement de tendance. Mais la politique d'austérité mise en avant par Deng Xiaoping n'en est pas pour autant abandonnée. Pour augmenter les recettes, la bureaucratie compte principalement sur l'augmentation des prélèvements effectués sur les entreprises, que devra dégager une augmentation des profits des entreprises qui ne pourra être obtenue que par une intensification du travail.

Sur le plan des dépenses, les dirigeants se sont fixés une baisse des subventions pour le maintien des bas prix à la consommation. Alors que jusqu'alors ces dépenses budgétaires représentaient 30 % du budget global de l'Etat, le ministre de l'Economie, présentant le budget 1983 à l'Assemblée nationale populaire, a déclaré qu'elles devraient être ramenées à 20 % pour aller vers une refonte totale du système des prix et la mise en place à une première étape « de prix flottants qui suivront les cours du marché ».

« Le paradoxe de février » ou la dialectique de l'histoire

Il y a soixante-six ans déjà, en février 1917, les ouvriers et les paysans de Russie renversaient le tsarisme. Sans doute la gloire de ces journées a-t-elle quelque peu injustement pâti de l'éclat de l'insurrection d'octobre, qui lui succéda à quelques mois d'intervalle. La révolution de février 1917 a cependant posé, pour l'humanité, quelques problèmes qui ne sont pas encore résolus et qui méritent qu'on les examine de plus près en cet anniversaire.

DANS cette œuvre magistrale qu'est l'*Histoire de la Révolution russe*, Trotsky a consacré un chapitre entier à ce qu'il appela « le paradoxe de Février » qui était pour lui le problème capital de cette révolution. Voici la description qu'il fait de la situation marquée par ce « paradoxe » :

« Le pouvoir est aux mains des socialistes démocrates. Ils ne l'ont nullement saisi par hasard, par un coup de force à la Blanqui ; non, le pouvoir leur est ouvertement remis par les masses populaires victorieuses. Ces masses ne refusent pas seulement à la bourgeoisie leur confiance, leur appui, mais elles ne la différencient point de la noblesse ou de la bureaucratie. Elles mettent leurs armes exclusivement à la disposition des soviets. »

C'est entre les mains des dirigeants socialistes « démocrates » — comme Trotsky les appelle — que cette situation révolutionnaire devient « paradoxale », et c'est à partir de leur attitude que l'on peut parler du « paradoxe de Février » :

« Or, le seul souci des socialistes si facilement parvenus à la tête des soviets est de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentira à recueillir le pouvoir de leurs mains ? Son assentiment doit être acquis à tout prix ; mais, comme la bourgeoisie ne peut évidemment renoncer à son propre programme, c'est à nous, « socialistes », qu'il convient de nous désister du nôtre : nous taire sur la monarchie, sur la guerre, sur la question agraire, pourvu seulement que la bourgeoisie accepte le cadeau du pouvoir. »

Après avoir examiné l'un après l'autre les arguments par lesquels les dirigeants socialistes « démocrates » de 1917 ont essayé de toutes leurs forces de refuser le pouvoir, Trotsky poursuit :

« Mais pourquoi donc ? Comment les démocrates, les « socialistes » qui s'appuyaient directement sur des masses humaines telles que ne connut jamais à sa suite aucune démocratie dans l'Histoire (...), comment cette démocratie puissante, inébranlable, eût-il semblé, pouvait-elle craindre de prendre le pouvoir ? »

Cette énigme, subtile à première vue, s'explique par le fait que la démocratie n'avait pas confiance en son propre appui, appréhendait les masses, doutait de la solidité de la confiance accordée par celles-ci, et surtout, redoutait « l'anarchie », c'est-à-dire craignait, après avoir recueilli le pouvoir, de devenir, dans l'exercice de l'autorité, le jouet de ce que l'on appelle les éléments déchaînés (...). »

« L'aile gauche de l'ordre bourgeois »

« En d'autres termes, la démocratie ne se sentait pas appelée à prendre la conduite du peuple au moment de sa montée révolutionnaire, mais désignée comme aile gauche de l'ordre bourgeois, une sorte d'antenne de celui-ci tendue du côté des masses.

Elle se disait et s'estimait même socialiste pour masquer, non seulement aux masses, mais à ses propres yeux, son rôle effectif : si elle ne s'était pas ainsi enivrée d'elle-même, elle n'eût pas pu jouer ce rôle. Ainsi s'explique le paradoxe fondamental de la révolution de Février. »

Laissons ici les citations : au fond, le paradoxe n'est pas seulement celui de « Février » en Russie. Il va être aussi — avec plus d'éclat encore et de sanglante violence — celui du novembre 1918 en Allemagne, de l'ordre bourgeois établi à la pointe des baïonnettes des Corps-Francis aux ordres des « démocrates » qui se réclament du parti social-démocrate.

Il y a les autres exemples connus comme la Chine en 1926-1927 ou l'Espagne de 1931, mais aussi de 1936. Il y a même les exemples mal connus, comme cette révolution cubaine de 1933 qui porta un instant au pouvoir les professeurs démocrates et les conspirateurs socialistes, si souvent copiés depuis, avant de s'incliner devant Batista — le Korniïov cubain.

Chaque fois, comme l'écrit Trotsky, « ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux, politiquement expropriés. Ils en étaient déconcertés, s'alarmèrent, mais ne trouvèrent pas l'issue aussitôt. Leurs propres élus les abasourdirent avec des arguments auxquels ils n'avaient aucune réponse prête, mais qui contredisaient tous leurs sentiments et tous leurs desseins. »

Un problème qui reste entier

Le « paradoxe de Février », en 1917, a ceci de positif qu'il se dénoue dans le sens progressiste, à savoir que les travailleurs prennent conscience qu'ils ne peuvent avancer sans renverser l'obstacle qu'ils viennent de construire de leurs mains et marchent alors en direction d'Octobre.

Dans les autres pays, l'alarme, l'incompréhension, le désarroi, dans des circonstances historiques il est vrai différentes, ont fait tourner le développement en sens inverse : ce sont les gouvernements socialistes, en reniant leur programme et foulant aux pieds leurs mandats, qui ont créé les conditions morales et politiques de la contre-offensive, celle de la contre-révolution armée qui ne s'embarasse pas d'arguments.

C'est pourquoi le problème du « paradoxe de Février » demeure tout entier. On le retrouve plus près de nous, y compris en Pologne où les conseils ouvriers de 1956 soutiennent le plenum du comité central du POUP et les promesses trompeuses de Gomulka, voire en Hongrie, où c'est à un tel gouvernement de conciliateurs que comités révolutionnaires et conseils font allégeance en octobre de la même année. Et ne réparaît-il pas dans tout son éclat chaque fois qu'une montée des masses porte au pouvoir un gouvernement socialiste ou une majorité de type Front populaire ?

Contenir la révolution à sa première étape

Le 8 décembre 1938, après la déconfiture du Front populaire et surtout après la grave défaite ouvrière qu'avait constituée la grève du 30 novembre, Trotsky, dans un article intitulé « SOS France ! », rappelait que le Front populaire avait rempli, à partir de 1936, la tâche qui avait été celle de la « coalition » en Russie dans les gouvernements provisoires : contenir la révolution à sa première étape...

Il écrivait, après avoir relevé que la bureaucratie réformiste était, en France, en 1936, plus forte qu'elle ne l'était en Russie en 1917, et que le prestige de la révolution de 1917, aux mains du PCF, avait été utilisé pour la cause du Front populaire :

« Dans ces conditions, la coalition française est incontestablement parvenue à freiner et, dans une certaine mesure, à démoraliser le mouvement révolutionnaire de 1936. Jusqu'à quel point et pour combien de temps ? Il est impossible de le dire d'avance. Si c'est profond et pour longtemps, le Front populaire, déjà désespérément scindé, sera définitivement balayé et une dictature réactionnaire accèdera au trône en France. Mais si, comme on peut fermement l'espérer, le mouvement temporairement brisé par le Front populaire trouve une issue lui-même, il peut réaliser et il réalisera la vic-

février ». Les raisons en sont évidentes.

Indépendamment de la force du parti révolutionnaire — et le Parti bolchevique en 1917 était plus fort que ne le fut aucun autre après lui —, il n'y a, de toute façon, dans la première période de la montée, qu'une minorité de travailleurs qui distingue vraiment ce parti des autres partis socialistes — quand bien même leur écrasante majorité fait passer une ligne de clivage très nette entre l'ensemble de ses partis, ouvriers ou socialistes, et ceux de la bourgeoisie.

Ensuite, la montée des masses ne se traduit pas par un soulèvement brusque de toutes les couches simultanément, mais par un processus de mobilisation et une succession de vagues qui amènent sans cesse de nouveaux renforts et relancent l'élan de l'ensemble qui grossit avec chacune.

Les nouveaux venus, qui ont la fraîcheur et l'ardeur au combat du néophyte, manquent encore de l'expérience qui les prémunit contre les dévoiements et de la constance qui permet de tenir son cap. Les couches nouvellement mises en mouvement se tournent tout naturellement vers les partis qui leur promettent, bien sûr, le changement, mais au moindre prix, vers les vainqueurs modérés qu'elles croient modérés et vainqueurs alors qu'ils ne sont que de futurs battus déjà paniqués...



Meeting dans une usine à Petrograd en 1917.

toire du socialisme. Il n'y a pas de troisième possibilité. »

Cette affirmation est intégralement valable à l'échelle historique, celle de notre époque. Elle peut l'être aussi conjoncturellement, à l'échelle d'une crise limitée, ou plutôt de l'expression limitée, par exemple dans un cadre national, de la crise mondiale.

Elle exprime fondamentalement que, pour Trotsky, la solution du paradoxe de Février, c'est la remise de l'Histoire — pour quelque temps — sur des rails rectilignes : Octobre, un gouvernement qui non seulement n'exproprie pas politiquement les masses mais qui, au contraire, se fixe la tâche de réaliser leurs aspirations.

La forme de la mobilisation des masses

On peut cependant aborder la question sous un autre angle et chercher à expliquer la permanence ou, si l'on veut, la résurrection, depuis soixante-six ans, au début de chaque révolution, du « paradoxe de

par la classe dirigeante et pour ses besoins propres, dont on se met à découvrir les vertus « stabilisatrices », voire encore une monarchie !

Ces quelques remarques nous ont semblé nécessaires pour mieux comprendre la réalité du jeu entre les deux possibilités signalées par Trotsky dans son article de 1938 : la victoire du socialisme d'un côté, la dictature réactionnaire de l'autre, dont tous les éléments étaient alors bien loin d'être réunis en France, dix-huit mois avant cette « étrange défaite » de 1940 qui fut nécessaire pour ouvrir la porte à Pétain.

La voie d'Octobre

Pour que se réalise la première possibilité, il faut que le mouvement — temporairement brisé, ce qui est un peu le cœur du paradoxe de Février — trouve lui-même une issue. Il faut donc que chacun, et, par conséquent, des millions, se forment une opinion, se déterminent et agissent.

Dans le même chapitre de l'*Histoire de la Révolution russe*, Trotsky cite un député réactionnaire qui parle dans ses *Mémoires* de la « prise » des bureaux de poste et de télégraphe, des imprimeries, etc., par le Soviet, et indique que cela signifiait simplement « que les ouvriers et employés de ces entreprises ne voulaient se subordonner à personne, le Soviet excepté ».

C'est là l'issue, ce qu'on appela autrefois la voie d'Octobre, sans grands mots, la seule façon de surmonter la contradiction et de dissiper le paradoxe de Février.

Cette issue, celle qui se fonde sur l'action et la prise de conscience des masses, ne se dégage pas par la force des choses. Elle exige l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire en tant que telle et sa capacité à se lier à ces larges masses.

Elle exige donc le combat pour la construction d'une organisation politique du même type que le Parti bolchevique, ce parti qui sut être à l'écoute des masses et dont la politique révolutionnaire se fondait sur l'action de ces masses, sur leur expérience, visait à pratiquement les convaincre « que les soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire ». (Lénine, *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution*, 7 avril 1917).

Car ce serait certainement le paradoxe — et quel paradoxe ! — des années 80 si, alors qu'il n'existe aucune menace sérieuse ni même base objective d'un mouvement « fasciste » dans les pays décisifs, après la manifestation de force tranquille — pourquoi pas — de France, de Grèce, d'Espagne, cette irrésistible poussée des années 1981-1982 que ne contiennent pas les frontières, l'issue des nouveaux « paradoxes de Février » était de nouvelles dictatures réactionnaires, dont l'écroulement ignominieux des régimes fascistes a démontré qu'elles étaient définitivement rejetées par l'Histoire, c'est-à-dire par le mouvement même de la société.

Un tel paradoxe serait la condamnation de l'avenir humain et nous n'en sommes pas là. Nous en sommes toujours au paradoxe de Février ou l'Histoire, une fois au moins, a démontré qu'on pouvait en égrener le calendrier jusqu'au mois d'Octobre, dénouant ainsi ce nœud — un de plus, finalement — de sa dialectique !